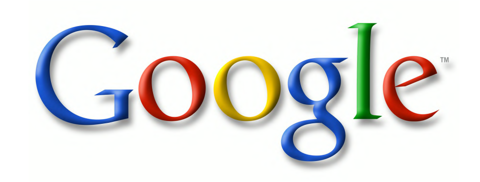
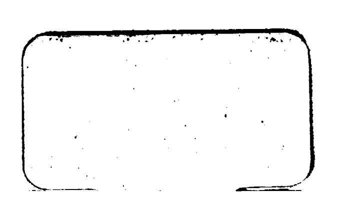

Google



HISTOIRE

DE LA VIE ET DU RÈGNE

DE

NICOLAS Ier

EMPEREUR DE RUSSIE

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS

RUE CUJAS, 13. — 1870.

HISTOIRE
DE LA VIE ET DU RÈGNE

DE

NICOLAS IER

EMPEREUR DE RUSSIE

PAR

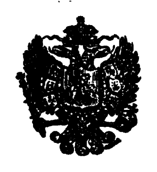
PAUL LACROIX

(BIBLIOPHILE JACOB)

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-STANISLAS DE LA DEUXIÈME CLASSE, ETC.
CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL

SECONDE ÉDITION REVUE ET CORRIGÉE

TOME TROISIÈME





ÉMILE MELLIER

LIBRAIRE
17, RUE SÉGUIER
PARIS

LIBRAIRE
DE LA COUR IMPÉRIALE
SAINT-PÉTERSBOURG

1870

XXXVII

Depuis la nuit qui suivit l'insurrection, l'empereur n'avait pas discontinué, pour ainsi dire, d'interroger lui-même, avec une infatigable persévérance, les prévenus qu'on lui amenait aussitôt après leur arrestation.

Le premier interrogatoire de chacun d'eux ne durait que quelques instants, et servait seulement à constater l'identité du prisonnier, car la commission d'enquête avait eu, dès le commencement de ses opérations, une liste très-ample des membres affiliés de la Société patriotique du Nord, et par conséquent, des principaux complices de la conspiration, qui avait été ourdie dans les conciliabules de cette société secrète.

A la suite de ce premier interrogatoire, l'accusé était envoyé à la forteresse, où, sans pouvoir communiquer avec qui que ce fût, il attendait que l'em-

pereur le fît revenir pour être interrogé à nouveau et confronté avec ses complices ou ses accusateurs.

Les journées ne suffisaient pas à ces interrogatoires compliqués et minutieux, qui se prolongeaient toujours bien avant dans la nuit.

Les interrogatoires avaient lieu dans le cabinet même de l'empereur, qui ne se lassait pas d'y assister en personne, et souvent de les diriger d'une manière indirecte. C'était le comte Alexandre Tatistcheff, ministre de la guerre, qui, en sa qualité de président de la commission d'enquête, interrogeait les accusés; mais les questions qu'il leur adressait avaient été posées d'avance par l'empereur, et quelquefois l'auguste témoin de cette enquête préliminaire prenait la parole avec l'accent du reproche ou de la douceur pour obtenir des aveux plus catégoriques, et pour indiquer aux coupables qu'ils pouvaient encore, par le repentir, se recommander à sa clémence.

On avait essayé d'abord de dissuader l'empereur d'être présent aux interrogatoires, en alléguant que les prévenus seraient frappés de terreur à son aspect, et que l'instruction de l'affaire en souffrirait beaucoup. On fit valoir aussi, pour éloigner le souverain des séances de l'enquête, la fatigue inouïe qu'il aurait à subir s'il voulait suivre les tra-

vaux de la commission et y prendre part personnellement. Quelques hauts personnages, qui avaient le malheur de compter des parents et des amis au nombre des coupables, espéraient, en les dérobant à la vue de l'empereur, les soustraire à la justice, ou du moins atténuer les charges qui pesaient sur eux.

Mais Nicolas déclara nettement qu'il entendait instruire lui-même, en quelque sorte, un procès criminel qui touchait particulièrement aux intérêts de sa couronne et de sa personne; il avait besoin, dit-il, pour éclairer la marche de son gouvernement, de connaître à fond le but du complot et les projets des conjurés; il devait aussi apprécier, par son propre jugement, le degré de culpabilité de chacun des accusés; il assisterait donc à tous les interrogatoires, sans regarder à la fatigue et à l'ennui que pouvait entraîner le zèle qu'il mettrait à remplir son devoir.

— Je n'ai pas le droit, ajouta-t-il avec tristesse, de commencer mon règne par une amnistie générale; il faut que les coupables soient punis; mais, pour suivre les mouvements de mon cœur et l'exemple de mes glorieux ancêtres, j'aimerais mieux pardonner à dix coupables que de faire tomber le châtiment sur un innocent.

Cette belle parole de l'empereur Nicolas émut

d'admiration ceux qui l'entendirent, et fut recueillie textuellement plus tard dans le rapport de la commission d'enquête.

On avait déjà pu se convaincre que l'empereur, loin de vouloir augmenter le nombre des coupables, cherchait, au contraire, à mettre hors de cause ceux que leur jeunesse, leur repentir ou quelque autre motif recommandaient à son indulgence. Il fit sortir de prison un grand nombre d'officiers qui n'avaient marqué dans l'insurrection que par un refus de serment, plus ou moins ostensible, et qui ne s'étaient associés qu'un moment au parti de la révolte; il ordonna aussi de ne pas inquiéter ceux dont les noms ne figuraient pas sur les listes des sociétés secrètes, et qui n'avaient pas été mêlés directement à la conspiration, quoiqu'ils se fussent plus ou moins compromis, soit par des paroles, soit par des actes imprudents.

On assure même que l'empereur, qui avait eu le chagrin de trouver parmi les coupables, ou du moins parmi les prévenus, trois personnes de son entourage, qu'il avait honorées de sa confiance, voulut absolument les sauver et leur donna une mission temporaire qui les éloignait de Saint-Pétersbourg pendant l'instruction du procès, pour empêcher le soupçon de les atteindre et pour les

couvrir ainsi d'une espèce de sauvegarde éclatante.

— Je veux les croire innocents, dit-il au président de la commission d'enquête; mais, eussent-ils à se reprocher une partie des faits qu'on leur impute, ils seront assez punis en sachant qu'on a pu les accuser d'ingratitude envers moi, et que je leur ai pardonné.

Le lendemain du 26 décembre, un des plus braves aides de camp généraux de l'empereur, le commandant du premier corps de cavalerie de réserve, se présente au palais, en grand uniforme, accompagné d'un jeune officier, qui le suit, la tête basse, sans épaulettes et sans épée.

L'aide de camp général fait annoncer à Sa Majesté qu'il lui amène un des rebelles de la veille.

— Sire, dit-il en retenant à peine ses larmes, voici un des malheureux qui étaient hier sur la place du Sénat. Je le livre au châtiment qu'il a mérité, et je le désavoue pour mon fils.

— Général ! répond l'empereur touché de cette preuve stoïque de fidélité et de dévouement, il est bien jeune, il a le temps de se corriger. Au reste, ajouta-t-il en fermant la bouche à l'accusation, ne me dites pas quels sont ses torts; je désire les ignorer, et je vous remets le soin de le punir.

— Si Votre Majesté a l'intention de traiter favo-

rablement ce misérable, reprend le père irrité, qu'elle le fasse mettre sous bonne garde, car moi je ne lui pardonnerais pas et je le tuerais de ma main.

—Eh bien! je lui fais grâce, réplique l'empereur en se retournant vers le jeune homme, qui est prêt à tomber à ses genoux, et je vous prie, général, je vous ordonne de suivre mon exemple.

—Jamais! s'écrie le vieillard en cachant sa figure dans ses mains. Votre Majesté peut faire grâce au coupable, mais elle ne peut me rendre un fils que je renie et qui n'est plus digne de porter mon nom.

Plus tard, l'empereur fit rentrer ce jeune homme dans la garde et lui accorda de l'avancement pour réconcilier le père avec le fils.

Ce dernier racontait souvent depuis avec émotion que, dans cette scène sublime où son père l'avait amené confus et tremblant devant l'empereur, il se serait fait justice à lui-même, quoique sa faute fût peu grave en réalité, si on lui eût laissé son épée lors de sa comparution en présence de son souverain juge.

Le jour suivant, l'empereur donna une nouvelle preuve plus frappante encore de son équité, et peut-être aussi de sa clémence.

Il reposait, après avoir passé la nuit entière à interroger des accusés, quand on amena de grand

matin au palais d'Hiver un prisonnier que la police venait d'arrêter en vertu d'un ordre émané de la commission d'enquête. C'était un officier d'une haute distinction, fils du prince Arcadius Souwaroff Italisky et petit-fils du grand Souwaroff.

On l'accusait, à cause de ses relations avec le prince Odoïewsky, comme lui cornette aux gardes à cheval, d'avoir propagé un esprit de révolte dans son régiment et de s'être mis à la tête des rebelles dans la journée du 26 décembre.

En attendant que l'empereur fût éveillé, le jeune Souwaroff était gardé à vue dans une petite chambre qu'on lui avait donnée pour prison.

On l'avertit, à huit heures du matin, que l'empereur le faisait mander. Il eut à traverser, sous l'escorte de quelques soldats, les antichambres remplies d'aides de camp, de généraux et de grands fonctionnaires, qui l'accueillirent avec des visages froids et dédaigneux, ou qui affectèrent de ne pas le reconnaître.

Il fut introduit chez l'empereur, qui lui cria en l'apercevant :

— Souwaroff! Souwaroff! est-ce ainsi que vous déshonorez un nom que toute la Russie révère!

— Ah! Sire, comment ai-je pu m'attirer un tel reproche? répondit le prince avec un amer sentiment

de douleur et de fierté; je suis prêt à subir mon sort, mais je ne crois pas avoir rien fait qui puisse justifier la colère de Votre Majesté.

Alors l'empereur, que l'air et le ton de franchise du jeune homme avaient déjà bien disposé en sa faveur, lui fit part des soupçons qui s'élevaient contre lui, et ne lui cacha pas les dénonciations auxquelles son intimité avec le prince Odoïewsky avait servi de prétexte.

Le prince Alexandre Souwaroff n'essaya pas de nier qu'il fût l'ami du prince Odoïewsky; il déclara toutefois que ce prince ne lui avait jamais parlé d'un complot contre la famille impériale. Il répondit ensuite, avec calme et fermeté, à toutes les questions de l'empereur.

Et comme l'empereur insistait sur les fréquentes visites que Souwaroff rendait au prince Odoïewsky, et qui avaient dû le mettre en rapport avec les principaux conjurés, le jeune homme convint, en effet, qu'il avait rencontré chez son ami plus d'un personnage suspect, mais qu'il ne s'était lié avec aucun; il reconnut aussi, sans hésiter, qu'on parlait librement dans ces réunions, trop librement peut-être, sur les affaires politiques, mais il ajouta qu'on n'avait jamais rien dit en sa présence d'hostile ni d'injurieux contre la famille impériale.

— Et Votre Majesté, s'écria-t-il avec un noble élan, peut être sûre que je ne l'eusse pas souffert !

— Bravo ! dit Nicolas en l'embrassant : je disais bien qu'un Souwaroff était incapable de trahir son souverain.

Et il le congédia, en lui tenant la main, jusqu'au seuil du cabinet, et en l'invitant tout haut à reprendre immédiatement son service.

Le prince Souwaroff eut de la peine à fendre la foule des assistants qui se pressaient pour le voir, pour lui adresser des félicitations et pour lui serrer la main. Le lendemain, il fut nommé lieutenant et bientôt après aide de camp de l'empereur, qui lui témoigna toujours la même bienveillance.

Malheureusement la clémence du tzar était subordonnée à ses devoirs de chef de l'État et à la cruelle nécessité de punir.

Tous les accusés, il est vrai, ne lui inspiraient pas le même intérêt ni la même pitié; quelques-uns ne lui causaient que du mépris, de l'horreur et du dégoût. La folie et la perversité des uns, l'exaltation et le fanatisme des autres, lui avaient prouvé, dès les premiers interrogatoires, que le complot formidable, dont il tenait dans sa main les fils brisés et encore embrouillés, eût abouti presque inévitablement à une révolution sanglante

et peut-être à la ruine de l'ordre social en Russie.

Il ne pouvait déjà plus douter que ce complot, malgré ses belles apparences de réforme politique et d'utopie libérale, ne fût organisé dans le but de massacrer la famille impériale ; mais il eut la consolation de se convaincre que la plupart des conspirateurs, qui étaient affiliés à l'Association patriotique du Nord, avaient ignoré cet affreux projet, conçu et prémédité par le comité directeur de la Société du Midi, où la démagogie la plus farouche s'était donné carrière sous l'inspiration du colonel Pestel, le principal organisateur des sociétés secrètes en Russie.

Les chefs seuls de ces sociétés savaient que depuis six mois l'assassinat de l'empereur Alexandre était résolu et que plusieurs conjurés s'étaient offerts pour l'exécuter ; après la mort d'Alexandre, la pensée du régicide avait trouvé, il est vrai, un plus grand nombre d'adhérents, et la vie du nouvel empereur n'avait pas été moins menacée que celles de ses frères Constantin et Michel ; mais, dans tous les crimes, il y a toujours loin du projet à l'exécution, et le crime le plus antipathique au caractère russe devait être un attentat contre la personne du souverain. Cependant il n'était que trop certain que la famille impériale eût péri tout en-

tière, si l'insurrection du 26 décembre avait réussi à se rendre maîtresse de Saint-Pétersbourg.

Les auteurs de cette insurrection, les agents les plus dangereux et les plus coupables du complot, les membres les plus actifs des sociétés secrètes, avaient été arrêtés ou ne pouvaient manquer de l'être; l'empereur Nicolas traça lui-même à la commission d'enquête les limites restreintes qu'il voulait imposer à ce grand procès qui aurait pu englober des milliers d'individus.

Il décida donc que tous les prévenus qui avaient simplement pris part à la révolte militaire, soit en refusant le serment, soit en se portant, armés ou sans armes, dans les rangs des rebelles, ne seraient pas poursuivis, à moins de faits notoires qui auraient entraîné des conséquences de scandale ou de désordre : on se contenterait de les retenir en prison pendant quelques semaines ou quelques mois, après lesquels on les mettrait en liberté, en les changeant de corps s'ils étaient militaires, en les incorporant dans l'armée s'ils étaient fonctionnaires civils, en les plaçant sous la surveillance de la police s'ils n'avaient pas de fonctions publiques.

Quant aux affiliés des sociétés secrètes, qui n'avaient pas été signalés dans les événements du

26 décembre, soit qu'ils se fussent tenus à l'écart par prudence ou par toute autre cause, soit que leur coopération personnelle aux actes des conspirateurs n'eût pas laissé de traces compromettantes, ils ne devaient être ni recherchés, ni inquiétés, quoique leurs noms figurassent sur les listes de ces sociétés secrètes.

L'empereur ordonna expressément de ne comprendre dans le procès, que les accusés qui auraient trempé dans le complot de régicide, soit en le tramant, soit en se proposant de l'accomplir eux-mêmes, soit en le préconisant, soit enfin en l'approuvant, ce qui résultait implicitement de la non-révélation du complot.

Les premiers interrogatoires avaient éclairé l'empereur, non-seulement sur le but de la conspiration, mais encore sur le rôle que les conspirateurs y avaient joué.

XXXVIII

Tous ou presque tous les prévenus commencèrent par nier ou par s'efforcer d'atténuer leur culpabilité; ils avouèrent sans réticence et sans subterfuge, dès que le souverain, en les foudroyant du regard, les somma de dire la vérité. Alors ils mesurèrent toute l'étendue de leur faute, et le remords pénétra dans les âmes les plus inflexibles.

Ce fut un triste spectacle que leurs récriminations, leurs démentis, leurs invectives réciproques : les amis de la veille étaient devenus les ennemis du lendemain.

Ryléïeff conservait seul, avec son calme et son sang-froid ordinaires, un maintien ferme et décent à la fois; respectueux vis-à-vis de l'empereur, mais inaccessible aux défaillances du découragement, de la peur ou du repentir. Il eut pourtant à se plaindre de l'injustice, de l'acharnement, de

la mauvaise foi de ses complices, qui l'accusaient en l'injuriant, et qui rejetaient sur lui tous leurs torts.

Il n'aurait pas daigné répondre à ces accusations plus ou moins fausses et iniques, si l'empereur lui-même ne l'avait invité à se défendre et à rétablir la vérité des faits ; il répondit alors, quelquefois avec dédain, mais sans colère, et autant que possible en termes brefs et concis.

Le prince Troubetzkoï ne l'accusa pas et n'accusa personne ; mais, quand on lui rappela que, dans une réunion des conjurés, où l'on avait parlé, en passant, de l'extermination de la famille impériale, il n'avait pas fait d'objection au meurtre de l'empereur Nicolas, attentat que les assistants considéraient comme une nécessité, il déclara, en versant des larmes, qu'il ne pouvait se rendre compte de ses actions ni de ses discours dans cette circonstance, car il avait alors la tête perdue, et sa mémoire ne gardait aucune trace de ce qui s'était passé.

On insista ; dix voix s'élevèrent pour lui reprocher de n'avoir pas protesté contre le régicide et de s'être borné à dire, à demi-voix, qu'on ferait bien d'épargner le jeune grand-duc Alexandre et de le proclamer empereur. Il répondit timidement

qu'il n'osait pas sans doute qualifier de calomnies les révélations de ses complices, mais qu'il n'avait souvenir de rien.

— J'étais fou, répétait-il sans cesse, mais je n'en suis pas moins coupable.

On avait trouvé chez lui, dans la soirée du 26 décembre, le brouillon d'un manifeste, écrit de sa main, qui annonçait au nom du Sénat, la dissolution de l'ancien gouvernement et l'institution d'un gouvernement provisoire chargé de convoquer des députés de toutes les provinces de la Russie et du royaume de Pologne, « afin d'adopter les mesures nécessaires pour la conservation de l'unité de l'État. »

On demanda donc au prince Troubetzkoï ce que seraient devenus l'empereur et la famille impériale dans le cas où les conjurés eussent forcé le Sénat de prononcer la dissolution du gouvernement.

— Je connaissais le caractère humain et généreux de l'empereur, répondit-il, et j'avais pensé qu'en voyant le peuple et la troupe se soulever au cri de *Vive Constantin!* Sa Majesté, loin d'employer la force contre les rebelles, renoncerait aussitôt à la couronne pour éviter l'effusion du sang. Dans ce cas, le césarévitch serait monté sur le trône, en vertu de ses droits légitimes, et les

députés, convoqués extraordinairement dans toute la Russie, auraient voté de nouvelles lois organiques de l'empire.

— Il est certain que vous n'aviez plus votre raison ! dit froidement l'empereur, qui était présent à cet interrogatoire. Oui, vous étiez fou, comme vous le dites vous-même. Quant à un attentat contre ma personne, vous ne l'auriez jamais commis, j'en réponds, mais vous l'auriez laissé commettre par faiblesse. Vous voyez que la faiblesse peut devenir un crime.

Le prince Odoïewsky avait été livré spontanément par son oncle Dmitri Lanskoï, sénateur, chez lequel il s'était réfugié après avoir passé la nuit du 26 au 27 décembre sous un pont où il avait failli périr de froid. Il se trouvait encore fort souffrant, car il avait eu les pieds et les mains à moitié gelés. L'empereur donna des ordres pour que le malade reçût tous les soins que réclamait son état. Lorsqu'il l'interrogea, il lui témoigna de l'indulgence et même de l'intérêt, quoique Odoïewsky, affilié, dès le mois d'avril 1825, à la Société de Saint-Pétersbourg, par l'intermédiaire d'Alexandre Bestoujeff, eût assisté à tous les conciliabules des conjurés et s'y fût fait remarquer par une déplorable exaltation.

Des témoins rapportèrent que, dans la réunion du 24 décembre, il répétait sans cesse avec l'accent d'un aveugle enthousiasme: « Nous mourrons! Avec quelle gloire, mes amis, nous mourrons! »

— Ah ! mon pauvre Odoïewsky, lui dit l'empereur, vous n'avez pas eu la gloire de mourir comme vous le souhaitiez. Avez-vous pu oublier que vous êtes du sang de Rurik? Je voudrais pouvoir l'oublier aussi.

L'empereur affecta de rester toujours neutre et indifférent à l'égard du prince Obolensky, qui était un des chefs de la conspiration, et qu'un ressentiment personnel avait porté à s'opposer, avec une sauvage énergie, à l'avénement du grand-duc Nicolas.

Obolensky ne pardonnait pas au grand-duc d'avoir constaté de sa part différentes infractions au service et de lui avoir fait sentir sa faute par des reproches trop mérités, empreints peut-être d'une vivacité blessante. Depuis lors, Obolensky, lieutenant dans la garde et aide de camp du général Bistrom, s'était déclaré presque ouvertement l'ennemi du grand-duc et n'avait cessé de le poursuivre d'amers sarcasmes. Le grand-duc le savait et dédaignait d'en paraître offensé.

Obolensky avait organisé à Saint-Pétersbourg

une première société secrète dans les régiments de la garde, et il était en relations, depuis 1823, avec les créateurs de l'Association du Midi. C'était un homme instruit, intelligent, capable ; mais, comme sa fortune ne répondait ni à sa condition, ni à son mérite, l'ambition le poussait à désirer le bouleversement de l'empire. On l'avait entendu s'exprimer avec une telle violence contre le tzar et surtout contre le grand-duc Nicolas, que ses complices le regardaient, bien à tort, comme déterminé à frapper de sa propre main la personne sacrée de l'empereur. Il n'était pourtant pas éloigné d'admettre, en principe, que le régicide pouvait être une nécessité, et dans une réunion des conjurés, qui s'étaient rassemblés chez lui deux jours avant la prise d'armes du 26 décembre, il avait posé, au nom de la Société du Sud, avec laquelle il correspondait, la question du massacre de la famille impériale. Il ne niait pas, d'ailleurs, avoir été constamment l'intermédiaire entre la Société du Midi et le *Directoire du Nord.*

— Je désire, dit l'empereur en s'adressant au président de la commission, qu'on n'interroge pas l'accusé sur cette odieuse question du massacre de la famille impériale. Un descendant des princes de Tchernigoff n'a pu se trouver mêlé à ces horreurs.

— Quel était votre projet, demanda le président au prince Obolensky, lorsque, par ordre du dictateur, vous avez invité vos complices à entraîner le plus grand nombre possible de soldats et d'officiers sur la place du Sénat, le jour de la prestation du serment? N'aviez-vous pas l'intention, comme on vous en accuse, d'attaquer le palais impérial avec ce noyau de troupes rebelles?

— Si j'avais eu cette intention, répondit l'accusé, ce n'est pas la place du Sénat que j'aurais assignée pour lieu de rendez-vous à nos amis et à nos adhérents. Il s'agissait seulement d'entourer de forces respectables le Sénat qui eût été sommé d'instituer un gouvernement provisoire, composé de deux ou trois conseillers d'État et d'un membre de la Société du Nord, lequel aurait rempli les fonctions de secrétaire général de ce nouveau gouvernement.

— Mais la garde impériale, répliqua le président, n'ayant plus de chefs ni de direction, aurait-elle soutenu ce gouvernement sorti d'une émeute et créé par des conspirateurs?

— Tout était prévu d'avance, reprit le prince Obolensky : le commandement des gardes eût été confié sur-le-champ à des chefs de division, que je m'abstiendrai de nommer et que les soldats n'au-

raient pas hésité à reconnaître. Croyez-vous que nous n'avions pas des partisans dans l'état-major général de l'armée ? Nos moyens d'action n'étaient pas limités au gouvernement de Saint-Pétersbourg... Eh ! qui sait, s'écria-t-il, ce qui se passe en ce moment à Kieff, à Toultchine et à Vassilkoff?

L'empereur, qui n'avait pas encore de nouvelles du Midi, fut vivement troublé de cette demi-révélation qui annonçait que les conspirateurs espéraient avoir leur revanche. Mais tout ce qu'on fit pour arracher à l'accusé quelques indications plus précises sur l'objet de ses espérances ne servit qu'à fortifier son obstination à garder le silence sur le contre-coup que devait produire dans la première et la seconde armée l'explosion du complot de Saint-Pétersbourg,

D'autres accusés, au contraire, ne demandaient qu'à faire des révélations.

Boulatoff, par exemple, qui s'était constitué prisonnier le soir même de l'insurrection, avait fait immédiatement les aveux les plus complets, en manifestant un violent repentir. Mais ses aveux, si explicites qu'ils fussent, ne renfermaient que des détails vagues et insignifiants sur l'organisation générale du complot, car les chefs de la Société du

Nord, tout en gagnant à leur cause ce brave ancien colonel des grenadiers du corps, s'étaient défiés de la faiblesse de sa tête et des absences de son esprit; Boulatoff étant atteint d'une maladie épileptique qui l'avait forcé de quitter le service, ils ne lui avaient donc pas révélé tous les secrets de leur association.

Quand il fut transféré à la forteresse, après un interrogatoire dans lequel l'empereur lui avait montré de la bienveillance, ses codétenus, par légèreté ou par malice, lui annoncèrent que tous les soldats qui auraient été pris, armés ou non, sur la place du Sénat, devaient être punis de mort. Cette fable absurde trouva créance auprès de Boulatoff, qui, désespéré d'être cause de la perte de tant de braves gens qu'il avait commandés, écrivit au grand-duc Michel pour le supplier d'obtenir la grâce des grenadiers du corps « qui devaient être passés par les armes. » Sa raison s'était dès lors totalement égarée, et, pour racheter la vie de ses anciens soldats, qu'il croyait menacée, il s'accusa lui-même d'avoir juré la mort de l'empereur Nicolas:

« Lorsque je me rendis à l'État-major-général, pour prêter serment, raconta-t-il dans cette lettre insensée, j'avais l'imagination égarée, ma tête

était en feu : il me semblait voir couler de toutes parts le sang de mes compagnons d'armes que j'affectionnais, et, tandis qu'autour de moi on jurait fidélité à l'empereur, je levai la main et baisai la croix, en prononçant au fond du cœur l'affreux serment de lui arracher la vie. Tout homme qui verra mon nom au bas de la formule du serment, détournera les yeux avec horreur en reconnaissant la signature d'un scélérat. »

On parvint cependant à calmer l'exaltation et le désespoir du malheureux Boulatoff, en lui répétant qu'il n'avait pas eu son libre arbitre et que l'empereur lui pardonnait; mais néanmoins il passait les jours et les nuits en prières, s'injuriant et se maudissant lui-même, avec des larmes et des sanglots.

Il comparut plusieurs fois devant l'empereur, qui daigna le consoler et l'encourager à vivre, sans pouvoir apaiser ses remords.

Le souvenir de son horrible dessein le poursuivait, le torturait sans cesse, malgré l'auguste clémence dont il avait été l'objet; il ne subit pas d'interrogatoire, on recueillit seulement ses aveux qui furent toujours libres et spontanés. Son ancienne maladie avait reparu, et, après plusieurs accès d'épilepsie, il se tua dans sa prison (17 jan-

vier 1826), en s'accusant encore du crime de lèse-majesté et en recommandant ses enfants orphelins à la commisération du monarque qu'il avait voulu assassiner.

Ce n'était pas le seul, malheureusement, parmi les prévenus, qui eût à se reprocher d'avoir prémédité cet affreux projet, mais ceux-là même qui s'étaient vantés de l'exécuter de leur propre main, n'osaient plus, en présence de l'empereur, avouer qu'ils eussent jamais eu la pensée d'un pareil forfait.

Le capitaine Iakoubovitch lui-même, qui avait plus d'une fois indigné ses complices par ses abominables menaces contre la personne de l'empereur, niait effrontément toute machination, toute tentative de régicide, bien que vingt témoins l'accusassent d'avoir annoncé, à diverses reprises, qu'il était décidé à *frapper son coup,* suivant son expression favorite.

Là-dessus, Iakoubovitch répondait qu'il avait conservé, depuis 1817, il est vrai, un ressentiment personnel contre feu l'empereur Alexandre qui l'avait fait exclure du régiment des gardes à la suite d'un duel malheureux, mais qu'il n'avait pas songé sérieusement à se venger par un régicide.

Alors, comme on lui rappelait que, la veille de

l'insurrection, il avait renouvelé, dans plusieurs conciliabules, la promesse de tuer Nicolas, il prétendit n'avoir voulu qu'étonner ses complices par un acharnement sans exemple et par une audace sans bornes. Au reste, il ajoutait que les chefs de la conspiration ne lui inspiraient aucune confiance et qu'il prévoyait d'avance la triste issue de leur entreprise.

Une déposition de Boulatoff semblait venir e aide à ce système de défense.

Dans la soirée du 25 décembre, Iakoubovitch était sorti, avec Boulatoff, d'une dernière réunion des conjurés, dans laquelle il avait parlé assez dédaigneusement du dictateur Troubetzkoï : « Qu'en pensez-vous? lui avait demandé Boulatoff. Le projet de nos collègues est-il véritablement utile? Est-il bien combiné? Sont-ils assez nombreux et assez forts, pour prendre les armes? — Je ne vois pas trop l'utilité de leur projet, aurait répondu Iakoubovitck. En tous cas, ces gaillards-là me semblent tous suspects. — Eh bien! reprit Boulatoff, promettons-nous de ne pas nous joindre à eux demain, si les moyens dont ils disposent ne sont pas à la hauteur de leur entreprise, et si nous jugeons que cette entreprise n'offre pas une utilité générale? — Nous verrons bien! » aurait répliqué

Iakoubovitch, en se séparant de Boulatoff, qui le retrouva le lendemain sur la place du Sénat.

On ne put donc tirer aucun aveu d'Iakoubovitch, qui résista opiniâtrément aux pressantes admonitions de l'empereur, et qui répétait, d'un ton doucereux, qu'il n'avait voulu appartenir à aucune société secrète; qu'il s'était trouvé par hasard en rapport avec des bavards qui parlaient politique à tort et à travers, et qu'il avait parlé plus haut qu'eux pour les faire taire. Toutes les fois qu'il se sentait convaincu de mensonge, il souriait ironiquement, haussait les épaules et gardait le silence. Ce misérable sut pourtant intéresser ses juges ou du moins acquérir des droits à leur indulgence, en soutenant avec effronterie qu'il s'était joué de ses complices et qu'il n'avait fait semblant de pactiser avec eux que pour mieux connaître leurs secrets et pour en instruire la police.

Le lieutenant en retraite Kakhowsky n'avait pas de pardon à espérer; il en était bien convaincu, et pourtant il se défendit longtemps d'avoir eu le projet d'attenter à la vie de l'empereur.

C'était lui qui avait assassiné lâchement le général Miloradovitch et le colonel Stürler; il ne le niait pas; il disait toutefois, pour son excuse, qu'il n'avait pas le moindre sujet de haine personnelle

contre eux et qu'il avait agi sans préméditation.

On l'avait accusé d'abord d'avoir dirigé son pistolet contre le grand-duc Michel; on constata seulement qu'il s'était porté, sans doute avec des intentions homicides, à la rencontre du grand-duc qui essayait de ramener dans le devoir le bataillon des marins de la garde; mais de nouveaux témoignages établirent d'une manière incontestable que c'était Guillaume Kukhelbecker, répétiteur au lyceé de Tzarskoé-Sélo, qui avait dirigé à bout portant son pistolet sur le grand-duc Michel. Or, Kukhelbecker était en fuite et on n'avait pas encore pu le découvrir.

XXXIX

De tous les conspirateurs, celui qui, par son caractère comme par ses actes, semblait mériter le plus d'exécration, c'était donc le lieutenant Kakhowsky, l'assassin du général Miloradovitch et du colonel Stürler.

— Misérable ! s'écria l'empereur en le voyant ; que t'ai-je donc fait pour que tu te sois montré si avide de mon sang ?

Kakhowsky niait toujours avec obstination qu'il eût tramé le régicide et l'extermination de la famille impériale. Il prétendit néanmoins, par bravade ou pour se rendre moins odieux, qu'il aurait pu assassiner aisément l'empereur Nicolas, s'il l'avait voulu, car, suivant ses propres expressions, il avait tenu deux fois au bout de son pistolet l'avenir de la Russie ; mais l'idée d'un si grand crime lui avait, dit-il, inspiré une telle horreur, qu'il

avait failli, pour s'y soustraire, se faire sauter la cervelle.

Tous ceux qui connaissaient Kakhowski étaient unanimes pour le représenter comme un conspirateur aux instincts féroces et sanguinaires. On lui attribuait ces exécrables paroles qu'il aurait prononcées chez Ryléïeff dans une assemblée des conjurés, où l'on débattait le plan d'exécution du complot : « Nous ne ferons rien avec les philanthropes ! Il s'agit simplement ici de massacrer! »

Le président de la commission d'enquête eut beau lui rappeler que, dans un autre conciliabule, il s'était donné la mission d'assassiner l'empereur; qu'il avait même, devant dix ou douze de ses complices, indiqué la manière dont il s'acquitterait de cette horrible mission, en s'introduisant, déguisé en officier des grenadiers du corps, dans l'intérieur du palais, ou bien en attendant sur un des perrons le passage de Sa Majesté : Kakhowsky nia tout effrontément et persista encore à répondre qu'il serait mort mille fois plutôt que de porter la main sur la personne sacrée de son seigneur et maître.

Il s'efforça ensuite de faire retomber sur Ryléïeff l'accusation de régicide, qu'il repoussait pour son propre compte avec tant de ténacité; car, depuis

l'échec du complot, échec qu'il imputait exclusivement à Ryléïeff, en lui reprochant avec amertume d'être resté à l'écart pendant que ses frères d'armes se réunissaient sur la place du Sénat, il avait conçu un implacable ressentiment contre ce conspirateur indécis et pusillanime, comme il le qualifiait.

Il le chargeait des accusations les plus monstrueuses, et semblait prendre à tâche de le couvrir de boue et de sang; ainsi affirma-t-il que Ryléïeff avait l'intention d'incendier Saint-Pétersbourg dans le cas où les insurgés eussent été forcés de l'évacuer après le combat. Il imagina de dire que Ryléïeff s'était proposé d'envoyer à Varsovie un homme déterminé, qui eût assassiné le césarévitch, et qui aurait ensuite hautement déclaré que ce meurtre lui avait été commandé par le propre frère de la victime, par le grand-duc Nicolas. « En usant de ce moyen héroïque, se serait écrié alors Ryléïeff, nous les ferons périr du même coup tous les deux ! » Enfin, il assurait que Ryléïeff avait proposé de réunir la famille impériale sur un navire, qui, sous prétexte de la transporter hors de la Russie, l'eût fait disparaître en pleine mer.

Ryléïeff répondit à ces abominables calomnies, avec le mépris dont elles étaient dignes, et tous ses

complices d'ailleurs protestèrent pour lui contre l'odieuse vengeance de Kakhowsky, en déclarant que c'était à ce dernier qu'on devait attribuer exclusivement les projets et les discours qu'il prêtait à Ryléïeff.

C'était Ryléïeff, au contraire, disaient-ils, qui avait constamment employé son autorité morale à retenir Kakhowsky; c'était Ryléïeff, qui fermait la bouche à ce fougueux terroriste, toujours prêt à demander du sang et à prêcher le régicide; c'était Ryléïeff enfin, qui l'avait menacé de le dénoncer à la police, s'il persistait à vouloir commettre un attentat contre l'empereur.

Dans tous ses interrogatoires comme dans ses confrontations avec ses coaccusés, Ryléïeff se fit remarquer par sa contenance à la fois modeste et résolue, par ses réponses sobres et dignes, par l'élévation de ses idées et de ses sentiments, comme par l'énergie de ses convictions.

L'empereur l'interrogeait avec curiosité et l'écoutait avec intérêt, car il ne pouvait s'empêcher de lui accorder une sorte d'estime et de pitié, la pitié qu'inspire le malheur, l'estime que mérite le caractère : il avait reconnu chez ce conspirateur les aspirations d'une grande âme, des intentions honnêtes et généreuses, des qualités d'esprit supérieures,

malgré ses égarements et ses crimes. Il eût désiré, dit-on, l'amener à un repentir éclatant et lui offrir les moyens de racheter sa vie par une nouvelle existence de dévouement et de fidélité.

On pouvait regretter, en effet, de trouver un pareil homme, une pareille tête, un pareil cœur, au milieu d'un mélange de scélérats, d'ambitieux, d'écervelés, d'intrigants, de gens faibles, nuls, aveugles, indignes de le comprendre et de l'apprécier. Mais Ryléïeff n'eut pas l'air de deviner les flatteuses préoccupations dont il était l'objet de la part de son auguste juge, et il s'abstint de faire un pas vers la résipiscence et le pardon.

Il ne refusa pas toutefois d'entrer dans de longs développements sur ses théories politiques; il aborda volontiers le chapitre des révélations et des critiques relatives aux imperfections, aux fautes, aux erreurs du gouvernement existant, aux dilapidations exercées impunément dans les services publics, à la vénalité d'un grand nombre de fonctionnaires, à des injustices criantes, à des abus énormes.

L'empereur était surpris, attristé, effrayé de tout ce qu'il apprenait de la bouche d'un criminel d'État, et ce fut là, comme il le dit à plusieurs personnes de son entourage, le meilleur apprentissage

de son métier d'empereur et l'enseignement le plus utile de son règne.

Mais Ryléïeff, qui s'exprimait avec tant de franchise et de liberté au sujet de l'état politique et administratif du pays, observa toujours une réserve, une prudence extrême à l'égard du complot; il ne nomma aucun de ses complices et ne laissa pas échapper une parole qui pût être retournée contre eux. Il ne fit pas d'aveux, mais pourtant il ne chercha point à nier des faits qui étaient confirmés par la déclaration de nombreux témoins et qui ne concernaient que lui.

Ainsi n'hésita-t-il pas à reconnaître qu'il avait eu la plus grande part à l'organisation de la Société patriotique de Saint-Pétersbourg, et qu'il y avait affilié un nombre considérable de personnes, choisies de préférence parmi les jeunes officiers de la garde impériale, mais il ne nomma point ceux qui étaient devenus sous ses auspices membres de la Société.

Il convint sans peine, que, dans les réunions de ses amis et de ses associés, sur lesquels il exerçait une influence toute-puissante, on censurait avec amertume la marche du gouvernement, pour mieux exalter les avantages de la Constitution des États-Unis, et qu'on se livrait à l'espoir de

l'établissement prochain d'une république en Russie; toutefois, selon lui, le projet de cette république avait toujours été subordonné aux événements.

Des témoins rapportèrent qu'il avait dit au lieutenant Poustchine : « Attendez que l'empereur soit revenu de Taganrog, et nous ferons quelque chose. » Que signifiait cet engagement mystérieux? Ryléïff ne l'expliqua pas; il prétendit que dans son opinion, le gouvernement constitutionnel aurait pu s'établir plutôt que la république.

On lui prêtait, en effet, ces paroles qu'il aurait prononcées dans une séance du Directoire du Nord : « Je sais qu'ils veulent la démocratie dans la Société du Midi; c'est une folie; la chose est impossible, du moins à présent. Nous, ici, nous voulons une monarchie limitée. »

On lui objecta qu'il s'était rallié depuis aux doctrines de l'Association du Midi, qu'il avait même approuvé le projet de se défaire de l'empereur à la première occasion. C'était un propos assez vague et obscur qu'on lui attribuait. Il ne le discuta pas; il répondit seulement qu'il n'était pas opposé, en principe, à la fondation d'une république, mais qu'il eût préféré faire d'abord l'essai du régime constitutionnel.

On insistait plus particulièrement sur la question du régicide. Il affirma qu'il ne connaissait pas, du moins avec certitude, la résolution que la Société du Midi aurait prise de faire périr l'empereur Alexandre et la famille impériale. « Il ne pouvait en aucun cas, dit-il, se faire complice d'un attentat contre la vie d'un souverain, lui qui pensait que la monarchie était la forme de gouvernement qui convenait le mieux à la Russie. Il se flattait, d'ailleurs, que l'empereur Alexandre, qu'on savait animé des intentions les plus libérales, accepterait les conditions qui lui seraient imposées par le peuple insurgé. »

« Mais que faire, lui avaient objecté ses amis, si l'empereur n'accepte pas nos conditions? — Eh bien! avait répliqué Ryléïeff, on pourrait le déporter, et la flotte de Cronstadt servirait à cela. »

Il eut toujours à cœur de protester contre cette accusation de régicide, qu'on lui rejetait sans cesse à la face, mais il ne se fit aucun scrupule de déclarer que, suivant lui, la Société du Nord, ayant le droit de détruire l'ordre de choses existant, sinon d'en créer un nouveau, avait aussi le droit de nommer un gouvernement provisoire, qui se fût borné à faire élire des députés dans les provinces, à instituer la garde nationale au lieu des colonies mili-

taires, et à inaugurer la monarchie constitutionnelle avec deux chambres législatives, dont l'une eût été composée de membres héréditaires, sous la garantie d'une charte nationale.

Au surplus, il avouait que, dans les derniers temps, en voyant la légèreté, l'inconséquence, l'incapacité, l'orgueil et l'égoïsme de quelques-uns des chefs du complot, il avait désespéré du succès et qu'il eût abandonné la partie, s'il n'avait craint de passer pour un lâche ou pour un traître. Cependant, le jour de l'insurrection, il n'avait point paru sur la place du Sénat, quoiqu'il eût répété la veille, que, n'y eût-il que cinquante hommes pour commencer l'affaire, il se placerait dans leurs rangs. Là-dessus, il ne répondait rien, sinon qu'il aurait été sans doute plus utile à sa cause, là où il se trouvait, que sur la place du Sénat, un fusil à la main.

On suppose, en effet, qu'il avait employé la journée du 26 décembre à donner des ordres secrets qui furent mal exécutés ou plutôt qui ne furent pas suivis, et à préparer un plan d'attaque générale qu'il n'eut pas le temps de mettre en œuvre.

Il se plut à reconnaître que toutes ses combinaisons avaient été déjouées par les savantes dispositions que l'empereur avait prises contre les rebelles :

la prompte et énergique répression de l'émeute, comme il le dit lui-même, avait seule empêché la guerre civile d'ensanglanter Saint-Pétersbourg et la Russie.

Enfin, dans un de ses premiers interrogatoires, Ryléïeff prononça devant l'empereur ces paroles significatives, qu'il répéta plusieurs fois depuis, et qui n'impliquaient pas de sa part le désaveu de ses convictions politiques, mais seulement le regret d'avoir compromis tant de monde dans une entreprise mal conçue et mal dirigée : « Je me reconnais pour l'auteur principal des événements du 26 décembre ; je pouvais tout arrêter, et j'ai donné aux autres le fatal exemple d'une criminelle impatience. Si quelqu'un a mérité un supplice qu'exige peut-être le bien futur de la Russie, c'est moi, malgré mon repentir et le changement absolu qui s'est opéré dans ma manière de voir. »

L'empereur lui demanda ce qu'il entendait par ces derniers mots, et de quelle manière il envisageait maintenant sa participation au complot.

— Sire, répondit Ryléïeff avec tristesse, je m'aperçois trop tard que la Russie n'est pas mûre encore pour la liberté, et que peut-être le gouvernement constitutionnel ou républicain ne lui conviendra jamais.

L'ami, le confident, le complice favori de Ryléïeff, le capitaine Alexandre Bestoujeff, avait été dénoncé, par un si grand nombre de témoins, comme un des plus ardents *terroristes* de la Société du Nord, que tous les efforts de Ryléïeff pour le sauver devaient être inutiles.

Vingt personnes l'avaient entendu, dans les réunions des conjurés, soutenir avec une mâle éloquence que le meurtre de l'empereur était une nécessité qu'il déplorait, mais à laquelle il se résignait dans l'intérêt de son pays. Il avait même, disait-on, offert de prêter son bras à l'exécution du régicide.

Bestoujeff nia d'abord, et encouragé par la généreuse amitié de Ryléïeff qui le défendait, il essaya de repousser ou d'atténuer les charges qui se produisaient contre lui.

Ainsi, tout en avouant qu'il avait fait partie de la section supérieure des *Croyants* depuis le mois d'avril 1825, il affectait de dire que, dès la première séance où il assista, il avait reconnu l'impuissance, la nullité de leurs moyens d'action, et qu'il regardait les travaux de la société secrète comme un simple passe-temps. « C'était pour lui, dit-il, une occasion, un prétexte, pour parler et pour se faire applaudir par son auditoire. »

Au reste, quoiqu'il eût concouru activement à l'initiation d'une foule de membres de la Société, il avait eu souvent, à ce qu'il paraît, la pensée de s'en éloigner et de rompre avec ses collègues, en allant se marier à Moscou et voyager ensuite en pays étranger. Mais rien, dans sa conduite, comme dans ses paroles, n'avait pu faire croire qu'il voulût se soustraire aux plus horribles conséquences de son rôle de conspirateur, car il avait proposé, un jour, de désigner, par la voie du sort, dix *croyants* qui auraient pour mission de pénétrer dans le palais et d'assassiner l'empereur.

« Cette proposition de ma part n'était pas sincère, dit Bestoujeff, et voici dans quelles circonstances je l'avais faite. Un homme déterminé s'était offert pour exécuter le crime : il avait les moyens de le commettre, et il l'eût commis certainement. J'imaginai alors de réunir au moins dix assassins pour cet attentat, pensant qu'il serait impossible de trouver autant de monstres, et que c'était la meilleure façon de détourner le coup qui menaçait une tête sacrée. J'étais un vociférateur, ajouta-t-il, et non un scélérat. Tout en demandant à devenir complice des régicides, j'étais bien convaincu que Ryléïeff ne se résoudrait pas à me mettre le poignard à la main, car Ryléïeff n'a jamais

admis en principe la légitimité du meurtre politique. »

Bestoujeff ne se laissa pas entraîner à des aveux plus explicites sur le fait du régicide qu'il aurait prémédité; mais il cessa bientôt de restreindre la part qu'il avait eue dans les opérations de la Société du Nord : il ne fit plus difficulté de déclarer qu'il avait consacré toutes ses forces intellectuelles à la propagation de ses idées politiques, et qu'il se réjouissait d'avoir fait un si grand nombre de prosélytes à la cause de la liberté.

« Je savais d'avance, dit-il avec énergie, que notre entreprise n'avait pas de chances de réussir; je savais aussi qu'il fallait faire le sacrifice de ma vie; mais je n'ai pu voir plus longtemps ma patrie sous le joug du despotisme, et, pour la délivrer, mes amis et moi, nous serions morts avec joie. L'heure de la moisson viendra plus tard : la semence est jetée, elle germera, n'en doutez pas, et la récolte sera bonne. »

Ryléïeff avait formulé aussi, à peu près dans les mêmes termes, les mêmes vœux et les mêmes prédictions.

Alexandre Bestoujeff s'exprimait avec tant de chaleur et de conviction, que l'empereur, qui l'interrogeait souvent, avait peine à se défendre du

prestige de cette parole éloquente, et se sentait plus vivement impressionné qu'il n'eût voulu le paraître.

Bestoujeff parlait sans crainte et sans ménagements, ne cherchant pas à dérober sa tête à la vindicte des lois, mais prenant à tâche d'éclairer l'empereur sur les réformes utiles et nécessaires que réclamait son gouvernement, sur les périls du pouvoir absolu, sur les souffrances du peuple, sur les vices de l'administration, sur tous les abus enfin qui avaient fourni des armes redoutables aux ennemis de l'État.

Dans un de ces interrogatoires où l'empereur se trouvait presque en tête-à-tête avec l'accusé, celui-ci s'abandonna aux élans du plus ardent patriotisme, et représenta, dans une brillante improvisation, les suites heureuses que devait avoir pour la Russie le complot du 26 décembre, qui aurait fondé non-seulement une monarchie constitutionnelle, mais encore établi les grands principes de la liberté politique.

L'empereur, visiblement ému, l'interrompit avec bonté, en l'invitant à ne pas s'égarer dans ces utopies, qui pouvaient être bien coupables, puisqu'elles aboutissaient à la rébellion et au régicide.

— Bestoujeff, ajouta-t-il avec émotion, je pour-

rais vous pardonner, et certes je le ferais, si j'avais la certitude de trouver en vous, à l'avenir, un fidèle serviteur...

—Eh! Sire! répliqua, non sans acrimonie, l'accusé qui ne fut pas moins touché de cette clémence qu'il refusait de mériter : voilà précisément ce dont nous nous plaignons! Voilà pourquoi nous avons conspiré! C'est un abus énorme, que l'empereur puisse tout ce qu'il veut, sans être soumis à la loi. Au nom de Dieu! laissez à la justice son libre cours, et que le sort de vos sujets ne dépende plus de vos caprices ou de vos impressions du moment.

— Je te remercie du conseil, reprit l'empereur en le regardant avec pitié : je croyais, je l'avoue, que le plus beau et le plus précieux privilége du souverain était de pouvoir pardonner, même à des ingrats.

Bestoujeff ne fut pas le seul qui osa, en présence de l'empereur, se plaindre de ce que la puissance impériale fût sans contrôle et sans limites.

Le lieutenant Arbousoff, que l'on avait vu sur la place du Sénat, au milieu des soldats révoltés du bataillon des marins de la garde, et qui avait gagné la plupart des officiers de ce bataillon à la cause de l'insurrection, ne chercha pas à se dis-

culper, et répondit froidement à tous les reproches qu'on lui adressait sur sa conduite dans la journée du 26 décembre : « Rien de cela ne serait arrivé, si l'empereur Alexandre eût donné la Constitution qu'il avait promise. »

On lui attribuait ces paroles, qu'il aurait dites à quelques-uns de ses complices qui s'étaient réunis chez lui la veille de l'explosion du complot : « Il s'agit seulement de refuser le serment et de conduire nos compagnies sur la place de Pierre-le-Grand, où doivent se rendre tous les régiments de la garde : là, nous obligerons le Sénat à sanctionner un projet de Constitution, préparé de longue main pour mettre des bornes à l'autorité de l'empereur. » Et comme un des assistants se montrait peu disposé à seconder une entreprise dont on ne lui faisait connaître ni le but ni les chefs, et que l'assemblée semblait adhérer à ces motifs de prudence, sinon de défiance : « Messieurs! s'écria impétueusement Arbousoff, vous n'êtes libéraux qu'en paroles! Voulez-vous avoir, oui ou non, une Constitution? »

Le grand-duc Michel était présent à cet interrogatoire; il fut indigné surtout de la violente animosité que l'accusé manifestait contre l'empereur Alexandre, en disant qu'il n'eût pas, lui Ar-

bousoff, trempé les mains dans le sang de ce souverain, mais qu'il eût de grand cœur applaudi à sa mort.

— Sire, dit le grand-duc en se penchant à l'oreille de l'empereur Nicolas, pouvez-vous souffrir que ce scélérat parle ainsi devant Votre Majesté?

— C'est un fou! reprit l'empereur. Il est moins coupable que ceux qui lui ont tourné la tête avec des chimères politiques qu'il ne comprend pas, et auxquelles il fait sans regret le sacrifice de sa vie. Arbousoff, dit-il avec douceur en s'adressant à cet accusé, à quoi devait servir cette Constitution dont vous parlez sans cesse?

— A mettre un frein au pouvoir du tzar! répondit Arbousoff, entiché d'une idée fixe et dominante. Nous voulions être libres.

— Libres! répéta son auguste interlocuteur. Mais rien n'explique la haine que vous aviez contre feu l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire? Que vous avait-il donc fait, votre empereur?

— D'abord, Sire, repartit l'accusé, que la question embarrassait d'autant plus qu'il n'avait pas de grief personnel à alléguer contre Alexandre Ier, nous n'avions pas un empereur, nous en avions deux, oui, deux; et le plus redoutable, le plus in-

juste, le plus détesté, ce n'était pas votre frère, c'était Araktchéïeff qui régnait en son nom...

— Tais-toi! misérable! interrompit le grand-duc Michel, ou je te ferai clouer la bouche avec une baïonnette!

— Vous l'avez entendu, Sire! s'écria brusquement Arbousoff, et vous demandiez tout à l'heure pourquoi nous voulions avoir une Constitution! C'est pour qu'on ne puisse pas nous clouer la bouche avec une baïonnette, avant de nous juger et de nous condamner.

L'empereur fit signe au grand-duc de ne pas pousser plus loin un débat, dans lequel l'accusé avait pour soi une apparence de raison.

— Eussiez-vous respecté une Constitution, dit-il sévèrement à Arbousoff, vous qui avez osé attaquer les lois fondamentales de l'empire?

En parcourant les correspondances et les papiers saisis chez les prévenus, Nicolas eut plus d'une fois la consolation de trouver la preuve de leur impuissance contre le sentiment national, qui, dans le peuple comme dans l'armée, était resté fidèle et dévoué au respect, à l'amour du souverain.

Ce fut donc avec une vive satisfaction qu'il lut une lettre de Mathieu Mourawieff, adressée à son

frère Serge, le 3 novembre 1824, dans laquelle cet accusé, qui avait fait un voyage à Moscou et à Saint-Pétersbourg pour se mettre en relation avec les sociétés secrètes de ces deux capitales, ne se dissimulait pas que l'entreprise des conspirateurs n'avait aucune chance de réussir. « L'esprit de la garde, écrivait-il, et, en général, l'esprit des troupes et de la nation, n'est nullement tel que nous nous le sommes imaginé. L'empereur et les grands-ducs sont aimés ; à l'autorité, ils joignent les moyens de gagner l'affection par les bienfaits. Et nous, que pouvons-nous offrir à la place des rangs, de l'argent et de la tranquillité ? Des abstractions politiques et des enseignes de vingt ans pour gouverner l'empire ! Parmi les membres de Saint-Pétersbourg, les plus sensés commencent à s'apercevoir que nous nous sommes trompés, et que nous nous trompons l'un l'autre. A Moscou, je n'ai trouvé que deux membres qui m'ont dit : « On ne fait rien ici, et il n'y a rien à faire »

XL

L'empereur Nicolas témoignait de l'intérêt et presque de la bienveillance aux accusés dont le repentir paraissait sincère et qui n'avaient pas joué un rôle trop odieux dans la conspiration.

Ainsi le baron de Steinheil, qu'une ambition déçue avait poussé à devenir conspirateur, s'était toujours reproché d'avoir, dans un moment de dépit, donné son adhésion à une entreprise qu'il reconnaissait criminelle et qu'il jugeait d'avance impraticable. Il avait souvent déclaré à ses complices, qu'il ne partageait pas leurs illusions, et toutes les fois que la pensée du régicide s'était produite devant lui, il n'avait pas balancé à exprimer son dégoût et son horreur pour un pareil crime.

Cependant c'était lui qu'on avait chargé de la rédaction d'un manifeste qui figurait parmi les pièces de conviction; ce manifeste, que Ryléïeff

devait présenter au Sénat, en vertu des ordres du dictateur, portait: « Que, les deux grands-ducs, Constantin et Nicolas, ayant renoncé au trône et repoussé le rôle glorieux de père de la patrie, il appartenait à la nation de se choisir un souverain, et qu'en conséquence le Sénat décrétait une convocation générale des députés de l'empire et nommait, dans l'intervalle de cette convocation, un gouvernement provisoire. »

Le jour de l'insurrection, le baron de Steinheil, déjà accablé de remords, s'était promis de se détacher du complot, et il n'avait fait acte de présence, en effet, que pour se constituer prisonnier.

Michel Poustchine, capitaine dans le régiment des pionniers à cheval, avait entraîné quelques hommes de son régiment sur la place du Sénat et s'y était fait remarquer par son exaltation pendant toute la durée de l'émeute ; mais il eut le chagrin de voir la plupart des charges qui pesaient sur lui, retomber sur son propre frère, Jean Poustchine, assesseur de collége, qui avait prêté à la conjuration le concours le plus actif et le plus enthousiaste; mais ce qui accusait Jean Poustchine plus encore que les dénonciations des témoins qui l'avaient vu exciter les rebelles à la résistance, c'était une lettre qu'il avait écrite la veille à un de ses parents, le

conseiller Semenoff, à Moscou : « Nous aurions mérité à juste titre le nom de lâches, disait-il dans cette lettre saisie à la poste, si nous avions laissé échapper l'occasion actuelle, qui est unique. Lorsque tu recevras la présente, tout sera fini. Nous sommes ici soixante, et nous pouvons compter sur quinze cents soldats, auxquels on persuadera que le césarévitch n'a pas renoncé au trône. Adieu ! Donne-nous une larme, si... »

L'empereur, trompé par l'analogie des noms de Poustchine et de Pouchkine, lui demanda s'il avait écrit une lettre semblable à son parent, le poëte Alexandre Pouchkine, dont les opinions libérales étaient connues de toute la Russie, et que la hardiesse de ses discours et de ses ouvrages avait fait interner dans sa terre aux environs de Pskoff.

— Je ne suis pas de la famille de notre grand poëte national, répondit avec franchise Jean Poustchine ; j'ai été seulement son condisciple au lycée de Tzarskoé-Sélo. Mais tout le monde sait que Pouchkine, l'auteur de *Rouslan et Lioudmila*, a toujours été opposé aux sociétés secrètes et aux conspirations. N'a-t-il pas dit, des premières, que ce sont des piéges à rats, et, des autres qu'elles ressemblent à ces fruits hâtifs qu'on fait venir dans

les serres et qui font mourir l'arbre en absorbant sa séve?

L'empereur fut très-satisfait d'apprendre que l'illustre poëte, quoique ami des Bestoujeff, de Ryléïeff et de Kukhelbecker, n'avait été en rien mêlé au complot; mais Jean Poustchine, le *rhéteur de collége*, comme il le qualifia, ne lui avait inspiré que du dédain et de l'impatience, d'autant plus que cet accusé essayait de défendre ses théories plutôt que sa tête.

Quant à Michel Poustchine, qui ne trouva rien à dire pour sa justification que ces mots : « Je suis bien coupable et je demande à être fusillé, » l'empereur fut touché de cette naïve expression du repentir et il trouva un prétexte dans la jeunesse de l'accusé pour le recommander à l'indulgence du président de l'enquête.

Un autre accusé, le prince Stchepine-Rostowsky, était bien coupable aussi, et plus coupable peut-être que tous les autres, si la violence de son caractère n'eût excusé jusqu'à un certain point les actes déplorables qu'on lui reprochait.

C'était lui qui, le matin de l'insurrection, avait excité à la révolte le régiment de Moscou, en disant aux soldats: « L'empereur Constantin aime notre régiment et il augmentera notre solde. Main basse

sur tous ceux qui ne lui resteront pas fidèles! »
C'était lui qui avait enlevé le drapeau des mains du commandant de ce régiment; c'était lui qui avait fait tomber à ses pieds, d'un coup de sabre, le général Friedricks, et qui, en sabrant à droite et à gauche comme un furieux, avait blessé trois ou quatre officiers.

Mais il se repentait amèrement, mais il s'était repenti, au moment même où il conduisait vers la place du Sénat les compagnies mutinées, car il avait rencontré alors Alexandre Bestoujeff, et il lui avait crié, en se frappant le front avec désespoir : « Au diable la Constitution! »

Ce jour-là, en se levant, il avait adressé à Dieu cette prière mentale, qui prouvait que sa conscience commençait à l'agiter : « O mon Dieu! si notre entreprise est juste, accorde-nous ton appui; sinon, que ta volonté s'accomplisse à notre égard! »

L'empereur Nicolas lui demanda ce qu'il savait du complot contre la vie des membres de la famille impériale : « Je sais, répondit avec vivacité le prince Stchepine, que si quelqu'un eût osé devant moi proposer d'assassiner l'empereur, je l'aurais tué lui-même comme un ennemi de notre sainte Russie. »

Ce fut une consolation pour l'empereur Nicolas,

de voir que la pensée du régicide n'avait inspiré que de l'indignation à la plupart des conjurés.

Aucun d'eux n'osait envisager de sang-froid un pareil crime, et tous repoussaient avec horreur l'accusation qui leur en attribuait le dessein. Ils s'accordaient à dire que ces odieuses instigations, venues de la Société du Midi, n'avaient pas trouvé la moindre sympathie dans la Société du Nord ; ce qui s'expliquait par cette parole de Ryléïeff: « Chez eux, tout est république; tout, au contraire, est constitutionnel chez nous. »

On avait pourtant, dans plusieurs délibérations, établi et reconnu que la personne de l'empereur serait toujours un obstacle aux changements projetés dans la forme et les principes du gouvernement. Là-dessus, on avait agité la question de déporter la famille impériale ou de la garder comme otage, prisonnière dans le palais.

Tel avait été l'avis qui aurait prévalu, d'après la proposition faite par le lieutenant Torson : « Garder la famille impériale à Saint-Pétersbourg, reprit alors Ryléïeff, cela serait dangereux, cela ne se pourrait pas... Mais pourquoi ne pas la transporter à Schlüsselbourg ? En cas de soulèvement, nous aurions un exemple à suivre : on sait ce qui s'est passé lors de la révolte de Mirovitch ! »

Il y avait eu tant de répulsion pour un attentat contre l'empereur, que plusieurs des accusés déclarèrent qu'ils avaient été sur le point de révéler le complot et de se dénoncer eux-mêmes, pour empêcher les assassins, que la Société du Sud envoyait à Saint-Pétersbourg, de remplir leur exécrable mission. Quels étaient ces assassins? On ne pouvait désigner que Iakoubovitch.

Les renseignements les plus utiles et les plus circonstanciés furent fournis par le lieutenant-colonel Batenkoff, qui ne garda pas de ménagement à l'égard des accusés. Ses aveux eurent même un certain caractère de complaisance et d'exagération, qui semblait justifier les soupçons que sa conduite étrange avait inspirés déjà à ses complices.

Après avoir perdu un emploi avantageux qu'il occupait au Conseil des colonies militaires, il s'était insinué dans l'intimité de Ryléïeff et de Bestoujeff, qui ne lui cachèrent ni leurs desseins, ni leurs espérances coupables: « Je me croirais indigne du nom de Russe, leur avait-il dit, si je ne m'unissais pas à vous! »

Il avait, en effet, assisté à toutes les conférences qui avaient eu lieu entre les chefs du Directoire du Nord, et il avait souvent embarrassé ses complices par ses combinaisons mystérieuses et par ses

bizarres propositions. Quelquefois, néanmoins, il leur avait donné des conseils qui ne manquaient ni de sens ni de modération.

Un des plus fougueux partisans des moyens extrêmes, Bestoujeff ou Arbousoff, ayant dit qu'on pourrait aisément, à la faveur du désordre de l'émeute, pénétrer dans l'intérieur du palais : « Dieu nous en préserve ! interrompit Batenkoff. Le palais doit être, dans tous les cas, la garantie de la sûreté générale. »

Batenkoff, dont tout le monde se défiait d'abord, était devenu le principal organisateur de la conspiration. Il se chargea de présenter au Directoire du Nord un plan politique pour l'accomplissement de la révolution, à laquelle il croyait moins que personne, et ce plan, sans base et sans liaison, ne se recommandait par aucune idée saine et pratique ; aussi, ne fut-il pas adopté d'une manière définitive.

Batenkoff n'en avait pas moins été destiné au poste de secrétaire général du gouvernement. Il s'abandonnait dès lors aux illusions d'une ambition sans bornes, et il se flattait de l'espoir de devenir un personnage historique, comme il en fit l'aveu avec une vanité naïve, qui touchait à la bouffonnerie.

« Assuré de la majorité dans le sein du gouver-

nement provisoire, disait-il, j'aurais dirigé l'État sous le nom de dictateur, et je n'eusse pas tardé à faire proclamer la régence pendant la minorité d'Alexandre II, car je supposais que les grands-ducs Constantin et Nicolas n'auraient pas consenti à faire des concessions au parti libéral. Cependant, si l'empereur avait accepté nos conditions, je me serais rangé sous sa bannière et j'aurais tourné le dos à la faction révolutionnaire. Au reste, ajoutait-il de l'air le plus candide, je n'ai jamais été bien sûr qu'une entreprise quelconque s'exécutât. »

Quand les directeurs de la Société du Nord avaient discuté, à plusieurs reprises, sur le mode de gouvernement qu'il convenait le mieux d'établir, il avait toujours opiné pour la monarchie constitutionnelle : « La Russie, disait-il, ne comporte pas d'autre gouvernement que la monarchie. Est-ce que les seules prières pour la famille impériale, qu'on récite à la messe, ne rendent pas la république impossible dans notre pays? »

On vint à dire que l'empereur, même après avoir juré la Constitution, pourrait toujours la supprimer, avec le concours de l'armée. Batenkoff imagina de supprimer l'empereur, pour sauvegarder la Constitution : « Pourquoi, dit-il gravement, appeler les hommes au trône? N'avons-nous

pas deux impératrices et plusieurs grandes-duchesses? » Une pareille proposition était bien faite pour justifier la méfiance que les allures et les paroles extravagantes de Batenkoff avaient fait naître; mais Ryléïeff et ses collègues ne prirent pas au sérieux l'étrange moyen qu'on leur offrait pour remédier au retour du pouvoir absolu.

Dans d'autres circonstances, Batenkoff s'était exprimé avec tant de légèreté, qu'on aurait pu deviner qu'il n'avait pas confiance dans le succès de la conspiration, ou bien qu'il ne s'y était engagé que pour en connaître les secrets. Ainsi, lorsque le dictateur et ses principaux adhérents discutaient minutieusement tous les points du plan de l'insurrection, Batenkoff, tirant à part Iakoubovitch et deux autres conspirateurs connus par leur violence et leur déraison, leur avait dit d'un air goguenard : « A quoi bon s'embarrasser d'un plan général? Il vous suffirait, à vous autres braves, d'exalter les soldats, au nom du césarévitch, et d'attirer la foule au bruit du tambour. Voilà comment on peut faire de grandes choses! »

On s'étonna généralement que Batenkoff, qui, dans la journée du 26 décembre, était resté tout à fait neutre, après avoir prêté serment, et qui ne pouvait être compromis que par des propos incon-

sidérés, fût venu se livrer et se dénoncer lui-même, avant que les recherches de la police eussent été dirigées contre lui.

Ses coaccusés se rappelèrent beaucoup de circonstances qui donnaient à sa conduite une apparence suspecte : par exemple, lorsque les factieux, réunis sur la place du Sénat, eurent été dispersés à coups de canon, il avait reparu tout à coup chez Ryléïeff, où se trouvaient plusieurs de leurs complices découragés et désespérés; il n'avait fait qu'entr'ouvrir la porte, et, avançant la tête pour voir ceux qui étaient dans la chambre, il leur avait jeté ces mots, d'un ton presque sardonique : « Eh bien! qu'a-t-on fait? »

Le capitaine Poustchine, qui se trouvait là, s'était retourné vivement, en s'écriant, avec l'accent de l'indignation : « Ah! c'est vous, lieutenant-colonel? Dites-nous vous-même ce que vous avez fait? » Batenkoff n'avait pas jugé prudent d'en venir à une explication plus catégorique et s'était hâté de disparaître. On ne l'avait revu que dans les cachots de la forteresse.

Il resta donc probable, sinon avéré, que Batenkoff ne s'était affilié à la Société du Nord que pour en connaître l'organisation secrète, les membres et les projets. Quant à sa coopération per-

sonnelle au complot, elle n'avait été que simulée et indécise.

Ce fut donc par ses révélations, aussi prolixes que confuses, que l'empereur apprit quelques détails insignifiants sur la Société du Nord, qui ne comptait pas plus de soixante membres actifs, comme l'avait dit Jean Poustchine dans sa lettre au conseiller Semenoff, mais qui avait quinze cents à deux mille affiliés; qui n'avait été complétement organisée que depuis quelques mois, par les soins de Ryléïeff et d'Alexandre Bestoujeff, et qui semblait tendre à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle plutôt qu'à celui d'une république.

Quant aux rapports de cette Société avec les Sociétés du Midi et les Sociétés polonaises, Batenkoff en savait si peu de chose, qu'il n'était pas même fixé sur le rôle que Ryléïef avait joué dans le Directoire qui correspondait seul avec les chefs du Midi, car il déclara, à plusieurs reprises, qu'à ses yeux, Ryléïeff n'était que l'agent des véritables et invisibles moteurs d'une Association qui devait avoir son centre au quartier général de la seconde armée. Quels pouvaient être ces « véritables et invisibles moteurs? » Quelle était cette Association mystérieuse, à l'impulsion de laquelle auraient obéi la

Société du Nord et les auteurs de l'insurrection du 26 décembre?

Il fallait, pour découvrir la vérité tout entière, attendre l'arrivée de Pestel et de ses complices, que le baron Diebitsch avait fait arrêter, de sa propre autorité, dans la seconde armée, et qui étaient en route pour Saint-Pétersbourg.

Diebitsch, que l'empereur avait maintenu dans ses fonctions de chef de l'état-major général, en lui adressant à ce sujet un rescrit très-honorable, allait arriver aussi d'un moment à l'autre, apportant tous les documents relatifs aux sociétés secrètes et à leurs complots, qui avaient été adressés de divers côtés au défunt empereur, et qui n'étaient parvenus à Taganrog que la veille de sa mort.

— Notre frère Constantin a sans doute bien affaire en Pologne! dit le grand-duc Michel à l'empereur; je le connais comme moi-même, et je sais que si sa présence n'était pas nécessaire à Varsovie, il serait ici depuis plusieurs jours. Il viendra tôt ou tard; j'en réponds.

XLI

Ce qui surprenait l'empereur Nicolas, c'était de ne rencontrer nulle part, dans la conspiration, la main du carbonarisme français, qui avait, quelques années auparavant, propagé par toute l'Europe les doctrines les plus subversives, et qui était alors en relations permanentes avec les sociétés secrètes de l'Espagne, de l'Italie et de l'Allemagne.

Les conspirateurs de Saint-Pétersbourg, loin de répondre à un mot d'ordre venu de France, n'avaient obéi qu'à des inspirations exclusivement nationales et ne voulaient servir que des intérêts russes. A peine si, dans le nombre des accusés, on avait pu comprendre dix ou douze étrangers, la plupart Allemands, qui s'étaient mêlés au complot par curiosité plutôt que par conviction politique.

Il n'y eut qu'un seul Français qui figura dans le procès et qui faillit être condamné comme ayant fait partie d'une société secrète : c'était un nommé Jourdan, professeur de langue française et secrétaire d'un des accusés : « Sire, dit-il à l'empereur qui l'interrogeait, Votre Majesté est bien puissante, mais son pouvoir n'irait pas jusqu'à faire de moi un conspirateur sérieux; je ne suis et ne serai jamais qu'un pauvre diable d'*outchitel* (instituteur). »

L'empereur avait donné des ordres pour que l'on fît sortir de prison, avant le premier jour de l'an (13 janvier 1826), tous les détenus qui ne devaient pas être mis en cause dans le procès criminel, quoique leur arrestation eût été motivée par des faits, graves ou du moins répréhensibles, se rattachant à l'insurrection du 26 décembre.

Ceux qui n'avaient été ce jour-là que des rebelles ou des séditieux, égarés, séduits, entraînés, fanatisés par les conspirateurs, furent relâchés successivement après un premier interrogatoire; les cachots se vidèrent aussi promptement qu'ils avaient été remplis, et il n'y resta bientôt qu'un nombre très-restreint de prisonniers, nombre qui allait diminuer au lieu de s'accroître, bien que leurs complices de la première et de la seconde

armée ne fussent pas encore arrivés à Saint-Pétersbourg.

L'empereur ne voulait qu'un seul procès, qui comprendrait seulement les auteurs du complot, les chefs des sociétés secrètes, et surtout les instigateurs et les instruments du régicide.

Plus de quinze cents personnes avaient été mises en liberté dans le cours de la dernière semaine de l'année russe, et cette nouvelle de bon augure produisit une heureuse diversion au milieu de la tristesse et de l'inquiétude qui régnaient à Saint-Pétersbourg. La conspiration perdait tout à coup, aux yeux du public, les proportions immenses et redoutables qu'on lui avait attribuées.

Mais le baron Diebitsch venait d'arriver de Taganrog; il apportait avec lui les documents relatifs à cette effrayante conspiration, documents qui avaient été transmis à l'empereur Alexandre pendant sa maladie et depuis sa mort.

L'empereur Nicolas n'était pas éloigné de croire que Diebitsch avait exagéré l'importance des services qu'il rendait au gouvernement, en prenant de son chef les mesures nécessaires pour empêcher l'explosion du complot dans la première et la seconde armée; il fut convaincu de l'imminence du danger, lorsqu'il eut entre les mains toutes les

pièces qui établissaient l'existence de ce vaste complot et qui faisaient connaître les plans des conspirateurs.

Il y avait dans les deux armées plus de deux mille officiers de tous grades, affiliés aux sociétés secrètes et prêts à obéir au premier signal. Le signal n'avait pas été donné, et le comité directeur des *Slaves réunis* s'était trouvé momentanément paralysé, par suite de l'arrestation de son chef suprême, le colonel Pestel, et de ses agents les plus actifs.

C'était donc au baron Diebitsch, à son initiative seule, qu'il fallait faire honneur de ce résultat inespéré. L'empereur lui en témoigna une vive et cordiale reconnaissance.

— Général, lui dit-il en lui serrant la main, je suis heureux d'hériter de la confiance que mon auguste bienfaiteur, feu l'empereur Alexandre, avait en vous, puisque j'hérite du dévouement que vous aviez pour lui. Je ferai de mon mieux pour vous forcer à oublier que le grand-duc Nicolas avait eu le malheur d'être injuste à votre égard.

Le baron Diebitsch n'était pas encore tranquille cependant sur les événements qui pouvaient se produire dans l'armée du Midi ; les arrestations qu'il avait ordonnées ne s'étaient effectuées qu'en

partie ; on savait que les conspirateurs entretenaient l'agitation dans différents corps, quoique la prestation du serment à l'empereur Nicolas n'eût pas rencontré d'obstacle sérieux.

Des bruits sinistres continuaient à circuler dans la capitale. On disait que Kieff était au pouvoir des rebelles, qui s'organisaient pour marcher contre Saint-Pétersbourg et introniser le césarévitch. Mais on apprit tout à coup que Pestel, le fondateur et le directeur des sociétés secrètes du Midi, avait été amené de Toultchine, avec douze officiers supérieurs arrêtés en même temps que lui, d'après les ordres de Diebitsch. On devait espérer, en conséquence, que le complot, privé de ses chefs, n'éclaterait pas.

L'empereur fut très-satisfait de n'avoir plus à craindre un conspirateur aussi dangereux que Pestel.

L'aide de camp général Tchernychoff, de concert avec le comte de Wittgenstein, avait fait arrêter le colonel, au milieu de son régiment, sans lui faire connaître le motif de son arrestation, qui eut lieu, par une singulière coïncidence, le 26 décembre, à l'heure même où l'insurrection de Saint-Pétersbourg était vaincue et comprimée. Pestel ne s'était pas troublé et n'avait pas essayé de se défen-

dre en faisant usage de ses armes, bien qu'il fût entouré de ses officiers et de ses complices; il se contenta d'objecter que son arrestation ne pouvait être que l'effet d'une erreur, car, comme il le fit observer avec beaucoup de calme, l'ordre, en vertu duquel on l'arrêtait au nom de l'empereur Alexandre, était postérieur à la mort de ce souverain.

Il paraissait fort rassuré, et il ne chercha pas à s'enfuir pendant la nuit; on le gardait pourtant avec si peu de rigueur et de précaution, qu'il put communiquer avec quelques-uns de ses complices, notamment avec le général-major prince Serge Wolkonsky : « Ne vous inquiétez de rien, avait-il dit à ce dernier. Sauvez seulement mon Code russe, ajouta-t-il en lui remettant un manuscrit qui fut saisi plus tard entre les mains de Serge Wolkonsky : là est tout l'avenir de la Russie. Quant à moi, je suis bien résolu à ne faire aucune révélation, quoi qu'il arrive; mais j'ai bon espoir que nos amis de Saint-Pétersbourg sont maîtres de la situation aujourd'hui. »

L'empereur interrogea Pestel; il n'obtint d'abord aucun aveu, aucune réponse précise.

Pestel se renfermait dans un système de négation complète : prières, menaces, injonctions, pro-

messes, tout se brisait devant son impassibilité glaciale et muette. Il attendait, disait-il à la Commission d'enquête, il attendait, pour parler, que l'intérêt de sa patrie lui déliât la langue.

Cependant, les témoins ne manquaient point pour établir, de la manière la plus évidente, l'active et persévérante participation de Pestel à tous les projets de révolte, de régicide et de bouleversement social, qui s'étaient produits dans les conciliabules du Midi. Le chirurgien-major Wolff avait fourni, à cet égard, des révélations écrites, qui suivaient l'accusé pas à pas dans ses menées tortueuses et souterraines depuis 1821.

Pestel avait été réellement le directeur suprême de l'Association du Midi, sur laquelle il exerçait un pouvoir despotique; mais il se cachait ordinairement, autant que possible, derrière ses complices, auxquels il laissait ainsi toute la responsabilité des idées et des actes qu'il leur inspirait ou qu'il leur conseillait. Il s'était néanmoins dévoilé plus d'une fois dans les réunions de la Société, en déclarant qu'il avait conçu un plan pour introduire en Russie le régime républicain, avec le concours de l'armée, et pour *éliminer* la maison régnante. Un jour, il s'était écrié avec impatience : « Les demi-mesures ne valent rien, nous voulons avoir

maison nette! » Il avait fait plusieurs voyages à Saint-Pétersbourg, pour mettre les Sociétés du Midi en intime corrélation avec l'Association patriotique du Nord, mais il ne s'était pas entendu sur la question de principes avec Ryléïef, qui demandait un gouvernement constitutionnel, et non une république.

Enfin la Commission d'enquête avait sous les yeux l'extrait d'une conversation très-singulière entre Pestel et le lieutenant Poggio, qui l'avait racontée à un de ses amis, en exprimant une admiration exaltée pour le grand caractère de cet impitoyable républicain : « Nous les immolerons tous! avait dit Pestel, avec l'accent d'une farouche conviction: l'empereur, les impératrices, les grands-ducs, les grandes-duchesses, leurs enfants... Sais-tu, Poggio, que ce sera terrible?... Mais qui mettrons-nous à la tête du gouvernement provisoire? — Qui? reprit Poggio. Qui? si ce n'est celui qui entreprend et qui sans doute accomplira cette révolution? Qui? si ce n'est vous! — On m'accuserait d'ambition! répliqua Pestel. — Vous ferez taire la calomnie, en quittant le pouvoir, pour rentrer, comme Washington, dans les rangs des simples citoyens. — Après avoir achevé mon œuvre, dit Pestel d'un air inspiré, je me retirerai dans le

monastère de Kieff; j'y vivrai en anachorète, et alors la religion aura son tour. »

Pendant que le procès des accusés du 26 décembre continuait à s'instruire à huis clos, l'empereur voulut inaugurer son règne, pour ainsi dire, par un acte de clémence et d'amnistie; il publia un manifeste, daté du 1er janvier (13 janv.) de l'an de grâce 1826, qui commençait par ces belles paroles : « Considérant le droit de faire grâce comme la plus belle des prérogatives attachées au pouvoir que Nous tenons de Dieu, Nous avons résolu en notre cœur, dès notre avénement au trône, de regarder ce droit comme un dépôt qui nous a été confié par la divine Providence et de l'exercer dans toute sa plénitude, pour en faire une application toujours conforme au bien général, sans jamais Nous écarter néanmoins des principes de la justice sur lesquels reposent les trônes et dont dépend également la prospérité des empires. »

L'empereur, « cédant aux mouvements de son cœur, » décrétait les dispositions suivantes : les criminels qui, jusqu'au jour de son avénement (19 novembre/1er décembre 1825), auraient été condamnés à passer par les mains du bourreau et aux travaux forcés, seraient libérés de la première peine et ne subiraient que la seconde; ceux qui au-

raient encouru, avant la même date, des châtiments corporels et la déportation en Sibérie, y seraient déportés, mais avec exemption de la peine infamante.

Toutes les créances du fisc, antérieures au 19 novembre (1er décembre) 1825, et qui ne s'élèveraient pas au-dessus de deux mille roubles, ne devaient plus être recouvrées, et remise en était faite aux débiteurs. Tous les débiteurs de l'Etat, détenus pour dettes, seraient élargis sur-le-champ, pourvu que la valeur de la dette ne dépassât point deux mille roubles. Enfin l'empereur réduisait au payement d'une seule année d'exercice tous les arrérages accumulés pendant les années précédentes jusqu'au 1er janvier (13 janv., nouv. st.) 1825, pour quatre espèces d'impôts : la capitation, l'impôt foncier, la redevance applicable à l'entretien des voies de communication, et la taxe sur les brûleries d'eau-de-vie.

Le manifeste se terminait par cette déclaration solennelle, qui ne faisait que répéter l'engagement que l'empereur avait pris en montant sur le trône, *de n'agir que selon la loi :*

« En accordant exceptionnellement ces grâces, Nous espérons que la mitigation des peines n'affaiblira pas la crainte salutaire des lois ; que, d'une autre part, le dégrèvement des impôts arriérés fera

naître parmi les contribuables une émulation plus active à acquitter toutes les charges publiques avec régularité ; et enfin, que Nos fidèles sujets reconnaîtront dans les présentes dispositions, jusqu'à quel point il Nous tient à cœur de concilier la tendre sollicitude que Nous éprouvons pour eux tous avec les exigences de la loi générale. »

L'empereur Nicolas ne se reconnaissait pas le droit d'être faible et indulgent envers les grands coupables; le jour même où il faisait paraître ce manifeste dicté par la clémence, une note officielle, insérée dans le journal de Saint-Pétersbourg, annonçait que le gouvernement s'était vu dans la triste nécessité d'employer des moyens de rigueur pour se défendre contre des hommes indignes du nom de Russes, qui tramaient dans les ténèbres l'assassinat de la famille impériale, l'anarchie, le pillage de toutes les propriétés et le massacre des citoyens paisibles; mais que ces mesures de sûreté générale allaient heureusement devenir inutiles.

Tous les coupables étaient sous la main de la justice, qui avait déjà pénétré dans les ténèbres de cet odieux complot; leur procès s'instruisait rapidement devant la Commission d'enquête. Il y aurait sans doute de la pitié et de l'indulgence pour ceux que leur jeunesse, leur égarement, leur re-

pentir ou quelques circonstances intéressantes recommanderaient à la bienveillance de l'empereur. « Quant aux grands et principaux criminels, ajoutait la note, leur châtiment exemplaire ne tardera pas à venger la nation et l'empire. »

XLII

Les fêtes du nouvel an et de l'Épiphanie changèrent, pendant quelques jours, l'aspect lugubre de Saint-Pétersbourg et accordèrent un moment de trêve à la tristesse, à l'inquiétude, à la consternation qui régnaient dans toutes les classes de la société russe depuis la mort d'Alexandre Ier, et surtout depuis l'insurrection du 26 décembre.

Tout le monde avait quitté le deuil, à l'occasion de ces deux grandes fêtes, consacrées à des réjouissances de famille et à des pratiques de dévotion. Ce deuil, obligatoire pour les pauvres comme pour les riches, pour les petits comme pour les grands, ne devait être repris avec toute la rigueur d'étiquette que le 7 janvier (calendr. russe), et scrupuleusement observé jusqu'au retour du corps de l'empereur défunt dans la capitale.

Durant ce court intervalle de répit, les théâtres

ne furent pas rouverts, les bals et les concerts ne firent pas entendre leurs joyeux éclats, mais les réceptions officielles, les cérémonies religieuses, les réunions d'amis, les visites et les banquets redonnèrent la vie et le mouvement à la ville ainsi qu'au palais impérial, qui avaient été si longtemps déserts et silencieux.

Le matin du jour de l'an (13 janvier), la cour, les personnes présentées, les officiers généraux et les officiers de la garde se réunirent au palais d'Hiver pour assister à la messe, et furent admis ensuite à l'honneur d'offrir leurs hommages aux deux impératrices et à la grande-duchesse Hélène; mais l'empereur, ce jour-là, ne reçut que les personnages de sa maison.

On remarqua qu'il paraissait soucieux et préoccupé.

Non-seulement il pressentait que des événements graves avaient pu se passer dans l'armée de l'Ouest et dans celle du Sud, mais encore il s'attristait de ne pas avoir auprès de lui son frère Constantin, dans un jour solennel, où la présence du césarévitch eût attesté, aux yeux de tous, que l'union n'avait jamais cessé d'exister entre les membres de la famille impériale.

Il allait apprendre bientôt que, dans l'intérêt de

l'ordre et de la paix publique, Constantin avait bien fait de rester à son poste en Pologne.

Les jours suivants, l'empereur consentit cependant à recevoir successivement les ambassadeurs étrangers, qui avaient à lui présenter leurs nouvelles lettres de créance, avec les félicitations de leurs gouvernements, au sujet de son avénement au trône.

L'empereur n'avait pas fini de donner des récompenses à ceux qui s'étaient distingués par des actes de dévouement, de loyauté et de courage dans la mémorable journée du 26 décembre. Les promotions du nouvel an prouvèrent qu'il n'oubliait aucun service, et qu'il avait à cœur de ne pas commencer son règne par l'ingratitude.

Il se donna plusieurs nouveaux aides de camp, entre autres le général-major prince Menschikoff, le baron Friedricks, colonel au régiment d'Ismaïlowsky, le comte de Lieven, lieutenant au régiment de la garde de Moscou, le comte de Manteuffel, capitaine au régiment des chevaliers-gardes, etc.

Il conféra le titre de comte au général-major Orloff, « en témoignage, disait-il dans le rescrit qu'il lui adressa, de Notre considération pour les qualités qui vous distinguent, et voulant reconnaître la belle conduite que vous avez tenue dans

la journée du 14 (26 décembre), où, suivant les impulsions de votre zèle, vous avez rendu un service également signalé pour les intérêts du trône et de la patrie. »

Il fit un grand nombre de nominations de première et de deuxième classe dans les ordres de Saint-Wladimir et de Saint-Alexandre-Newsky ; il accorda de l'avancement à beaucoup d'officiers de tous grades, en se rappelant ceux qu'il avait vus ou qu'il avait entendu nommer avantageusement le 26 décembre : il en choisit même quelques-uns, dont la fidélité avait été chancelante ce jour-là, et qui s'étaient refusés d'abord à prêter un nouveau serment, car il comprenait que l'annulation du p remier serment prêté à Constantin avait dû alarmer bien des consciences.

Pendant tout le mois de janvier, il ne fut préoccupé que du désir de payer sa dette, suivant son expression, à l'égard de tous ceux qui étaient venus en aide, disait-il, à son avénement. Ce fut dans ces circonstances qu'il prononça cette belle parole, qu'il répéta plus d'une fois dans le cours de son règne :

— L'ingratitude chez un prince, c'est un aveu d'impuissance ou bien un déni de justice.

Sa reconnaissance se plut à honorer la mémoire

du comte Miloradovitch, qui, selon les termes d'un rescrit, avait « scellé par la mort son dévouement sans bornes au trône et à la patrie. » Mais le vieux général n'ayant laissé ni femme ni enfants, les faveurs impériales se portèrent sur les membres de sa famille : son neveu Miloradovitch fut nommé conseiller d'État; sa sœur Marie, veuve du conseiller d'État Storojenkoff, eut une pension de dix mille roubles sur la trésorerie de l'empire; deux de ses parentes furent attachées à la maison des impératrices.

L'empereur envoya une image ornée de brillants au métropolitain de Saint-Pétersbourg, et une image ornée de pierres précieuses au métropolitain de Kieff, pour remercier ces deux prélats de s'être présentés devant les factieux sur la place du Sénat, en essayant, par des prières et de sages exhortations, de les ramener à l'obéissance.

« La belle conduite que vous avez tenue le 14 (26) de ce mois, disait-il dans le rescrit qui accompagnait cet envoi, vous a concilié Ma bienveillance particulière. »

Dans un autre rescrit, qu'il adressa aussi au très-éminent Philarète, métropolitain de Moscou, il lui disait : « J'ai reçu avec une très-vive satisfaction votre lettre du 18 de ce mois (30 décembre);

j'y ai trouvé avec un égal intérêt l'expression des sentiments qui vous animent à l'occasion de Mon avénement au trône de Mes ancêtres, et vos prières au Roi des rois pour Mon règne. Je connaissais déjà vos mérites; mais, dans cette circonstance, vous avez donné de nouvelles preuves de votre zèle et de votre dévouement pour la patrie et pour Ma personne. En conséquence, je vous adresse une croix en diamants que vous porterez sur votre mître épiscopale. »

Ce fut seulement le 17 janvier (calendr. russe) que Nicolas se montra en public pour la première fois. Ce jour-là, vers trois heures, tandis que les négociants étaient encore réunis à la Bourse, où les transactions commerciales commençaient à reprendre leur cours habituel, l'arrivée inattendue de l'empereur et de l'impératrice au milieu d'eux leur causa une bien vive et bien agréable surprise. Des vivats chaleureux éclatèrent avec enthousiasme; l'émotion la plus sympathique s'empara de l'assemblée; des larmes de joie brillaient dans tous les yeux.

L'empereur les remercia avec bonté de leur chaleureux accueil et leur dit qu'il avait voulu ne pas tarder davantage à leur faire sa première visite; il adressa ensuite la parole à plusieurs notables

négociants qui l'entouraient, et il leur demanda si les affaires n'avaient pas beaucoup souffert de ce long interrègne. Il leur promit sa protection et il leur fit espérer que le nouveau règne ne serait pas moins favorable que le précédent aux progrès de l'industrie, de l'agriculture et du commerce.

Un riche marchand de la petite ville de Klinzoff, dans le gouvernement de Tchernigoff, s'approcha de Leurs Majestés, et s'agenouillant devant l'empereur : « Sire, lui dit-il d'une voix tremblante, je me trouvais sur la place du Sénat le matin du 14 (26 décembre) quand Votre Majesté impériale eut sa première entrevue avec ses fidèles sujets : j'eus alors le bonheur d'être le premier à recevoir le baiser que l'empereur m'avait chargé de transmettre à tous les assistants. »

— Oui, mon ami, lui dit l'empereur en le relevant, le baiser que tu as reçu de moi le jour de mon avénement était destiné à tous : c'était le baiser d'un père à ses enfants.

Ce brave homme, nommé Tchesnokoff, profondément touché de l'honneur insigne qu'il devait à sa bonne étoile, en conserva toujours le souvenir comme un talisman sacré, et, vingt-cinq ans plus tard, en 1850, il exprimait encore sa respectueuse gratitude à l'empereur, en lui offrant un ancien

manuscrit pour sa bibliothèque, et en lui rappelant dans quelles circonstances il avait reçu un précieux témoignage de l'auguste bienveillance de son souverain.

Nicolas, avant de quitter la Bourse, voulut montrer lui-même à l'impératrice ce magnifique monument, construit sur les plans de l'architecte italien Guarenghi, continué par l'architecte français Thomon, et qui n'était pas encore achevé. La foule des banquiers et des négociants suivait dans un religieux silence.

En traversant la grande salle, l'empereur s'arrêta devant le buste d'Alexandre I[er] :

— Messieurs, dit-il à haute voix, malgré les préoccupations de la guerre qui a fait du règne précédent un des plus glorieux règnes au point de vue militaire, mon bien-aimé frère, vous le savez, portait un intérêt particulier au commerce. Mais il n'a pas dépendu de ses désirs et de sa volonté que notre commerce national ait eu de plus larges développements; ceux que j'espère lui donner, avec la grâce de Dieu, conformément à la pensée de mon auguste prédécesseur.....

Interrompu par des vivats et des applaudissements, l'empereur reprit avec émotion :

— En attendant, conservons toujours en honneur

la mémoire de ce grand monarque : il a été votre bienfaiteur; il fut aussi le mien!...

Sa voix s'éteignit dans un sanglot; il se tourna vers l'impératrice, qui fondait en larmes, et il lui offrit le bras pour se retirer.

— Adieu! Messieurs, dit-il d'une voix étouffée aux personnes qui pleuraient autour de lui : nous avons tous fait une perte irréparable... Aimez-moi toujours, Messieurs, ajouta-t-il, aimez-moi comme je vous aime, car je vous aime de tout mon cœur!

Cette scène touchante laissa une profonde impression dans l'esprit de tous ceux qui en avaient été témoins.

On avait craint que la fête de l'Épiphanie ne servît de prétexte à des scènes de tumulte dans les rues de la capitale, où le peuple se porte en foule, animé d'une folle gaieté qu'exaltent les boissons alcooliques.

Le bruit courait qu'une tentative pouvait avoir lieu d'un moment à l'autre pour la délivrance des accusés du complot du 26 décembre.

Le gouverneur général de Saint-Pétersbourg avait pris des mesures extraordinaires afin d'assurer la tranquillité publique, de concert avec le grand-maître de police. Le régiment des Cosaques de la garde fournit de nombreuses patrouilles qui

parcouraient tous les quartiers, sans empêcher les habitants de se livrer aux réjouissances que la fête autorisait.

Grâce à ces précautions de prudence, l'ordre ne fut pas troublé; mais on apprit, le lendemain même, qu'elles avaient été plus nécessaires qu'on ne le supposait, car tous les conspirateurs n'avaient pas été découverts, et leurs coupables espérances se fondaient sur la probabilité d'une insurrection générale de l'armée du Midi.

Le gouvernement reçut, en effet, des nouvelles peu rassurantes, le soir même de l'Épiphanie, au moment où on lui signalait la présence de quelques agitateurs dans les groupes populaires.

Le comte de Sacken, commandant en chef la première armée, lui mandait, à la hâte, que les arrestations ordonnées par la Commission d'enquête n'avaient pu avoir lieu; que les principaux directeurs des sociétés secrètes s'étaient mis à la tête de leurs adhérents; que plusieurs régiments avaient pris parti pour la rébellion; que cette rébellion se propageait dans les centres militaires, au cri de *Vive Constantin;* que le lieutenant-colonel Serge Mourawieff-Apostol en était le chef; qu'il venait de s'emparer de la ville de Wassilkoff et qu'il se disposait à marcher sur Kieff avec cinq ou six

mille soldats qui formaient le noyau de la révolte.

Le comte de Sacken ajoutait, il est vrai, qu'il avait donné ordre au général prince Stcherbatoff de rassembler des forces suffisantes pour exterminer cette bande de rebelles et pour étouffer immédiatement la rébellion.

On pouvait néanmoins appréhender que les troupes que le général Stcherbatoff devait employer contre les insurgés eussent été travaillées elles-mêmes par les agents de l'insurrection : ce n'était donc, dans ce cas-là, qu'un renfort envoyé aux rebelles. On savait, d'ailleurs, que les sociétés secrètes exerçaient une influence presque invincible sur presque tous les corps de la première armée, où plus de 1,200 officiers étaient affiliés à ces sociétés. Rien ne semblait donc plus probable que le succès rapide d'une conjuration qui appelait aux armes le soldat russe pour la défense des droits du césarévitch et qui, sous prétexte d'aider le grand-duc Constantin à monter sur le trône, se promettait de révolutionner la Russie.

L'empereur avait la plus haute confiance dans le comte de Sacken, ce vieux général, si brave, si dévoué, qui s'était couvert de gloire dans toutes les guerres du dernier règne; mais le commandement de la première armée pouvait lui échapper

des mains pour tomber dans celles d'un des chefs de l'insurrection, puisque cette insurrection paraissait se faire au nom du césarévitch et dans l'intérêt de la couronne impériale. Le danger imminent était donc de voir le nom de Constantin devenir le signe de ralliement des rebelles.

Ce fut ainsi une idée ingénieuse que d'opposer à la révolte, en quelque sorte, le nom honoré et respectable qu'elle mettait en avant.

L'empereur adressa dans ce but un rescrit à son frère Constantin pour lui confier le commandement du troisième corps d'infanterie de la première armée et pour l'inviter à s'occuper sur-le-champ de la répression des désordres qui s'étaient produits dans cette armée.

En même temps, il écrivit au comte de Sacken, pour lui ordonner de poursuivre par tous les moyens de rigueur une révolte qui se rattachait à l'ensemble des plans de la conspiration du 14/26 décembre. Dans cette lettre pleine de sympathie pour l'illustre général, il lui annonçait que le grade de feld-maréchal allait être prochainement la récompense de ses longs services.

Deux jours après, toutes les craintes qu'on avait pu concevoir furent dissipées; des courriers arrivèrent du quartier général du comte de Sacken

avec des dépêches et des rapports contenant des détails circonstanciés sur les derniers événements, qui s'étaient terminés par la défaite sanglante des rebelles. L'insurrection avait été anéantie dans la première armée, et un des principaux conjurés, le lieutenant-colonel Mathieu Mourawieff, amené en traîneau du théâtre de la lutte à Saint-Pétersbourg, sous l'escorte d'un escadron de Cosaques, comparaissait devant l'empereur qui l'interrogea lui-même.

Quant au chef du complot, dans l'armée de l'Ouest, Serge Mourawieff, un des frères de Mathieu et comme lui lieutenant-colonel, il était resté prisonnier à Vassilkoff; les blessures graves qu'il avait reçues dans le combat et qui cependant n'étaient pas mortelles l'avaient mis hors d'état de pouvoir supporter un voyage de 390 lieues en traîneau, sans arrêt et sans repos, dans le délai de cinq jours.

Le premier interrogatoire de Mathieu Mourawieff dura plus de deux heures.

Brisé de fatigue, accablé de remords, le coupable n'eut pas la force de garder le secret de ses complices; le désespoir s'était emparé de lui et le forçait de dire la vérité. Il ne cacha rien, il entra résolûment dans la voie des révélations.

Il fit d'abord connaître à l'empereur les dangers que sa précieuse vie avait courus depuis son avénement, car vingt assassins s'étaient offerts pour le poignarder, et quelques-uns même avaient juré sa mort sur les saintes images. Cétait donc la Providence qui l'avait sauvé miraculeusement.

Dans ce long entretien, Nicolas se rendit bien compte, pour la première fois, de l'organisation, des principes, du but et des actes secrets de la redoutable Société des *Slaves réunis*. L'horreur qu'il avait toujours eue depuis son enfance pour les révolutionnaires et pour leurs manœuvres ténébreuses ne fit que s'accroître et se fortifier en écoutant les tristes confidences d'un de leurs prosélytes.

Le repentir de Mathieu Mouravieff était sincère; l'empereur en fut touché, et il promit de s'en souvenir; il lui demanda, en le voyant verser des larmes, si sa malheureuse position d'accusé ne pouvait pas recevoir quelque soulagement de la bienveillance impériale, en attendant que la voix de la clémence s'élevât en sa faveur pour atténuer les arrêts de la justice.

— Sire, répondit Mathieu Mourawieff, mon père, le sénateur Jean Mourawieff-Apostol, a toujours été un des plus fidèles serviteurs de feu l'em-

pereur Alexandre : il apprendra qu'il a perdu à la fois ses trois fils aînés et que, mes deux frères et moi, nous avons déshonoré son nom, en trahissant notre auguste souverain. Je voudrais pouvoir au moins lui faire dire, pour le consoler, que je ne suis pas endurci dans le crime et que je mourrai repentant.

L'empereur, renouvelant à son égard la faveur insigne qu'il avait accordée au prince Troubetzkoï, l'invita, du geste, à s'asseoir devant un bureau où se trouvait ce qu'il fallait pour écrire, et, comme l'accusé hésitait à obéir, il lui dit de se hâter, afin que son père n'eût pas le temps d'apprendre par une autre voie le malheur immérité et imprévu qui serait la honte et le désespoir de cet estimable vieillard.

Mathieu Mourawieff prit la plume et improvisa une lettre admirable, que l'empereur ne lut pas sans attendrissement, avant de l'envoyer, par estafette, sous cachet impérial, au sénateur Mouravieff-Apostol.

Dans cette lettre empreinte des sentiments du véritable chrétien, le conspirateur repentant disait, avec l'éloquence de l'âme, qu'il se sentait indigne désormais d'être le fils d'un des hommes les plus honorables de la Russie ; mais, néanmoins, il suppliait

son vénéré père de ne pas désavouer ce doux nom qu'il lui donnait peut-être pour la dernière fois. Il avait, d'ailleurs, reconnu sa faute et détesté son crime, en présence de l'empereur ; il pouvait maintenant mesurer toute la profondeur de l'abîme vers lequel il s'était follement laissé entraîner. Ses yeux venaient de s'ouvrir tout à coup et il avait horreur de lui-même. Il engageait son jeune frère, né d'un autre lit, à profiter de l'effrayante leçon que lui offraient ses aînés, à se défendre des mauvais conseils, des doctrines perverses, des rêves de l'ambition et de la vanité, et à garder une foi inviolable à son auguste et bien-aimé souverain.

Jean Mourawieff accusa réception de cette belle et douloureuse lettre, en remerciant l'empereur d'avoir daigné la lui faire parvenir; il n'implora pas le pardon de ses fils, qui étaient, dit-il, déjà morts pour lui puisqu'ils avaient été traîtres à leur patrie et à leur souverain : « il ne lui restait plus, selon la poétique expression qui lui servit à peindre son humiliation et sa douleur, qu'à cacher sa tête sous leurs cendres. »

XLIII

Voici ce qui s'était passé dans la première et la seconde armée, depuis qu'on y avait eu des nouvelles, plus ou moins exactes, de l'insurrection du 26 décembre à Saint-Pétersbourg.

Les membres de la Société du Midi n'avaient pas cru que la partie fût perdue pour eux et que l'avénement de l'empereur Nicolas pût être regardé comme définitif. L'arrestation de Pestel et de quelques-uns de ses amis n'avait pas diminué sensiblement les forces du complot, d'autant plus que Pestel était un rhéteur politique plutôt qu'un homme d'action. On lui reprochait même de s'être laissé arrêter comme un enfant, au lieu de faire résistance et d'appeler à son aide les officiers de son régiment, qui étaient tous ses complices, et qui n'auraient pas balancé à tirer l'épée pour le délivrer.

Il y eut encore plusieurs réunions des conjurés de la seconde armée, à Toultchine, pendant que le comte de Wittgenstein, d'après les instructions du baron Diebitsch, exerçait une active surveillance dans cette armée placée sous son commandement, ordonnait des arrestations nouvelles et faisait épier les démarches des officiers qui lui avaient été signalés comme étant d'intelligence avec Pestel.

Dans une de ces réunions, où l'on vint annoncer aux assistants que le comte de Wittgenstein avait entre les mains la liste de tous les membres de la Société et que plusieurs d'entre eux allaient être saisis, interrogés et envoyés à Saint-Pétersbourg, la rage des conspirateurs s'exhala en menaces et en projets sanguinaires. Le lieutenant-colonel Poggio somma le prince Serge Wolkonsky, qui était présent, de faire révolter son régiment en invoquant le nom du césarévitch, et il se vanta de mettre lui-même la main sur le général en chef, dès que le signal de la révolte serait donné.

— Je ne souffrirai pas, pour l'honneur de la seconde armée, dit le prince Serge Wolkonsky, qu'on attente à la personne du comte de Wittgenstein! Au reste, son brave chef d'état-major,

Paul Kisseleff, se chargera de faire face à ceux qui oseraient risquer une pareille tentative. Ce n'est pas moi qui servirai ces odieuses trames.

Là-dessus, il sortit avec indignation, en déclarant qu'il renonçait à prendre part désormais au complot.

— Eh bien! s'écria Poggio, si la seconde armée ne marche pas sur Saint-Pétersbourg pour y proclamer la république, il ne faut qu'un homme de bonne volonté qui se dévoue pour assassiner l'empereur. J'offre mes deux mains...

— Tes deux mains? interrompit le colonel Basile Dawydoff : il en faut six, et nous les avons.

— Nous en aurons cent, reprit Poggio, si ceux qui ont juré de frapper l'empereur, quand ils en recevront l'ordre, veulent bien aujourd'hui tenir leur serment.

Ce n'était pas seulement le régicide qui parut aux conspirateurs un moyen certain d'amener une révolution en Russie, malgré le triomphe du gouvernement impérial dans la journée du 26 décembre; car le lieutenant-colonel Serge Mourawieff-Apostol, qui était le directeur suprême, ou du moins le membre le plus influent de la Société du Midi, eut l'idée de commencer la révolution en Pologne par l'assassinat du césarévitch.

Il se trouvait à Jitomir, quand il apprit que l'insurrection de Saint-Pétersbourg avait été comprimée, mais que la capitale était encore profondément troublée à la suite d'une crise politique aussi longue et aussi violente. Il résolut de changer de tactique et d'allumer à la fois plusieurs foyers de guerre civile en Russie.

Il se rendit à Berditcheff, pour s'aboucher avec le jeune comte polonais Pierre Moszczynski, maréchal de la noblesse dans le gouvernement de Wolhynie et membre de la Société patriotique de Varsovie, laquelle correspondait avec la Société patriotique du Midi. Il demanda au comte, si, dans le cas d'un soulèvement des 3e et 4e corps de la première armée, on pourrait compter sur l'assistance des conjurés polonais. Moszczynski répondit qu'il n'avait pas d'instruction à ce sujet. Alors Serge Mourawieff manifesta l'intention d'écrire au comité central de la Société de Varsovie, pour l'inviter à faire assassiner immédiatement le grand-duc Constantin et à commencer une révolution en Pologne.

Le comte Moszczynski accueillit ces ouvertures avec réserve; il refusa même de se charger d'une lettre de Mourawieff pour le prince Antoine Jablonowski, en prétextant que les statuts de la Société

de Varsovie s'opposaient à toute espèce de communication écrite.

— Vous avez tort, lui dit Mourawieff; vous ne retrouverez jamais une meilleure occasion pour révolutionner la Pologne et rétablir votre gouvernement polonais sous la forme républicaine.

Les deux frères Serge et Mathieu Mouravieff-Apostol, sachant qu'ils devaient être arrêtés et conduits à Saint-Pétersbourg, se cachèrent d'abord et projetèrent avec les membres les plus audacieux de la Société des *Slaves réunis* une révolte militaire, qu'ils n'eurent pas le temps de préparer.

Leur compagnon d'armes et leur ami, Ghebel, colonel du régiment de Tchernigoff, avait été chargé de leur arrestation. Elle eut lieu à Trilessié, sans aucune résistance de leur part, et un feldjæger reçut l'ordre de les accompagner, avec quelques gendarmes, jusqu'à Saint-Pétersbourg.

Ghebel voulut leur dire adieu avant leur départ et s'excuser d'avoir rempli une mission pénible en les arrêtant. Les deux Mourawieff ne lui témoignèrent pas le moindre ressentiment, et, comme ils devaient partir la nuit même, ils l'invitèrent à prendre le thé avec eux encore une fois. Ghebel se rendit avec plaisir à cette invitation amicale, et négligea toute espèce de précaution pour sa sûreté

personnelle aussi bien que pour la garde des prisonniers.

Tout à coup, la porte s'ouvre, et plusieurs officiers du régiment de Tchernigoff pénètrent dans l'appartement : le capitaine baron Solovieff, les lieutenants Kouzmine, Soukhinoff, Stchipilla et d'autres se rangent autour des deux Mourawieff.

—A votre tour, colonel, dit Serge à Ghebel, vous êtes notre prisonnier.

—Non ! de ma vie ! s'écrie le colonel, qui tire son épée et qui se met en défense dans un coin de la chambre.

Dix épées sont tirées en même temps contre lui, et Serge Mourawieff, qui le conjure de se rendre, a le malheur de porter le premier coup au malheureux Ghebel, qui reçoit quatorze blessures et tombe baigné dans son sang.

Le signal était donné ; les conspirateurs sortirent aux cris de *Hourra Constantin!* et Serge Mourawieff prit le commandement du régiment de Tchernigoff, en annonçant aux soldats, que le césarévitch protestait contre l'usurpation de son frère Nicolas, et qu'il appelait aux armes tous les Russes, ses fidèles sujets, pour soutenir ses droits ligitimes.

—Soldats, répétait Mourawieff, servez Dieu et la religion pour la liberté !

Les soldats ne comprenaient rien à ces paroles énigmatiques et y répondaient en criant : *Vive Constantin!*

Les cantonnements des compagnies du régiment de Tchernigoff étaient fort éloignés les uns des autres; il fallait du temps pour les soulever et pour les réunir sous les ordres des chefs de l'insurrection. Serge Mourawieff se hâta d'envoyer, à Belaïa-Tserkoff, à Jitomir, à Wassilkoff et à Kieff, des émissaires qui devaient disposer les esprits en faveur de cette levée de boucliers et demander partout main-forte aux membres des sociétés secrètes.

Dès que les compagnies insurgées par leurs officiers auraient pu rejoindre le noyau principal de l'armée insurrectionnelle, on se proposait de marcher sur Kieff et de faire de cette capitale de la Petite-Russie le centre d'un vaste soulèvement militaire. Mais il s'écoula plus de vingt-quatre heures, avant que Serge et Mathieu Mourawieff eussent rassemblé autour d'eux trois ou quatre mille hommes, qui semblaient aussi indécis et plus inquiets que leur chefs. Ceux-ci avaient peine à partager la confiance imperturbable du sous-lieutenant Bestoujeff-Rumine, qui leur promettait le succès et qui voulait déjà, comme il le

disait avec assurance, faire prêter serment à la république.

Le découragement de quelques-uns de leurs complices se manifestait par des hésitations et par des paroles chagrines. Serge Mourawieff pressant le sous-lieutenant Alexandre Vadkowsky de soulever le régiment du 17e de chasseurs, celui-ci hocha la tête et murmura : « Soit ! je ferai mon possible pour obéir à vos ordres, mais la chose n'est pas facile pour un simple sous-lieutenant, et je pourrai bien n'aboutir à rien qu'à me faire casser la tête. »

Serge et Mathieu Mourawieff étaient si peu rassurés sur les résultats de cette malheureuse entreprise, qu'ils éprouvèrent un vif chagrin en voyant arriver leur plus jeune frère, Hippolyte, qui venait s'associer à leur fortune et qui refusa de les abandonner, quelles que fussent les instances de ses deux frères.

On avait appris, en effet, que la rébellion ne se propageait pas aussi vite qu'on l'avait espéré, et l'on ne pouvait douter que le comte de Sacken n'employât des moyens énergiques pour l'écraser à son début.

Serge et Mathieu Mourawieff furent d'avis de se diriger d'abord sur Wassilkoff : en approchant de cette ville, dont un bataillon du régiment de

Tchernigoff formait la garnison, Serge Mourawieff sut que les officiers qu'il y avait envoyés la veille, Solovieff, Stchipilla et d'autres, avaient été saisis et emprisonnés. Il se fit un devoir d'aller à leur secours. Le major Troukhine, qui commandait la garnison à Wassilkoff, harangua sa troupe et voulut la conduire à la rencontre des rebelles; les armes étaient chargées des deux côtés; Troukhine ordonna le feu, mais il ne fut pas obéi, et il se vit enveloppé par ses propres soldats qui lui arrachèrent ses épaulettes et qui, après l'avoir maltraité, l'enfermèrent au grand poste de la ville.

Serge Mourawieff n'avait eu qu'à élever la voix et à se faire reconnaître, pour rallier à lui tous les hommes de son régiment, où il était adoré. Il occupa Wassilkoff jusqu'au lendemain, et des excès déplorables furent commis, qu'il ne put empêcher, car ses troupes manquaient de vivres. Il y eut donc des boutiques enfoncées, des magasins pillés, des maisons envahies.

Serge Mourawieff attendait impatiemment des nouvelles de Kieff, et les nouvelles n'arrivaient pas.

On lui fit savoir seulement que l'aide de camp général prince Stcherbatoff, commandant les 3ᵉ et

4e corps d'infanterie de la première armée, avait reçu du général en chef l'ordre « de se transporter lui-même sur les lieux avec un nombre suffisant de troupes pour exterminer cette bande de rebelles, et de ramener dans le devoir le régiment deTchernigoff, sans hésiter sur l'emploi des moyens de rigueur que les circonstances rendraient indispensables. »

Serge Mourawieff et Bestoujeff-Rumine tinrent conseil et se décidèrent à marcher en avant, pour ne pas se laisser enfermer dans Wassilkoff, où ils eussent été bientôt pris par famine. Ils espéraient encore que la Société des *Slaves réunis* seconderait leur mouvement, et ils voulaient se porter sur Broussiloff, où ils ne seraient plus qu'à une journée de Kieff et de Jitomir.

Avant de se mettre en marche, ils firent célébrer le service divin, sur la place publique, en présence du régiment, et ensuite le prêtre, qu'ils avaient forcé de célébrer la messe, consentit encore, moyennant une somme de deux cents roubles, à lire à haute voix un catéchisme politique et religieux, que Serge Mouravieff et Bestoujeff-Rumine avaient composé depuis longtemps et dans lequel ils avaient essayé de démontrer, à l'aide de quelques passages détachés de la Bible, que la dé-

mocratie était la seule forme de gouvernement agréable à Dieu.

Les officiers entrecoupaient cette lecture par des cris de *Vive la liberté !* mais le soldat, ne comprenant rien à ces cris, ni aux théories républicaines qui les provoquaient, gardait le silence ou criait : *Vive Constantin !*

Serge Mouravieff s'aperçut que son prétendu catéchisme produisait sur l'auditoire une impression tout à fait défavorable à ses vues; il interrompit lui-même le lecteur, en disant que la question se bornait à défendre les droits du césarévitch, qui n'avait nullement renoncé au trône et qui allait chercher sa couronne à Saint-Pétersbourg.

La colonne des rebelles rencontra, au village de Motovilowka, la première compagnie de grenadiers et la première de mousquetaires, qui croyaient rester fidèles au serment prêté à l'empereur Constantin, en se rangeant autour de Serge Mourawieff. Mais ce rêveur politique eut la malheureuse pensée de faire de la propagande républicaine, au lieu de se borner à invoquer le nom du césarévitch.

— Au reste, mes camarades, dit-il imprudemment, qu'avons-nous besoin de Constantin? Nous

nous passerons de lui aussi bien que de son frère Nicolas. C'est la république qu'il nous faut. La république, entendez-vous? Eh bien! crions tous : *Vive la République!*

Quelques voix isolées répondirent seules à ce cri, qui n'avait pas de sens pour la plupart des soldats, et qui ne trouvait aucun écho parmi eux.

Un vieux grenadier, qui, appuyé sur le canon de son fusil, écoutait avec surprise les étranges paroles de son lieutenant-colonel, osa lui soumettre devant tout le monde une objection inattendue :

— Nous crierons volontiers *Vive la République!* dit-il avec candeur, si Votre Grâce nous l'ordonne. Mais enfin, qui sera tzar?

— Il n'y a pas de tzar dans une république, reprit vivement Mourawieff.

— Oh! dans ce cas-là, répliqua le vieux soldat, la république ne vaut rien en Russie.

— C'est vrai, répétèrent tous ses camarades; nous ne trouvons pas mauvais qu'on fasse une république, mais nous voulons avoir un tzar.

Il y avait dans les rangs un capitaine, nommé Kozloff, caché sous un uniforme de soldat; le moment lui parut bon pour empêcher la défection des grenadiers; il se mit aussitôt à les haranguer, et

il ne craignit pas de leur dire, en face du lieutenant-colonel Mourawieff, qu'on les trompait, qu'on les poussait au crime, que le tzar légitime était le grand-duc Nicolas, choisi et désigné par feu l'empereur Alexandre, et que lui refuser l'obéissance, c'était trahir l'honneur et la patrie.

Serge Mourawieff donna l'ordre de se saisir de l'orateur. Mais les grenadiers entourèrent le capitaine Kozloff et lui firent un rempart de leurs corps.

— Conduisez-nous, capitaine! s'écrièrent-ils tout d'une voix : nous suivrons vos ordres!

La compagnie, résistant aux prières et aux menaces de Serge Mourawieff, refusa de prendre part à sa trahison et se replia sur Belaïa-Tserkoff. Quant à la compagnie des mousquetaires, elle avait fraternisé avec les rebelles.

Serge Mourawieff et Bestoujeff-Rumine, qui n'avaient pu s'opposer à la retraite tumultueuse de la compagnie des grenadiers, n'étaient pas encore découragés : ils comptaient toujours sur une explosion du complot à Kieff, et ils envoyèrent de nouveaux émissaires dans cette ville et dans les villes voisines, pour inviter les membres de la Société des *Slaves réunis* à proclamer la république. En attendant, ils n'osèrent imposer aucun service,

ni aucune fatigue à leur troupe, pendant la solennité du jour de l'an russe (13 janv. 1826), et ils se virent obligés de passer ce jour-là dans le village de Motovilowka.

Ils n'en partirent que le lendemain, en se dirigeant vers Belaïa-Tserkoff. On les accusa depuis d'avoir eu le projet de s'emparer du château des comtes Branicki, qu'on disait renfermer d'immenses richesses ; mais ils ne tardèrent pas à changer de plan et à rebrousser chemin.

Ils avaient appris que le général Roth devait amener, le soir même, à Belaïa-Tserkoff douze compagnies d'infanterie avec quatre pièces de campagne. Serge Mourawieff n'avait à leur opposer que six compagnies, déjà démoralisées, qui étaient prêtes à l'abandonner.

Les chefs des rebelles ne conservaient plus d'illusion sur le sort qui les attendait, mais les Mourawieff et Bestoujeff-Rumine réussirent à leur persuader que tout n'était pas perdu, qu'on pouvait tenir la campagne en commençant une guerre de partisans, et que, s'il fallait battre en retraite devant des forces supérieures, il serait aisé de gagner la frontière et de se réfugier en Moldavie. Ils s'étaient arrêtés au village de Pologhy pour y passer la nuit, quand on leur donna avis que le général

Roth s'avançait avec cinq escadrons et six pièces de campagne, par la route de Kastoff, et que le général-major Gheismar, à la tête de trois escadrons de hussards, approchait d'un autre côté pour leur couper la retraite.

Serge Mourawieff venait de recevoir en même temps une dépêche qui lui mandait que la Société des *Slaves réunis* était décidée à prendre les armes, et que le rendez-vous général aurait lieu à Trilessié. Il se hâta de se remettre en marche avec sa petite armée, qui diminuait, pour ainsi dire, à chaque pas.

On marcha toute la nuit dans la direction de Trilessié. Mathieu Mourawieff ne s'abusait plus sur le résultat imminent de cette folle entreprise : il conjura son frère Hippolyte de se retirer, comme s'il prévoyait la triste destinée de ce jeune homme; mais Hippolyte se contenta de répondre qu'il se résignait à tout, et qu'il ne survivrait pas à ses frères.

— Si nous ne réussissons pas, dit Bestoujeff-Rumine qui était témoin de ce combat de dévouement fraternel, nous réussirons ailleurs. Il suffit de quelques hommes déterminés pour rétablir une partie qu'on croit perdue. Nous nous jetterons dans les bois et nous parviendrons jusqu'à Saint-Pétersbourg. Là, j'assassinerai l'empereur!

Ces mots firent horreur à ceux qui les entendirent.

Au point du jour, la colonne insurgée se trouvait entre les villages d'Oustinowka et de Korolewka : elle était cernée de tous côtés par des forces supérieures.

Le général-major Gheismar se mit à la poursuite des rebelles et les atteignit sur les hauteurs d'Oustinowka : il les somma de se rendre, et il fit braquer contre eux ses canons chargés à mitraille.

Serge Mourawieff dit à ses amis qu'ils n'avaient plus qu'à mourir en braves. Il forma en carré les six compagnies de son régiment, et, se plaçant à leur tête, il leur ordonna de marcher droit aux canons, l'arme au bras, sans tirer un coup de fusil. Les compagnies obéissent à leur colonel, mais, déchirées, écrasées par la mitraille qui les foudroie, elles se débandent et s'enfuient en jetant leurs armes.

Serge Mourawieff était tombé grièvement blessé; son frère Hippolyte gisait, frappé à mort, auprès de lui; il essaya pourtant de se relever, en s'appuyant sur la poignée de son sabre, et il cherchait encore, d'une voix éteinte, à rallier ses soldats effarés; mais ceux-ci, loin d'écouter ses ordres et ses prières, s'emparent de lui et le livrent, tout couvert de sang, aux hussards du général Gheismar.

Bestoujeff-Rumine, Mathieu Mourawieff, Kouzmine, Stchipilla, Solovieff, Mazalewsky et tous les autres furent arrêtés, sans qu'ils eussent tenté de faire résistance ou de s'échapper. Il y eut sept cents prisonniers parmi les rebelles; leurs adversaires n'avaient ni morts ni blessés, car le régiment de Tchernigoff s'était offert à la mitraille, sans brûler une amorce.

Les deux frères Mourawieff, dont l'un était mourant, furent enfermés ensemble, avec deux ou trois de leurs amis. L'un d'eux, le lieutenant Kouzmine, n'eut pas la force de supporter leur défaite, et se fit sauter la cervelle en leur présence. Un seul des officiers rebelles, le lieutenant Soukhinoff, était parvenu à se sauver et à passer la frontière : il fut arrêté à Kicheneff, par les autorités moldaves, qui s'empressèrent de le remettre entre les mains du gouvernement russe.

XLIV

L'empereur, instruit de tous les détails de la conspiration du Midi, qui avait avorté aussi honteusement que celle de Saint-Pétersbourg, et ayant entre les mains la liste des conspirateurs et de tous les membres des sociétés secrètes de la Russie, ne jugea pas opportun d'augmenter les proportions et les embarras du procès criminel qui s'instruisait sous ses yeux. Il se garda bien d'accroître démesurément le nombre des accusés : il ne fit venir à Saint-Pétersbourg que ceux qui avaient travaillé de longue main à l'œuvre révolutionnaire, et qui n'avaient pas reculé devant la pensée du régicide.

Serge Mourawieff, dont les blessures n'étaient pas mortelles, se trouva bientôt en état de supporter le voyage et de rejoindre dans les prisons de la capitale ses principaux complices. Le lieutenant-colo-

nel Poggio, le colonel Artamon Mourawieff et le sous-lieutenant Bestoujeff-Rumine y étaient arrivés avant lui, avec les chefs de l'Association du Midi, le prince général-major Serge Wolkonsky, le colonel Chweikowsky, et Youchnewsky, le plus intime agent de Pestel.

La Commission d'enquête avait donc désormais en son pouvoir toutes les sources d'information qui pouvaient lui permettre de découvrir les fils les plus secrets de cette vaste trame et de sonder jusqu'au fond ces ténèbres d'iniquité.

L'empereur avait ordonné que les faits relatifs à la rébellion de Serge Mourawieff, et qu'il serait possible de ne pas rattacher à l'affaire du 26 décembre, fussent jugés, sur le lieu même, par des conseils de guerre : il y eut ainsi, dans la 1re armée, une vingtaine d'officiers condamnés à la dégradation et envoyés comme simples soldats dans l'armée du Caucase avec la plupart des rebelles du régiment de Tchernigoff.

L'empereur voulut que la récompense suivît de près les actes de courage, de dévouement et de fidélité, auxquels donna lieu la révolte de Mourawieff. Le zèle et l'énergie dont le général Roth avait fait preuve dans la poursuite et la répression de cette révolte, lui concilièrent la haute bien-

veillance de son souverain, qui lui envoya les insignes de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky ; le lieutenant-colonel Ghebel fut créé colonel, le major Troukhine, colonel, le capitaine Kozloff, major, et le lieutenant Pawloff, capitaine.

Un ordre du jour du baron Diebitsch annonça en même temps à l'armée, que la première compagnie des grenadiers de Tchernigoff, commandée par le capitaine Kozloff, s'étant séparée des factieux pour rester fidèle à son drapeau, passait tout entière, officiers et soldats, dans les régiments de la garde impériale. Quant aux officiers de tous grades, qui avaient été compris parmi les accusés du procès criminel, ils étaient déjà remplacés dans leurs régiments par d'autres officiers, qui n'avaient participé en aucune façon aux manœuvres des sociétés secrètes, ni aux tentatives d'insurrection.

Il ne s'était rien passé de grave à Moscou et à Varsovie, quoique la Société du Midi eût à Moscou un directoire très-actif et très-déterminé, et que les Sociétés polonaises eussent depuis longtemps une organisation aussi complète que redoutable. C'étaient là des faits irrécusables, constatés par la Commission d'enquête.

On savait seulement que la nouvelle des événe-

ments du 26 décembre avait porté le trouble et le découragement parmi les conjurés de Moscou.

Ils s'étaient réunis cependant, mais sans oser rien entreprendre, malgré les excitations d'un des leurs, bien connu par l'indiscrétion de ses propos. Ce personnage, nommé Moukhanoff, s'était écrié dans un accès de fureur : « Nos camarades sont perdus ! Il n'y a que la mort de l'empereur qui puisse les sauver, et je connais un homme qui est prêt du moins à les venger ! » Les assistants lui avaient tourné le dos avec mépris. Moukhanoff était donc le seul des membres de la société secrète de Moscou, qui devait figurer dans le procès du 26 décembre.

Aucun des membres de la Société polonaise ne fut mêlé à ce procès, mais l'instruction amena bientôt la découverte de faits si sérieux et si compliqués, se rattachant à la formation des sociétés secrètes en Pologne, que l'empereur dut nommer une Commission spéciale à Varsovie même, pour instruire à part le procès des accusés polonais.

Le césarévitch venait d'envoyer à Saint-Pétersbourg un des contumaces du 26 décembre, Kukhelbecker, qui avait réussi à sortir de la capitale après la dispersion des rebelles, et qui était parvenu à gagner Varsovie. C'est là qu'il fut re-

connu sous son déguisement et arrêté par un sous-officier du régiment de la garde de Wolhynie.

Kukhelbecker, que l'exaltation de ses idées politiques et l'imprudence de ses discours avaient compromis de longue date en plusieurs circonstances, s'était porté aux plus déplorables violences, sur la place du Sénat, dans la journée du 26 décembre. Il avait essayé de tuer d'un coup de pistolet le grand-duc Michel.

C'était, d'ailleurs, un esprit distingué et un écrivain recommandable, attaché comme répétiteur au lycée de Tsarskoé-Selo, où il avait été élevé avec son ami le poëte Pouckhine.

Ses relations épistolaires avec plusieurs chefs du parti libéral en France étaient trop connues, pour qu'on ne le soupçonnât point d'avoir cédé à leurs conseils et à leurs excitations; mais ce fut un fait acquis au procès, que l'influence directe et personnelle des démagogues et des libéraux français ne s'était jamais fait sentir dans les projets et les actes des sociétés secrètes de la Russie.

Kukhelbecker, d'ailleurs, malgré l'attentat qu'il avait failli commettre snr la personne du grand-duc Michel, n'avait pas été initié à tous les secrets du complot et ne savait pas même que le régi-

cide fût érigé en principe par les directoires des Associations du Midi et du Nord. Il s'était tourné, dans sa fuite, du côté de la Pologne, parce qu'il avait appris que les Sociétés polonaises étaient prêtes à courir aux armes pour proclamer l'indépendance de leur pays. Il fut donc bien surpris de voir la tranquillité qui régnait à Varsovie, et il se trouva prisonnier, avant d'avoir pu s'aboucher avec ses amis politiques.

Le gouvernement attachait assez d'importance à l'arrestation de cet accusé, pour que le sous-officier Grigorieff, auquel on la devait, fût récompensé avec éclat par l'empereur, qui lui accorda une gratification de mille roubles et qui l'avança au grade d'enseigne, en le plaçant dans les invalides de la garde et en le faisant mettre à l'ordre du jour de l'armée.

L'empereur avait craint, un moment, que les armées qui faisaient la force de sa couronne, fussent profondément atteintes de l'esprit de révolte et de vertige révolutionnaire, que s'étaient efforcés de leur communiquer les auteurs du complot, mais il eut lieu bientôt de se rassurer, en voyant que le soldat russe, absolument inaccessible à l'action pernicieuse des utopies politiques, était toujours aussi fidèle à la religion du devoir, aussi attaché

à ses souverains, aussi dévoué à son drapeau.

Il passa en revue successivement tous les corps de troupes casernés à Saint-Pétersbourg, ou cantonnés aux environs, et il put se convaincre, en voyant l'enthousiasme avec lequel il était accueilli par ces troupes, que si les conjurés avaient égaré quelques malheureux par des mensonges et des insinuations perfides, ils n'avaient pas fait beaucoup de prosélytes dans les régiments même où ils comptaient le plus de complices parmi les officiers.

A la grande revue du 18 janvier, l'empereur témoigna sa satisfaction à l'aide de camp général Levachoff, qui avait dirigé les manœuvres :

— En admirant la belle tenue de vos hussards, lui dit-il, j'avais oublié qu'il y eût des rebelles dans notre chère armée.

La revue de l'artillerie, commandée par le grand-duc Michel, et la revue de la cavalerie, commandée par les aides de camp généraux Depreradovitch, Benkendorff et Orloff, furent également très-brillantes; elles donnèrent lieu, comme d'habitude, à des distributions de viande et d'eau-de-vie, et à des gratifications en argent, pour chaque homme. Mais on remarqua que ces imposantes solennités militaires, qui ont toujours et partout le privilége

d'attirer la foule et de la passionner, ne réunirent qu'un nombre très-restreint de spectateurs à l'air morose et timoré, qui semblaient vouloir lire sur le visage de l'empereur le secret de la situation des affaires d'État.

Cependant l'empereur ne se dérobait plus aux yeux de ses sujets, comme dans la première semaine de son règne, quoique ses occupations fussent plus compliquées et plus absorbantes qu'elles ne l'avaient été immédiatement après son avénement.

Il ne prenait pas d'autre repos, il ne s'accordait pas d'autre distraction, qu'une heure de promenade à pied sur la Perspective Newsky. Il était d'ordinaire accompagné d'un aide de camp; quelquefois, malgré les instances et les représentations des deux impératrices, il sortait seul, en habit de ville, sans armes et sans suite.

Tout le monde respectait son incognito, que trahissaient, à première vue, sa haute taille, son port majestueux, sa belle et noble figure empreinte à la fois de douceur et de fierté. On s'arrêtait, on s'inclinait, on se découvrait sur son passage, sans jeter un cri, sans proférer une parole; mais certaines personnes se détournaient à son approche et cherchaient à éviter sa rencontre : c'étaient les

parents, les amis et peut-être les complices des accusés du 26 décembre. Quelques mougiks s'agenouillaient, murmurant une prière pour l'empereur, qui leur donnait, en passant, sa bénédiction.

Il y avait encore dans les esprits beaucoup d'inquiétude, de défiance et de tristesse.

Dans une de ces promenades, l'empereur fut abordé par une dame en deuil, d'une physionomie distinguée et d'une apparence modeste et décente. Elle le salua humblement et se permit de lui adresser la parole, ce qui est sévèrement interdit par les lois et par les usages.

— Sire, lui dit-elle, j'arrive de Moscou pour demander justice à Votre Majesté. Je suis veuve du général T..., qui est mort sous les drapeaux. Mon mari m'a laissée presque sans fortune avec des enfants. J'avais acheté, dans des conditions très-avantageuses, un bien qui devait nous procurer des moyens d'existence. Ce bien, une fois entre mes mains, avait décuplé de valeur. L'ancien propriétaire a poursuivi alors l'annulation du contrat qu'il avait signé depuis deux ans : une décision du sénat de Moscou lui a donné gain de cause et j'ai été dépossédée. Ma ruine et celle de mes enfants sont aujourd'hui consommées : il ne me reste pas même de quoi payer les frais du procès qui a été porté

en dernier ressort devant le Conseil de l'Empire.

— Remettez-moi les pièces de votre affaire, répondit l'empereur avec bonté, je serai bien volontiers votre curateur et, au besoin, votre avocat.

Et comme un officier de police s'avançait pour opérer l'arrestation de cette dame qui avait osé parler à l'empereur sur la voie publique, Nicolas fit signe de ne pas inquiéter sa cliente, comme il l'appela en l'invitant à venir, au palais d'Hiver, vers la fin du mois, pour apprendre le dénoûment du procès.

En effet, après avoir examiné lui-même toute la procédure, il se chargea de défendre, au Conseil de l'Empire, les intérêts de Madame T... et de ses enfants. La décision du sénat de Moscou fut cassée comme irrégulière, et l'empereur ordonna, en conséquence, que les parties lésées seraient indemnisées sur le traitement des sénateurs qui avaient rendu une sentence injuste.

Nicolas, c'est un fait avéré, avait eu la pensée d'inaugurer son règne par l'émancipation des paysans et l'abolition du servage en Russie. Non-seulement il en avait parlé comme d'un projet arrêté et immédiat, à plusieurs de ses ministres; mais encore il avait même préparé un ukase, par lequel il voulait proclamer l'affranchissement des serfs,

dans toute l'étendue de l'empire, pour se conformer, disait-il, aux généreuses intentions de ses prédécesseurs et notamment d'Alexandre Ier.

Alexandre, en effet, s'était toujours montré partisan de cette grande réforme sociale, sans oser toutefois la mettre à exécution, d'une manière générale et définitive, car il avait dû se borner à décréter plusieurs ukases en faveur des serfs et à faire l'essai de l'affranchissement dans les provinces Baltiques. Le moment n'était pas venu d'accomplir cette œuvre de justice et de civilisation.

Nicolas, de son côté, n'était pas moins opposé au principe de l'esclavage, et, plus d'une fois, comme grand-duc, il avait eu l'occasion de se prononcer avec autant d'énergie que de chaleur sur cette grave question, qu'il n'avait jamais examinée au point de vue pratique et dont il ne connaissait pas encore les difficultés et les périls. Il avait l'habitude de dire qu'il était le plus grand abolitioniste de la Russie et qu'il conseillait à la noblesse, dans son intérêt particulier, de donner la liberté aux serfs qu'elle possédait, car, d'un jour à l'autre, tous les serfs seraient affranchis comme les paysans de la couronne.

Quand il fut empereur, il ne changea pas de visée ni de sentiment, mais il jugea nécessaire de

mûrir et d'ajourner ses projets d'émancipation des paysans, après un entretien avec le conseiller privé, Michel Spéransky.

— Sire, lui dit cet illustre homme d'État, le lendemain de l'affranchissement, que fera la Russie de ses vingt-deux millions de serfs, sans patrimoine, sans capitaux, sans terres, sans instruments de travail, accoutumés à l'incurie et à l'imprévoyance du servage, et désormais abandonnés à l'indépendance, c'est-à-dire à la misère?

On ne saurait se faire une idée de l'immense travail auquel se livrait jour et nuit le nouvel empereur, pour tout voir, tout connaître, tout approfondir, dans les innombrables détails de l'administration publique. Ses yeux, pour ainsi dire, étaient incessamment ouverts sur les plus minutieux rouages des services ministériels.

Il avait à cœur de se bien rendre compte de l'état réel des affaires du pays, et il désirait savoir, par sa propre expérience, quels étaient les imperfections et les vices du gouvernement qu'il se proposait d'améliorer, en y appliquant sa vigilance personnelle.

Il fut plus d'une fois attristé, indigné, effrayé, en face des faits monstrueux et inqualifiables qui se produisaient à ses regards, dans cet examen

impartial de la conduite des fonctionnaires les plus considérables comme les plus infimes.

Ce n'étaient que concussions, dénis de justice, abus de pouvoir, prévarications de toute nature. Le mal existait depuis longtemps dans toutes les branches de l'organisation administrative, mais il s'était accru dans une proportion effrayante depuis les dernières années, car l'empereur Alexandre avait pris en dégoût cette surveillance journalière des hommes et de leurs actes, à laquelle un souverain semble condamné en Russie, par suite de l'obligation où il se trouve de se prononcer arbitrairement dans toutes les questions qui lui sont soumises. Alexandre s'en rapportait donc, dans la plupart des cas, à l'opinion de ses ministres, et ceux-ci, à l'exemple de leur auguste maître, acceptaient souvent sans contrôle les avis qui leur étaient suggérés par leurs agents.

L'empereur Nicolas, dès sa première conférence avec les membres du ministère, leur avait déclaré, de la manière la plus nette et la plus catégorique, qu'il entendait être éclairé et renseigné sur toutes les affaires qui seraient présentées à sa sanction et qu'il invitait ses ministres à ne lui apporter, sous leur responsabilité, que des projets sérieusement étudiés.

Il ajouta que son devoir lui défendait de prendre à la légère aucune décision, si minime fût-elle, et qu'il s'était bien promis, en acceptant la couronne, de consacrer tous les instants de sa vie aux intérêts de la chose publique et au bonheur de ses sujets.

XLV

Les ministres qui composaient alors le cabinet, si habiles et si honorables qu'ils pussent être, avaient paru d'abord se juger incapables de remplir les vues de l'empereur, et plusieurs d'entre eux furent sur le point de demander à se retirer plutôt que d'accepter la responsabilité qu'un nouveau système de gouvernement allait faire peser sur eux.

Le bruit se répandit alors, qu'un changement de ministère était imminent, mais l'empereur n'y avait pas songé ; il tenait, au contraire, à conserver, du moins pour les premiers temps de son règne, des hommes d'État, des administrateurs, des conseillers, qui avaient eu la confiance de son frère Alexandre et qui méritaient d'avoir la sienne.

Il revint sur les paroles sévères qu'il avait prononcées devant eux, et il leur dit avec aménité, que le métier d'empereur exigeait un apprentissage plus ou moins long, de même que les autres métiers; il reconnaissait donc qu'il avait beaucoup à apprendre, avant d'être suffisamment instruit de ses devoirs, et qu'il les priait de s'associer aux études pénibles et délicates que sa nouvelle position lui ordonnait de faire.

De ce jour-là, l'entente du souverain avec ses ministres fut aussi complète que s'il les eût choisis selon ses idées et ses sympathies. On ne parla plus des candidats qu'on avait désignés pour former un autre ministère.

Tous les jours, l'empereur travaillait deux ou trois heures avec ses principaux ministres, sans préjudice des entretiens qu'il avait avec chacun d'eux en particulier. Souvent, dans la soirée, le Conseil des ministres était encore réuni.

Quand le Conseil menaçait de se prolonger pendant la nuit, on voyait s'entr'ouvrir doucement la porte du cabinet, et, avant que l'empereur, dont les traits amaigris, le teint pâle et les yeux rouges accusaient la fatigue, eût fait un mouvement d'impatience, il reconnaissait la figure souriante de l'impératrice, qui lui adressait un geste de

tendre reproche, en disant aux ministres avec une gracieuse affabilité :

— De grâce, Messieurs! laissez donc un peu de repos à mon mari et venez prendre le thé avec nous.

Tous les ministres, néanmoins, n'avaient pas l'honneur de travailler journellement avec l'empereur.

Ceux dont les départements n'étaient, en réalité, que des directions générales, le ministre des postes, celui des voies de communication par terre et par mer, celui des écoles de l'empire, pouvaient être appelés au Conseil, mais n'avaient pas le droit d'y paraître, sans une convocation spéciale. Ces trois ministres eurent pourtant la plus large part dans l'intimité de l'empereur Alexandre.

Le prince Alexandre Galitsyne, qui avait été ministre des cultes et de l'instruction publique, n'était plus que chargé de la direction des postes en y comprenant la police secrète des correspondances, mais il avait toujours conservé toute la confiance, toute l'affection de son auguste maître, quoique le clergé russe eût exigé son éloignement de la direction des affaires ecclésiastiques.

C'était un des hommes les plus estimables de la Russie. On lui reprochait seulement, malgré la

gaieté de son caractère et l'enjouement de son esprit, de s'être trop préoccupé d'innovations religieuses et d'avoir partagé les tendances mystiques du défunt empereur. Il était alors âgé de cinquante-deux ans.

Le duc Alexandre de Wurtemberg, qui avait succédé au prince d'Oldenbourg dans le poste de directeur général du corps des voies de communication, tenait à honneur de diriger ce ministère en sous-ordre, avec autant de soin et d'activité que s'il n'eût pas été frère de l'impératrice-mère et oncle de l'empereur. Aussi, l'empereur lui adressa-t-il, dans les premiers mois du nouveau règne, plusieurs rescrits très-flatteurs et très-mérités.

Le duc Alexandre de Wurtemberg, après s'être distingué comme général dans les campagnes de 1812 et 1813, avait déployé dans son poste ministériel toutes les qualités d'un habile administrateur.

Le ministre directeur des écoles de l'empire était le général Paul Golénitscheff-Koutouzoff, dont l'empereur Nicolas connaissait d'avance la fermeté et le dévouement : ce général venait d'être nommé gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, en remplacement du comte Miloradovitch.

Le général comte Alexis Araktchéïeff, directeur

des colonies militaires qui étaient sa création, et chef de tous les établissements de l'infanterie, avait été pendant le règne d'Alexandre Ier un objet d'aversion et de terreur pour tout le monde. On lui attribuait exclusivement une funeste influence sur les actes de ce souverain, qui avait en lui la confiance la plus absolue et qui daignait le traiter en ami. Araktchéïeff justifiait cette faveur extraordinaire par un dévouement sans bornes à la personne de son auguste maître.

C'était un homme actif, prudent, intègre, incorruptible, mais sans probité politique, sans délicatesse morale, sans éducation et sans instruction.

Il fut d'abord le favori de Paul Ier, avant de devenir celui d'Alexandre, et, sous ces deux empereurs, il s'était chargé d'une police secrète qui avait pour mission particulière de veiller sur leurs jours et de les éclairer sur les dangers de toute espèce qu'ils pouvaient courir.

On doit dire qu'Araktchéïeff s'était toujours acquitté de ces mystérieuses fonctions de police, avec un zèle infatigable, avec une rare adresse, quoique l'empereur Alexandre eût failli tomber sous le poignard des sociétés secrètes et que la fin tragique de Paul Ier semblât prouver qu'il n'avait autour

de lui que des conspirateurs. La fatalité voulut qu'Araktchéïeff fût absent au moment de la mort de Paul et que des circonstances malheureuses l'eussent tenu éloigné de son poste pendant la dernière année de la vie d'Alexandre.

Ce n'était pas le mérite personnel d'Araktchéïeff, qui lui avait valu la puissance illimitée qu'il eut entre les mains depuis la jeunesse d'Alexandre; il ne la devait qu'à cette confiance intime et aveugle qu'il avait su inspirer au monarque et qu'il conserva toujours, malgré la violence de son caractère, la rudesse de ses manières et les excès de son audace. Son talent avait été de se rendre d'abord nécessaire et de se faire ensuite indispensable.

Alexandre s'était si bien convaincu de l'attachement et de la fidélité inviolables de ce précieux serviteur, qu'il lui avait donné ou plutôt laissé prendre une autorité presque égale à la sienne.

Araktchéïeff, en effet, dont le nom ne figurait nulle part officiellement, avait l'œil et la main dans toutes les affaires de l'État. Il ne se montrait jamais à la cour; il évitait même de paraître en public; aussi, le peuple s'imaginait-il le trouver partout invisible et agissant. On le regardait comme le mauvais génie de l'empereur, et on rap-

portait à son ténébreux pouvoir tout ce qui se faisait de mal dans l'État.

Il était général en chef de l'artillerie, et il avait eu la principale part aux améliorations qui s'étaient faites dans le matériel d'une arme qu'il connaissait mieux que personne en Russie; il avait été aussi ministre de la guerre, de 1808 à 1810; mais, quoiqu'il eût le goût et l'instinct des sciences militaires, il ne s'était pas distingué sur les champs de bataille.

La grande affaire de sa vie avait été la fondation et l'organisation des colonies militaires : suivant l'esprit de cette institution que l'empereur Alexandre avait accueillie avec enthousiasme, la fusion des soldats colonisés et des serfs de la couronne, dans des gouvernements mal peuplés et sur des terres en friche, devait augmenter à la fois la population du pays, la richesse nationale et la civilisation de l'empire. La colonisation, appliquée dans l'origine à un petit nombre de régiments, se serait étendue plus tard à l'armée entière, mais elle ne versa jamais, au milieu de quatre cent mille paysans, plus de soixante-quinze mille hommes et trente mille chevaux, appartenant à l'armée régulière. Sept années d'expérience avaient fait ressortir les vices et les inconvénients d'un sys-

tème qui eût fini par désorganiser la force militaire de la Russie.

Araktchéïeff avait été le plus puissant et le plus redouté des membres du cabinet; sous le règne précédent, il avait rendu sans doute des services à l'État et surtout à l'empereur, mais son caractère despote, tracassier et inflexible, ne lui avait fait que des ennemis. Tout autre que lui eût été écrasé sous le poids de tant de haines.

L'empereur Nicolas, par respect pour la mémoire de son auguste frère, ne laissa pas soupçonner d'abord qu'il voulût se priver des services du comte Araktchéïeff; il ne lui enleva point la direction des colonies militaires, mais il le tint à distance autant que possible, et il ne dissimula pas ses véritables sentiments jusqu'à lui faire bonne mine.

Tout le monde comprit à la cour, que l'étoile du favori avait cessé de briller.

Le général Alexandre Tatistcheff, qui était depuis trois ans à la tête du ministère de la guerre, y fut consolidé par l'estime générale qui l'entourait.

C'était un ministre capable, mais surtout probe et consciencieux. L'empereur Alexandre, quoique s'occupant personnellement des affaires de ce mi-

nistère plus que de celles des autres départements ministériels, avait laissé une large initiative au général Tatistcheff, qui ne lui donna jamais lieu de se repentir de sa confiance.

On approuva donc hautement le sentiment de justice et de reconnaissance, qui avait dicté le rescrit que l'empereur adressa, en date du 1er (13, nouv. st.) janvier, à son ministre de la guerre, avec le brevet de chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Wladimir de la première classe, pour récompenser les soins infatigables de ce ministre laborieux et les importantes économies qu'il avait réalisées au profit du trésor.

L'empereur, à l'occasion du premier de l'an, nomma également chevalier de l'ordre de Saint-Wladimir de première classe, le vice-amiral Moller, qui avait le grade de chef de l'état-major de la marine, et qui dirigeait ce ministère à titre provisoire. Son zèle pour le service, et la bonne direction qu'il avait donnée aux réparations du port de Cronstadt, l'avaient recommandé particulièrement à la bienveillance de l'empereur.

On pensait cependant qu'il devait être remplacé au ministère, dès qu'un changement de cabinet pourrait s'effectuer sans inconvénient.

Le conseiller privé Lanskoï fut aussi maintenu

au ministère de l'intérieur; mais, comme il manquait d'initiative et qu'il laissait les affaires en souffrance, moins par négligence que par lenteur et indécision dans le travail, l'empereur se vit obligé de lui donner bientôt pour adjoint un savant jurisconsulte, Dmitri Dachskoff, qui devait plus tard lui succéder.

Le comte Dmitri Gourieff, ancien ministre des finances, qu'il avait administrées avec une médiocre habileté, redevenu depuis 1823 directeur du département des Apanages, comme au début de sa carrière politique en 1806, était mort dans les derniers mois du règne de l'empereur Alexandre, qui attendait que ce vieux serviteur, obéissant enfin aux conseils de l'âge et des infirmités, demandât lui-même à déposer le fardeau d'une administration trop lourde pour lui. Le comte Gourieff n'avait pas encore de successeur.

Nicolas, dès les premiers jours de son avénement, avait écrit au général prince Pierre Wolkonsky, pour lui offrir la place vacante au département des Apanages, mais Wolkonsky dut ajourner son acceptation et fit savoir à l'empereur qu'il s'était engagé, vis-à-vis de l'empereur défunt, à ne pas quitter l'impératrice Élisabeth, avant qu'il ne l'eût ramenée au sein de la famille impériale.

Ce fidèle ami de l'empereur Alexandre ne prévoyait pas qu'il tiendrait sitôt sa promesse.

L'amiral Chischkoff, qui avait remplacé en 1824 le prince Alexandre Galitsyne au département des cultes et de l'instruction publique, était un lettré, un savant, mais un adversaire obstiné de toute innovation et de toute réforme. La vieillesse ne lui avait fait perdre rien de son ardeur au travail, ni de son activité. Toutefois, en raison de son grand âge, l'empereur le pria d'accepter un adjoint. L'amiral Chischkoff avait désigné lui-même, pour remplir ce poste à ses côtés, Alexis Pérowsky, curateur de l'université de Kharkoff, qui paraissait destiné à faire un chemin rapide dans l'administration, mais l'empereur accorda la préférence à Dmitri Bloudoff, qui avait en lui l'étoffe d'un ministre et qui, pour se faire apprécier à sa valeur, n'avait eu qu'à remplir, pendant quelques jours, les fonctions de secrétaire de la Commission d'enquête dans le procès du 26 décembre.

Le prince Dmitri Labanoff-Rostowsky était ministre de la justice et procureur général du Sénat; son âge avancé et sa mauvaise santé l'invitaient à se démettre de ses hautes attributions, qui eussent été plus convenablement confiées à un jurisconsulte, mais il tint bon et n'accepta même pas

l'adjoint que l'empereur avait voulu lui donner, en jetant les yeux sur l'éminent jurisconsulte Michel Spéransky.

Le prince Pierre Lapoukhine, président du Conseil de l'Empire, comptait encore plus d'années que le prince Labanoff-Rostowsky; mais l'empereur ne songeait pas à se priver des utiles avis de ce noble vieillard, qui était alors l'homme le plus considérable de l'empire, dans l'ordre civil, et qui n'avait pour égaux, dans l'ordre militaire, que les feld-maréchaux.

Depuis cinquante ans que le prince Pierre Lapoukhine se trouvait mêlé aux affaires publiques, il avait fait preuve de tous les talents de l'homme d'État, et les grandes charges qu'il avait occupées sous trois règnes n'avaient servi qu'à mettre en relief son mérite éminent, son estimable caractère et ses qualités supérieures.

L'empereur avait dit, en parlant de cet illustre président du Conseil de l'Empire, qu'il lui fournirait encore plus d'une occasion de se distinguer sous un quatrième règne, et qu'il voudrait bien pouvoir lui assurer un brevet d'immortalité, en récompense de ses longs services.

Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères étaient les deux meilleures têtes

du cabinet, et l'empereur les regardait l'un et l'autre comme les plus précieux auxiliaires de son gouvernement.

Cancrine, qui dirigeait les finances depuis deux ans, avait apporté de telles améliorations dans ce département, que les sources du revenu public s'étaient en quelque sorte multipliées, par suite d'une meilleure répartition des impôts et sans aucune souffrance pour les populations laborieuses. L'équilibre entre les recettes et les dépenses avait été enfin rétabli, et le budget de l'État semblait être désormais à l'abri d'un déficit annuel.

C'était en remplissant avec autant d'intelligence que de probité les fonctions d'intendant général de l'armée, que Cancrine avait appris à résoudre les questions de finances et d'économie politique. Élève de l'université de Giessen, il se souvenait des fortes études qu'il y avait faites, et, une fois attaché au service de la Russie, qui devint sa patrie d'adoption, il se fit connaître comme une des lumières de l'administration russe.

Son instruction, sa capacité, son exactitude, son intégrité à toute épreuve, la rigidité même de ses principes, le recommandaient à l'estime de l'empereur Nicolas, qui lui accorda encore plus de confiance que l'empereur Alexandre n'en avait

accordé à cet honnête et habile financier, surnommé dès lors le *Colbert de la Russie.*

Il est vrai que l'empereur, pendant sa jeunesse, n'avait pas mal profité des leçons de son ancien professeur, le savant économiste Henri Storch, et qu'il était en état de discuter avec son ministre des finances les affaires d'un département, qui fut toujours le principal objet de sa sollicitude. Aussi, se plaisait-il à travailler souvent avec le général Cancrine, et, plus d'une fois, quand les personnes de son entourage faisaient l'éloge de ses décisions en matière de finances, il s'honorait d'avoir pour maître son ministre Cancrine, le premier financier de l'Europe, disait-il.

— Le maître, ajoutait-il en souriant, ne paraît pas trop mécontent de son élève.

Un autre ministre d'Alexandre Ier, le comte de Nesselrode, n'avait pas à craindre de perdre le portefeuille des affaires étrangères, dans un remaniement du cabinet.

Depuis dix ans que le comte de Nesselrode était un des chefs de ce département, il avait eu le talent de se faire une position immense et inattaquable, en se bornant à n'être que l'instrument et le représentant de la politique de l'empereur, sans jamais essayer de faire prédominer un système à

lui, sans jamais vouloir substituer ses propres vues à celles de son souverain.

Ce n'était pourtant pas un rôle subalterne que le sien, puisqu'il se faisait l'incarnation vivante de la politique impériale, et qu'il personnifiait, pour ainsi dire, aux yeux de l'Europe, le système de la Sainte-Alliance.

L'empereur Nicolas lui tint compte de son abnégation, de son exactitude, de sa souplesse; il comprit que c'était l'homme des traditions, et que l'expérience de ce diplomate consommé serait d'autant plus précieuse pour lui, qu'elle ne gênerait pas la liberté d'action du pouvoir souverain, car Nesselrode n'était, ne voulait être, en toutes circonstances, qu'un ministre consultant et exécutant, ce qu'il avait été, en un mot, lorsque l'empereur Alexandre s'occupait personnellement des relations extérieures de la Russie avec les gouvernements et les cabinets de l'Europe.

Le comte Capo d'Istria, qui avait été nommé, en 1815, secrétaire d'État, pour partager avec le comte de Nesselrode le travail du cabinet de l'empereur, n'exerçait plus ses fonctions, quoiqu'il conservât son titre et son rang. Il était allé en Grèce, en vertu d'un congé temporaire, et, tout en restant attaché au cabinet russe, il prêtait le concours le

plus actif et le plus désintéressé à la cause de l'indépendance de son pays natal, car il était originaire de l'île de Corfou, et l'empereur Alexandre, qui l'aimait et qui estimait en lui l'homme de bien, l'avait autorisé à servir les intérêts de ses compatriotes et de ses coreligionnaires, sans engager toutefois la Russie dans les embarras d'une intervention armée.

Le comte Capo d'Istria n'avait pas vu le nouvel empereur depuis son avénement, mais les indices ne manquaient pas, qui laissaient prévoir que la politique de la Russie, dans les affaires de la Grèce, était déjà changée. L'empereur Nicolas avait exprimé tout haut sa sympathie pour les Grecs, en disant qu'il se regardait comme le protecteur de tous les fidèles de l'Église orthodoxe, et que son auguste prédécesseur n'eût pas refusé aide et protection à la Grèce, si ce malheureux pays, opprimé par les Turcs, avait réclamé l'assistance du tzar, au lieu de demander sa délivrance à des moyens révolutionnaires, que rien ne pouvait justifier ni excuser.

On attribua à l'empereur ces paroles remarquables : « Je n'ai pas le droit de faire cause commune avec une insurrection, quelle qu'elle soit, mais je n'oublie pas que les Grecs sont des chrétiens per-

sécutés, et, comme protecteur-né de l'Église grecque, je ne les abandonnerai pas, d'autant plus que la Russie aura bientôt à venger ses propres griefs contre la Porte Ottomane. »

XLVI

Dans les premiers jours de son règne, Nicolas avait adressé à M. de Minciaky, chargé d'affaires de Russie à Constantinople, des instructions péremptoires qui équivalaient à une rupture prochaine et définitive avec la Turquie.

Il ne s'agissait, en apparence, que de l'évacuation des provinces danubiennes, la Valachie et la Moldavie, que les troupes turques continuaient à occuper, au mépris des derniers traités, qui avaient placé ces provinces sous la protection de la Russie. Mais on avait lieu de croire que les justes réclamations du gouvernement russe, qui avait tant à se plaindre du mauvais vouloir et de l'arrogance systématique du gouvernement turc, ne se borneraient pas à obtenir l'exécution de quelques points en litige du traité de Bukharest.

Les deux gouvernements étaient en pleine mé-

sintelligence depuis l'origine de l'insurrection grecque, et l'empereur Alexandre, malgré sa mansuétude, malgré son aversion pour la guerre, avait résolu, au moment de sa mort, d'envoyer une armée d'observation sur les frontières de la Turquie, après avoir mis fin à l'occupation turque dans les Principautés. L'empereur Nicolas ne devait pas hésiter à donner suite à cette politique ferme et digne, que son prédécesseur n'avait pas eu le temps de faire triompher. L'honneur et l'intérêt de la Russie étaient en jeu : il fallait que l'épée tranchât dans le vif une situation devenue insoluble, et que la diplomatie essayait en vain de dénouer par des concessions mutuelles et pacifiques.

Le comte de Nesselrode annonça donc aux ambassadeurs des puissances signataires du traité de la Sainte-Alliance, que l'empereur de Russie était décidé à se faire justice lui-même, si la Porte lui refusait les satisfactions qu'il avait droit d'exiger, et que ce souverain se croyait fondé à poursuivre le redressement des griefs personnels dont il avait à se plaindre dans les affaires d'Orient, sans avoir à soumettre à ses alliés les raisons d'État qui touchaient à sa dignité et qui n'intéressaient que lui.

Tous les cabinets avaient appris avec inquiétude

ces complications nouvelles de la question d'Orient, qui était depuis bien des années la préoccupation permanente de la diplomatie; mais l'Autriche et l'Angleterre furent surtout très-effrayées de l'imminence d'une guerre entre la Russie et la Turquie, car cette guerre, suivant les probabilités les plus apparentes, pouvait amener la ruine de l'équilibre européen.

C'était une opinion constante et enracinée depuis un demi-siècle chez les hommes d'État les plus intelligents, que le gouvernement russe aspirait à la possession de Constantinople, et cette opinion, basée sur un document apocryphe, qu'on appelait le testament de Pierre le Grand, et qui n'avait jamais eu un caractère sérieux, faisait renaître sans cesse le même fantôme à l'horizon de la politique générale.

L'Autriche voyait déjà les principautés du Danube envahies par les armées russes, et l'Angleterre, qui avait accepté tacitement le protectorat de la nation grecque, en ne repoussant pas le manifeste par lequel cette nation plaçait le dépôt sacré de sa liberté, de son indépendance nationale et de son existence politique, sous la défense du pavillon britannique, l'Angleterre craignait que la Russie ne lui demandât pas son agrément pour

faire entrer une flotte dans le détroit des Dardanelles.

Les cours alliées de la Russie s'étaient empressées à l'envi de faire complimenter le nouvel empereur par des envoyés extraordinaires, qui devaient honorer la mémoire de l'empereur défunt, en présentant à son successeur l'expression des sentiments les plus affectueux et les plus dévoués.

Dès le 17 janvier 1826, le prince Guillaume, fils du roi de Prusse, était arrivé au palais d'Hiver, comme représentant de son père, qui avait devancé naturellement tous les autres souverains dans la manifestation de ses sympathies à l'égard de l'empereur Nicolas. Le prince Guillaume, lié d'amitié avec son beau-frère, éprouvait une vive satisfaction à se retrouver avec lui, et se proposait de passer quelques semaines dans l'intimité de la famille impériale, qui était devenue la sienne depuis le mariage de sa sœur Alexandra.

Plusieurs autres membres de cette belle et nombreuse famille avaient apporté également en personne leurs condoléances et leurs félicitations à l'empereur Nicolas : le grand-duc héréditaire de Mecklembourg-Schwerin, Paul-Frédéric, mari de la princesse Alexandrine de Prusse, sœur cadette de l'impératrice Alexandra; le margrave Léopold

de Bade, proche parent de l'impératrice Elisabeth; le prince royal des Pays-Bas, époux de la grande-duchesse Anne Pavlovna.

Ce fut pour ces princes un sujet d'étonnement, de regret et presque de défiance, que de ne pas rencontrer le grand-duc Constantin auprès de son frère Nicolas.

— Ne l'accusez pas! dit l'empereur au prince d'Orange, qui lui témoignait le chagrin d'avoir à blâmer peut-être la conduite du césarévitch. Sa présence à Varsovie est aussi nécessaire, dans les circonstances actuelles, que la mienne à Saint-Pétersbourg. Constantin est le plus noble type de l'abnégation et du dévouement; il a fait plus que de me donner la couronne; il m'aide encore à conserver l'empire dans son intégrité, car, sans lui, sans sa prudence, sans sa fermeté, nous aurions en ce moment la révolution et la guerre civile en Pologne.

L'empereur d'Autriche s'était fait représenter, à la cour de Russie, par un ambassadeur extraordinaire, qui n'était autre qu'un de ses généraux les plus renommés et un des petits-fils de l'impératrice Marie-Thérèse, l'archiduc Ferdinand d'Este.

Ce personnage illustre, qui fut l'objet de l'accueil le plus empressé à Saint-Pétersbourg, avait

d'ailleurs une mission secrète à remplir auprès de l'empereur Nicolas, pour le règlement provisoire de la question d'Orient.

Les envoyés des autres puissances avaient aussi un caractère politique qui leur permettait de traiter, au besoin, les affaires les plus urgentes et d'assurer le maintien des principes de la Sainte-Alliance. C'était surtout ce pacte de la Sainte-Alliance, que les gouvernements, fidèles à la mémoire de l'empereur Alexandre, voulaient maintenir et consolider comme base fondamentale du droit public des États européens.

On s'explique ainsi pourquoi les envoyés extraordinaires furent pour la plupart des généraux qui avaient pris part avec éclat à la grande guerre de la coalition en 1814 et en 1815.

La cour de Bavière avait fixé son choix sur le feld-maréchal prince de Wrède, dont le nom évoquait les souvenirs des batailles de Leipzig et de Hanau.

Le roi de France, Charles X, n'hésita pas à manifester ses sentiments personnels de reconnaissance envers Alexandre Ier, qui avait replacé sur le trône la maison royale des Bourbons; non-seulement il ordonna au général comte de Saint-Priest, son ministre à Berlin, de se rendre en toute hâte à

Saint-Pétersbourg, mais encore, à l'ouverture de la session législative (31 janvier 1826), on l'entendit prononcer ces paroles avec une émotion qu'il fit partager à tous les assistants : « La mort vient de frapper au milieu de sa carrière l'un de nos plus magnanimes alliés; cette perte a profondément affligé mon cœur. »

L'empereur Nicolas remercia le roi Charles X de cette marque publique de sympathie, en lui faisant dire, par le général de Saint-Priest, que feu l'empereur Alexandre avait légué à son successeur ses amis et ses alliés, ses sentiments et ses devoirs.

L'Angleterre fut la dernière à désigner l'envoyé qu'elle chargeait d'aller féliciter le nouvel empereur de Russie, mais le choix qu'elle fit de lord Wellington pour cette haute mission avait une signification politique dont le sens ne devait échapper à personne. Aucun choix, d'ailleurs, ne pouvait être plus agréable à l'empereur et à la Russie, car lord Wellington, comblé des faveurs et des distinctions qu'Alexandre n'avait cessé, pendant tout le cours de son règne, d'accorder à cet invariable auxiliaire de ses armes et de sa politique, était alors le seul feld-maréchal russe vivant.

On n'ignorait pas, non plus, que l'empereur Nicolas, durant son séjour à Paris en 1815, et plus

tard dans son voyage en Angleterre, avait eu l'occasion de se trouver en rapport fréquent avec le duc de Wellington, et qu'il en était résulté entre eux, depuis cette époque, un échange de lettres qui renfermaient l'expression de leur estime et de leur affection mutuelles.

On ne s'étonna pas de lire dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg, du 9 février : « Le gouvernement britannique a prouvé toute l'importance qu'il attachait au choix d'un représentant dans cette occasion solennelle. Il a désigné un des héros du siècle, le capitaine illustre qui acheva de détruire Napoléon aux champs de Waterloo, et qui rendit ainsi le nom de Wellington à jamais inséparable, dans les fastes de l'histoire, du nom d'Alexandre I[er], le principal auteur de la délivrance européenne. »

Le duc de Wellington venait donc en Russie pour resserrer les liens de fraternité qui unissaient les souverains de l'Europe, et pour annoncer au monde politique que la paix générale ne serait pas troublée, malgré la perte de son magnanime protecteur. Mais la nomination de Wellington avait encore une autre portée dans la pensée du cabinet de Georges IV ; elle devait sauvegarder les intérêts anglais vis-à-vis de la question d'Orient.

Dans toute autre circonstance, l'arrivée prochaine de lord Wellington à Saint-Pétersbourg eût été pour les habitants de cette capitale un puissant motif de curiosité, mais les préoccupations du peuple, comme celles de la haute société, étaient ailleurs ; le peuple avait les yeux tournés vers le voyage funèbre du cercueil de l'empereur défunt, qui traversait lentement les provinces de l'empire, depuis son départ de Taganrog, pour venir chercher ses funérailles à Saint-Pétersbourg et pour prendre sa place dans la sépulture des tzars.

Les récits détaillés de la marche triomphale de ce cercueil, au milieu des larmes et des prières de la population, faisaient l'unique entretien des classes inférieures, où l'amour du souverain était un acte de foi religieuse.

Dans les classes moyennes et dans l'aristocratie, au contraire, on ne songeait qu'à ce grand procès criminel, qui continuait à s'instruire dans le plus profond mystère, et dont la menace planait toujours sur la tête de toutes les personnes que pouvait atteindre un soupçon de complicité plus ou moins directe.

Les faux bruits, des bruits sinistres et redoutables, se répandaient à chaque instant et se détruisaient l'un par l'autre, mais ils entretenaient l'in-

quiétude et le malaise, en faisant croire que l'empereur Nicolas n'était pas encore maître de la situation, et que le complot, loin d'être étouffé, par suite de l'arrestation de quelques-uns de ses chefs, avait éclaté avec plus de force et de succès sur différents points de l'empire.

L'empereur, pour donner le coup de grâce à ces mensonges ridicules, que la malveillance se plaisait à inventer et à répandre, jugea utile de rendre publics les résultats que la Commission d'enquête avait déjà obtenus pour découvrir l'origine, le développement et les diverses formes des associations secrètes qui étaient désormais réduites à la plus complète impuissance.

Ces associations remontaient à l'année 1815 : vers ce temps-là, des jeunes gens d'une imagination ardente et déréglée, entraînés par l'exemple des révolutions qui avaient bouleversé l'Europe pendant trente ans, oublièrent les vieilles traditions du patriotisme russe, leurs devoirs envers le souverain et l'État, leurs serments les plus sacrés, leur honorable position sociale et le nom plus ou moins illustre de leur famille, pour rêver une réforme radicale en Russie et pour machiner dans l'ombre les moyens de l'accomplir.

Cette première association secrète, qui devait se

subdiviser à l'infini en petits centres d'action révolutionnaire, s'était formée dans un but apparent de bienfaisance. Mais, dès l'année 1817, les chefs du complot, réunis à Moscou, résolurent d'attenter aux jours de l'empereur Alexandre qui allait se rendre dans cette ville, qu'il avait fait sortir de ses ruines. Le sort aurait décidé quel eût été l'assassin, quand un des conjurés s'offrit spontanément pour accomplir le régicide. Ce misérable se sentit défaillir au moment d'exécuter son affreux dessein, et la vie de l'empereur fut sauvée.

En 1818, l'association ne s'étant pas développée comme l'avaient espéré ses fondateurs, il fallut la réorganiser sur de nouvelles bases et avec de nouveaux éléments. Elle prit le titre de *Société d'Amis du bien public* ou du *Livre vert*. Ses membres s'engageaient non-seulement à participer à des œuvres de charité, mais encore à contribuer aux progrès des lumières et à l'amélioration des mœurs. Les chefs seuls savaient que l'objet principal de cette Société était d'amener par tous les moyens possibles une révolution sociale et politique en Russie.

Un troisième conciliabule eut lieu à Moscou en 1821 ; des députés de toutes les sections de la Société y avaient été convoqués ; mais les chefs s'a-

perçurent que leurs vues personnelles ne trouvaient, de la part de la majorité, qu'indifférence ou opposition : ils jugèrent donc prudent de dissoudre la Société, pour écarter les tièdes et les dissidents.

On procéda immédiatement, dans le plus grand secret, à la formation de nouvelles associations, qui ne se couvraient plus du masque de la bienfaisance et dont les rapports réciproques furent enveloppés du plus impénétrable mystère. Tous les membres, admis dans ces associations, n'étaient initiés au secret du complot qu'après des épreuves réitérées et avec des cérémonies destinées à frapper l'imagination des néophytes.

Les Associations du Nord et du Midi, dont les comités directeurs furent établis à Saint-Pétersbourg et à Toultchine, déployèrent dès lors une prodigieuse activité, en multipliant les comités d'un ordre inférieur, qui prenaient le titre de juridictions d'arrondissements.

On voit que ces sociétés secrètes avaient été organisées sur le modèle des *vendette* ou *ventes* du carbonarisme italien, français et allemand.

La troisième Société, celle des *Slaves réunis,* paraissait avoir eu une organisation tout à fait distincte et une existence séparée; elle se rattachait

surtout à des Sociétés secrètes polonaises, qui n'étaient pas encore bien connues, et dont une Commission spéciale s'occupait à rechercher les chefs et les agents.

Quoi qu'il en soit, toutes ces Sociétés s'étaient mises d'accord sur ce point : qu'il fallait se servir de l'armée pour opérer un mouvement révolutionnaire, et que, par conséquent, on devait avoir des affiliés parmi les officiers de tous les corps de l'armée russe et polonaise.

Quant aux plans de réforme qui furent proposés, et dont aucun ne fut adopté définitivement, ils témoignaient de l'incohérence et de la confusion des idées que les conspirateurs mirent en avant sous l'inspiration de leur fanatisme ou de leur ambition. Les uns voulaient créer un gouvernement où le pouvoir suprême eût été concentré dans un triumvirat; les autres prétendaient fonder une sorte de confédération russe, composée de différents États indépendants, mais réunis par le lien fédéral; ceux-ci songeaient à diviser l'empire en deux parties, en établissant un gouvernement constitutionnel dans le Nord et une république dans le Midi; ceux-là auraient détaché de la Russie plusieurs provinces, pour leur donner une entière indépendance ou pour les céder aux puissances voisines.

Dans tous les cas, on n'avait pas renoncé à l'horrible exécution d'un régicide qui eût inauguré cette monstrueuse révolution. En 1823, deux membres des Sociétés secrètes s'étaient rendus à Bobrouisk pour y attendre l'empereur et l'assassiner. En 1825, le même attentat avait failli s'exécuter à Taganrog; mais, par suite de nouveaux projets, il avait été décidé que la Société des *Slaves réunis* fournirait six assassins, qui jurèrent de frapper l'empereur pendant les grandes revues qu'on supposait devoir se faire aux environs de Bela-Tserkoff, vers le mois de mai 1826.

L'Association du Midi, dans son impatience homicide, avait même envoyé à Saint-Pétersbourg, vers la fin de l'automne de 1825, un scélérat forcené, qui avait mission de s'aboucher avec les chefs de l'Association du Nord et de leur offrir son bras pour le meurtre d'Alexandre Ier.

Ces trames abominables ne furent déjouées que par les décrets de la Providence, qui priva la Russie d'un souverain et d'un père. En présence de l'avénement d'un nouvel empereur, les conjurés pensèrent que le moment était favorable pour faire réussir leurs odieux projets de bouleversement : ils avaient donc essayé de donner le signal d'une révolte militaire dans les principaux cantonnements

de l'armée, et le premier acte de leur triomphe révolutionnaire eût été le massacre de tous les membres de la famille impériale !

Dieu ne permit pas, par bonheur, qu'un pareil complot pût s'exécuter.

La tentative du 26 décembre à Saint-Pétersbourg, et celle de Mourawieff-Apostol aux environs de Kieff, avaient prouvé que les conspirateurs ne pouvaient trouver de connivence ni dans l'armée ni dans la nation, car la plupart des officiers et des soldats qui avaient suivi le drapeau de l'insurrection n'étaient que trompés et croyaient combattre pour la foi de leurs serments. Elles prouvaient aussi, ces tentatives avortées, que de pareils complots, eussent-ils été tramés avec des combinaisons moins absurdes, ne pouvaient arriver à leur but en Russie. Le nombre des conspirateurs et surtout des grands criminels était donc peu considérable.

Ainsi, selon les déclarations du Rapport officiel, « toutes les associations secrètes qu'ils avaient établies, sont connues; tous les projets qu'avait enfantés leur aveuglement ou leur scélératesse, révélés; tous les moyens dont ils devaient se servir pour les exécuter, découverts. »

Les travaux de la Commission d'enquête tou-

chaient à leur terme, et bientôt il ne resterait plus qu'à demander aux lois le châtiment exemplaire que méritaient des régicides, des fauteurs de troubles et des insurgés pris les armes à la main.

Quant à tous les individus qu'on avait mis en arrestation, par suite d'un concours fortuit de circonstances, sur des soupçons qui ne se trouvaient pas fondés, l'empereur les avait déjà fait remettre en liberté.

La publication de ce premier Rapport de la Commission d'enquête, qui fut publié le 11 février, produisit le meilleur effet dans tout l'empire, imposa silence aux calomnies, arrêta court les fausses nouvelles, tranquillisa la bourgeoisie et détourna l'attention publique de ce procès criminel, qui acheva de s'instruire secrètement, sans éveiller de nouvelles rumeurs et de nouvelles craintes.

XLVII

On apprit, en même temps, que l'empereur entendait prendre l'initiative d'une partie des réformes administratives, que les accusés du 26 décembre lui avaient signalées comme urgentes et indispensables, dans ces longs interrogatoires qui eurent lieu devant lui et dont il fut souvent l'unique confident.

Les premières de ces réformes devaient porter sur les vices de la législation, sur les lenteurs de la justice, sur la vénalité de la bureaucratie, sur les dilapidations des services publics, sur l'augmentation progressive et immodérée des charges de l'État.

Telle fut l'immense tâche que l'empereur s'était imposée pour les premiers mois de son règne, et il essaya de l'accomplir, aux dépens des jours et des nuits qu'il consacrait à un travail opiniâtre.

— Prenez garde, Sire! lui dit alors son auguste mère, qui s'inquiétait de le voir s'épuiser de fatigue. Vous avez devant vous la perspective d'un long règne, et vous voulez tout entreprendre à la fois, comme si vous n'aviez que peu de temps à passer sur le trône! Votre Majesté parle sans cesse d'économies à faire; qu'elle songe d'abord à économiser ses forces, sa santé et son zèle. Un empereur n'a pas le droit de se tuer, sous prétexte de remplir ses devoirs.

L'empereur donna l'exemple de l'économie, en opérant des réductions importantes sur les dépenses de sa maison : ainsi, d'un trait de plume, il réduisit de 600 à 200 roubles en papier, par jour, les frais de la cuisine et de la cave. Au moyen d'un contrôle sévère sur tous les détails de la comptabilité, il diminua de plus d'un tiers sa propre liste civile, et il se trouva ainsi tout naturellement autorisé à exercer le même contrôle et les mêmes réductions sur toutes les parties du budget de l'empire. L'économie qu'il réalisa, pour l'année 1826, s'élevait à 67,500,000 roubles.

L'exemple d'un souverain ne manque jamais d'imitateurs. Il y eut aussitôt, dans tous les départements de l'administration russe, une tendance générale à l'économie, et l'empereur, qui ne fai-

sait en cela que mener à bien une réforme dont Alexandre Ier s'était occupé depuis 1823, eut plus d'une fois l'occasion, pendant la première année de son règne, d'adresser des rescrits très-honorables à des chefs de service, qui avaient fait rentrer dans les caisses de l'État des sommes considérables, économisées sur les dépenses de leur administration.

Dans un de ces rescrits, il témoigna sa reconnaissance et sa bienveillance toute particulière au prince Basile Dolgorouky, dont les soins intelligents avaient mis les écuries et les équipages de la cour en état de rivaliser avec les plus beaux établissements de ce genre en Europe. « En examinant, disait l'empereur, votre compte rendu de l'administration du comptoir des écuries de la cour et du comité des équipages pendant l'année 1825, j'ai vu avec satisfaction que vos dispositions économiques vous ont mis à même de faire face à une dépense extraordinaire de 700,000 roubles, sans avoir besoin de faire ordonnancer de nouvelles sommes sur cet objet, et qu'il vous restait, en outre, au commencement de cette année, un reliquat considérable, tant en argent qu'en approvisionnements et en matériel de réserve. »

Une partie des économies, qui furent réa-

lisées de la sorte dans les administrations publiques, se trouva d'abord appliquée, par ordre de l'empereur, à l'augmentation des traitements et à des gratifications réparties entre les employés.

Bien avant son avénement, l'empereur avait été frappé de l'extrême lenteur de la justice civile et criminelle en Russie. Il se fit rendre compte du bilan judiciaire, au commencement de son règne, et il apprit avec stupeur que 2,850,000 causes de toute espèce étaient pendantes devant les différents tribunaux de l'empire, et que 127,000 individus se trouvaient en état d'arrestation. Cependant les tribunaux n'avaient pas à se reprocher, du moins en apparence, d'avoir négligé les intérêts des accusés ou des parties en litige; le Sénat, par exemple, dans le cours de 1825, avait tenu 200 séances et prononcé dans 60,000 affaires.

L'empereur, néanmoins, donna des ordres au ministre de la justice, pour que les affaires fussent plus promptement et plus régulièrement expédiées. Une circulaire ministérielle enjoignit aux gouverneurs civils d'y veiller de près dans tous les tribunaux de leur circonscription, surtout à l'égard des individus incarcérés. Les procureurs des gouvernements de l'empire reçurent l'ordre de tenir au courant de tous les retards, de tous les manque-

ments, de tous les abus, le ministère de la justice, qui devait tous les mois mettre sous les yeux de l'empereur un extrait de leurs rapports.

On put ainsi se débarrasser de l'énorme arriéré qu'on avait laissé s'accumuler dans les dossiers judiciaires. A la fin de l'année, il ne resta plus dans les prisons que 4,900 détenus, et toutes les affaires pendantes, à l'exception d'un petit nombre que leur gravité ou leur importance rendait plus difficiles à vider, avaient été jugées.

Les entraves inextricables, apportées à l'exercice régulier de la justice, résultaient surtout du désordre de la législation.

Il n'existait pas encore de recueil officiel des lois russes, et les travaux préparatoires, ordonnés par l'impératrice Catherine pour la rédaction d'un Code national, n'avaient abouti qu'à des projets, sans cesse révisés, remaniés et mis à néant. La Commission, chargée de codifier les ukases des tzars depuis le Code Alexis, en même temps que les coutumes du droit provincial, continuait pourtant à fonctionner sous la direction du Conseil de l'Empire et sous la présidence du prince Lapoukhine, mais on devait désespérer d'arriver jamais au but.

L'empereur résolut de porter remède immédia-

tement à un mal qui empirait de jour en jour : « Au premier coup d'œil jeté sur les diverses branches de l'administration de mon empire, dit-il dans un rescrit adressé au prince Lapoukhine en date du 31 janvier (calendr. russe), coup d'œil dirigé avec un intérêt spécial sur le Code de notre législation nationale, j'ai vu que les efforts appliqués à cet objet depuis grand nombre d'années ont été fréquemment interrompus, et que par ce motif le but n'a pas été atteint. Ayant à cœur d'assurer l'achèvement progressif de cette œuvre, j'ai jugé nécessaire de la prendre sous mon inspection immédiate, et, en conséquence, j'ai ordonné de lui appliquer une section spéciale dans ma chancellerie particulière. »

L'empereur ne renonçait pourtant pas à l'utile concours du prince Lapoukhine, qui restait président nominatif de la section des lois, mais le conseiller privé Michel Spéransky avait la direction absolue des travaux, qu'il eût menés à bonne fin depuis longtemps, si ses efforts n'eussent été sans cesse entravés et paralysés par le mauvais vouloir et la jalousie de ses collaborateurs.

Dès l'année 1808, Spéransky, qui était peut-être seul capable de préparer cette œuvre gigantesque, en avait eu la direction suprême duran

quelques mois. Mais l'empereur Alexandre, en retirant tout à coup sa faveur à ce savant jurisconsulte, lui avait créé des difficultés et des obstacles, qui s'opposèrent, pendant dix-sept ans, à l'exécution de la grande entreprise qu'il avait à cœur d'achever.

Voilà pourquoi l'empereur Nicolas, ayant pleine confiance dans le mérite et dans le caractère de Michel Spéransky, décida que le travail s'exécuterait sous ses propres yeux, et que le chef de la section des lois relèverait directement de l'autorité impériale, sans avoir besoin d'aucun intermédiaire, malgré la présidence du prince Lapoukhine. L'empereur espérait que deux années suffiraient pour l'achèvement du Code, auquel il se promettait de donner tous ses soins.

La tâche était encore plus considérable et plus difficile qu'on ne l'avait imaginé. Il fallait puiser la législation tout entière dans les sources nationales, dans les coutumes, dans les usages, dans la tradition exclusivement russe. Lois civiles, lois criminelles, lois d'administration et de police intérieure, tout était à créer. Le droit romain et le droit étranger n'avaient rien à fournir, en quelque sorte, au Code nouveau, qui ne devait être qu'un remaniement complet de l'ancienne législation du

pays. Les matériaux existaient en abondance, mais ils avaient besoin d'être choisis, remis en œuvre, rajeunis et coordonnés dans la reconstruction totale de l'édifice législatif.

Michel Spéransky eut le bonheur de s'adjoindre alors un jeune légiste d'une haute capacité, M. le baron Modeste de Korff, qui avait fait ses études au lycée impérial de Tzarskoé-Sélo avec beaucoup d'éclat, et qui était attaché comme rédacteur à la Commission des lois depuis 1819. M. le baron de Korff, dont les talents supérieurs furent mis en valeur et en relief par Spéransky, devint une des lumières de la chancellerie impériale, et ne tarda pas à se faire distinguer par l'empereur, qui l'honora bientôt de la plus gracieuse bienveillance.

Ce besoin de réformes et d'améliorations en tout genre, que le jeune empereur avait reconnu lui-même, ne pouvait cependant amener en quelques mois les résultats définitifs qu'il fallait demander au temps et à l'expérience. Il était presque impossible, par exemple, de fermer tout d'un coup le vaste champ ouvert à la fraude, à la chicane, à la vénalité dans toutes les branches de l'administration centrale et provinciale.

L'empereur avait dit très-haut, à plusieurs reprises : « Je ne veux pas de voleurs parmi les em-

ployés de l'empire ! » Et cette parole, qui eut des échos partout, avait déjà produit un heureux effet, en inspirant une crainte salutaire à ceux des fonctionnaires publics qu'elle atteignait d'une manière plus ou moins directe et plus ou moins ostensible.

Mais l'empereur ne pouvait tout voir et tout vérifier de ses propres yeux, comme il l'aurait souhaité. Il pensa que sa présence seule serait souvent le meilleur préservatif contre les abus, qui se multipliaient surtout par l'assurance de l'impunité. Il se présentait donc, au moment où il était le moins attendu, dans les établissements publics de la couronne, et il en faisait l'inspection avec une minutieuse sévérité. Il interrogeait les chefs de service, et il ne leur laissait pas ignorer qu'il entendait être instruit exactement de tous leurs actes administratifs.

Il aurait voulu pouvoir étendre cette enquête personnelle aux provinces de l'empire, mais il se trouvait retenu à Saint-Pétersbourg par les affaires de la politique générale, qui le forçaient de remettre ses voyages à l'année suivante.

Il envoya, dans tous les chefs-lieux de gouvernement, des commissaires chargés d'examiner la gestion des administrateurs civils et militaires. Les

rapports qui lui parvinrent de toutes parts à ce sujet lui causèrent autant de surprise que d'indignation. Dans seize régences de gouvernement, on avait refusé ou négligé d'exécuter 2,749 ukases du Sénat depuis l'année 1821 ; dans le seul gouvernement de Koursk, 660 de ces ukases étaient restés comme non avenus !

Les ministres, par ordre de l'empereur, adressèrent de vives réprimandes aux gouverneurs, les invitèrent à fournir des explications et leur accordèrent un délai d'un an pour l'exécution des ukases arriérés. Mais ce délai d'un an ne fut pas approuvé par l'empereur, qui le réduisit à trois mois, et qui fit savoir aux fonctionnaires coupables de négligence ou de forfaiture, qu'ils seraient poursuivis criminellement en cas de récidive.

Le gouvernement de Koursk se trouvait surtout dans une situation déplorable; une première révision, ordonnée dans son ressort, ne produisit pourtant que des résultats à peu près négatifs, car le gouverneur avait eu l'adresse de cacher ses méfaits et de fermer la bouche aux employés qui pouvaient le perdre. Mais l'empereur chargea le sénateur prince Dolgorouky de recommencer l'enquête, qui, cette fois, amena la découverte d'actes monstrueux de concussion et de cruauté. Le gou-

verneur fut destitué sur-le-champ, et le prince Dolgorouky, qui s'était acquitté de sa mission avec tant de perspicacité et d'énergie, reçut l'ordre de préparer un plan général de réorganisation pour le gouvernement de Koursk.

Quant à la régence du gouvernement de Saint-Pétersbourg, elle n'était pas dans un meilleur état que les autres : le sénateur Pierre Poletika, homme intègre, justement estimé, avait été chargé, par l'empereur, d'une révision générale, à laquelle les ministères eux-mêmes essayèrent vainement de se soustraire.

Cette révision permit de constater les plus graves irrégularités. Aucune caisse n'avait été vérifiée depuis plusieurs années, et deux ou trois comptables prirent la fuite en laissant des déficits énormes. Tous les comptes étaient remplis d'erreurs; partout, des négligences impardonnables ; ici, des abus de pouvoir ; là, des actes de vénalité.

Poletika eut le courage de dire la vérité à l'empereur et de lui montrer toute l'étendue du mal; il lui proposa, dans un rapport sage et lumineux, différentes mesures réparatrices, que l'empereur adopta, mais qui ne furent jamais mises en pratique. Poletika craignit de n'être pas soutenu jusqu'au bout comme il le fallait : à la suite d'un dé-

mêlé qu'il avait eu avec le gouverneur civil de Moscou, il demanda bientôt à être relevé de ses attributions pénibles et absorbantes, que sa mauvaise santé l'empêchait de remplir avec le même zèle.

Ce fut alors que l'empereur, comprenant à demimot les véritables motifs de la retraite de ce loyal et courageux serviteur, eut l'idée de le remplacer par une Commission spéciale et permanente, qui aviserait aux moyens de mettre un terme à ces concussions, à ces dénis de justice, à ces prévarications de toute nature, qu'il était déterminé à démasquer et à punir.

Cette Commission fut nommée, en effet, au mois de juin de cette même année, et elle commença surle-champ ses opérations. Elle était composée d'hommes fort honorables; elle avait pour président le sénateur Engel, qu'environnait l'estime publique.

Elle s'acquitta donc, avec beaucoup d'activité, d'une tâche aussi délicate, et, après de longues et consciencieuses délibérations, elle proposa les mesures suivantes : abolir le secret des chancelleries en matière de procédure; entourer de plus de considération les fonctionnaires civils et créer des écoles préparatoires pour les diverses branches de l'administration; élever le taux des traitements, qui

étaient tous insuffisants; séparer complétement des fonctions administratives les fonctions judiciaires, et proclamer l'inamovibilité des juges.

Lorsque ces propositions furent soumises à l'empereur, il les trouva sages, mais calculées de manière à réformer l'avenir plutôt que le présent; or, il voulait un remède immédiat; il les approuva toutefois en principe; mais il ne pensait pas que le moment fût venu de leur donner force de loi. Il invita seulement la Commission à continuer ses recherches, à sonder plus profondément les parties vicieuses de l'administration, à chercher les voies et moyens pour arriver graduellement à des améliorations radicales, et tout à coup, au mois de mai 1827, lorsque la Commission se préparait à faire connaître le résultat de ses travaux et à proposer tout un ensemble de réformes, l'empereur la révoqua, en disant à son président Engel :

— J'ai à cœur d'établir un ordre stable dans l'empire, mais je ne veux pas laisser supposer que tout y soit à refaire, et que tout y reste dans le provisoire.

XLVIII

Le duc de Wellington était arrivé, depuis le 2 mars 1826, à Saint-Pétersbourg.

Son voyage à travers l'Allemagne avait été une suite de réceptions triomphales, et le peuple s'était associé aux rois et aux gouvernements pour rendre hommage au plus illustre général de la coalition européenne de 1814 et de 1815. Le roi de Prusse l'avait traité comme un ami; l'empereur de Russie ne lui fit pas un accueil moins cordial et ne l'entoura pas de moins d'honneurs.

Des officiers généraux russes, envoyés à sa rencontre, l'avaient reçu à la frontière et lui servirent d'escorte jusqu'à la capitale, où un magnifique hôtel était préparé pour lui, auprès du palais de l'Ermitage.

Le jour de son entrée à Saint-Pétersbourg, où toutes les troupes de la garnison furent déployées

en haie sur son passage, il portait, au lieu de l'habit rouge des officiers anglais de sa suite, le grand uniforme de feld-maréchal russe avec le cordon de Saint-André, et, tant qu'il fut en Russie, il n'eut pas d'autre costume de cérémonie, par reconnaissance pour la mémoire d'Alexandre Ier, qui lui avait fait présent de cet uniforme, tiré de sa propre garde-robe, en le nommant feld-maréchal.

On comprend qu'un uniforme, taillé pour un des plus beaux hommes du monde, faisait ressortir avec plus de désavantage la maigreur, l'apparence grêle et la tournure disgracieuse de Wellington, mais on oublia ce qu'il y avait de burlesque et d'étrange dans cette espèce de mascarade, pour ne songer qu'au sentiment délicat et touchant qui engageait le général anglais à s'affubler d'un pareil costume : la vue d'un uniforme que l'empereur défunt avait porté lui-même, produisit partout une profonde impression de respect et de tristesse.

Le duc de Wellington se vit comblé d'égards et de politesses par la famille impériale : on lui fit, à la cour, la réception la plus brillante ; on le fêta partout, autant que le permettait le deuil général.

L'empereur lui avait dit à son arrivée : « Il y a

neuf ans, mylord, que vous me faisiez les honneurs de votre pays et que j'étais véritablement votre hôte. Vous êtes mon hôte maintenant, et c'est à moi de vous faire les honneurs de la Russie. »

L'empereur, en effet, se montrait sans cesse en public avec lord Wellington, comme pour le présenter lui-même à ses sujets, et le public, réglant sa conduite sur l'exemple de son souverain, se pressait sur les pas de l'illustre étranger, pour lui témoigner la même sympathie et la même admiration.

Wellington, cependant, ne payait pas de mine et n'offrait rien, dans son extérieur, qui justifiât la grande idée qu'on avait de ses talents militaires et politiques. A côté de l'empereur surtout, si remarquable par sa haute stature, par sa belle tête et par son air imposant, il paraissait, pour ainsi dire, étriqué, chétif et mesquin, malgré son air terrible, malgré la morgue dont il ne se départait jamais.

Il était, d'ailleurs, habituellement vêtu d'une redingote noire, avec un petit chapeau rond en castor. Il ressemblait ainsi à un négociant de la cité de Londres plutôt qu'à un général en chef des armées britanniques, quand il se promenait à pied, dans les rues de Saint-Pétersbourg, sans aucun

cortége, mais toujours suivi à distance par un élégant droschki conduit par le second cocher de l'empereur. Le peuple, qui le reconnaissait à sa longue figure amaigrie et à son grand nez aquilin, accourait autour de lui, et lui faisait cortége en silence, la tête découverte.

Nicolas avait toujours eu beaucoup de confiance dans le génie politique du duc de Wellington : celui-ci profita de cette influence qu'il savait exercer à volonté, pour préparer l'esprit de son hôte auguste à envisager de même que lui les questions de politique générale, qu'il était appelé à traiter catégoriquement avec le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères.

Néanmoins, pendant plusieurs jours, l'empereur évita de se prononcer sur les affaires de la Turquie et de la Grèce, au sujet desquelles lord Wellington cherchait sans cesse à le pressentir et à le diriger.

L'empereur lui dit seulement, à la fin d'un de ces entretiens, où il avait refusé d'admettre que son différend avec la Turquie pût être une question européenne :

— Vous savez, mylord, que je suis résolu à marcher sur les traces de mon bien-aimé frère, de glorieuse mémoire. Or, l'empereur Alexandre,

avant sa mort, avait pris la détermination formelle de faire reconnaître par les armes les droits qu'il avait inutilement réclamés par la voie diplomatique. La Russie n'est pas encore en guerre avec la Porte, mais les relations amicales ont cessé entre les deux pays, et, je vous le répète, ce n'est pas moi qui ferai un pas en arrière, lorsqu'il s'agira de l'honneur de ma couronne.

Wellington connaissait le caractère ferme et inébranlable de l'empereur; il jugea donc qu'il obtiendrait à peine un délai pour l'évacuation définitive des principautés danubiennes que la Turquie persistait à occuper militairement. Quant à la question grecque, l'empereur parut tout disposé à la résoudre, de concert avec ses alliés, et à suivre même à cet égard les inspirations généreuses de l'Angleterre, qui semblait vouloir arrêter en Grèce l'effusion du sang chrétien et couvrir de sa protection le berceau de l'indépendance hellénique.

Dans ses conversations intimes avec Wellington, l'empereur lui demanda son avis sur une foule de questions relatives à l'administration intérieure de l'empire; il se plut à le consulter au sujet des mesures à prendre dans un grand nombre de cas, et, comme il le dit plus d'une fois, en remerciant l'illustre général de ses bons conseils, il ne perdit pas

une si heureuse occasion de s'instruire dans la science du gouvernement et dans l'art de connaître les hommes.

Wellington, de son côté, ne trouvait pas moins d'intérêt à ces causeries familières, dans lesquelles l'empereur exposait avec une entière franchise ses idées, ses sentiments, ses vues et ses projets. Il ne manqua pas de se faire raconter dans les plus minutieux détails toutes les circonstances de l'avénement et surtout cette mémorable journée du 26 décembre, qui avait soulevé tant d'opinions contradictoires dans la presse anglaise.

Wellington répéta plus d'une fois, depuis, le récit à la fois simple et sublime que l'empereur lui avait fait alors, et il appuyait toujours sur certaines particularités qui l'avaient frappé dans ce récit, où l'auguste narrateur semblait, disait-il, avoir rempli une mission divine.

Au reste, le même récit fut souvent renouvelé par l'empereur dans le cours de son règne et toujours dans les mêmes termes, empreints de la plus sincère modestie, mais d'une sorte d'exaltation mystique.

Ainsi, comme il se plaisait à le rappeler avec émotion, quand il avait été informé de la révolte des troupes, avant de rien entreprendre, avant de

savoir ce qu'il devait faire, il était descendu avec l'impératrice dans la chapelle du palais d'Hiver, et là, tous deux agenouillés sur les degrés de l'autel, ils se jurèrent l'un à l'autre de mourir en souverains, s'ils ne parvenaient pas à triompher de la révolte des troupes.

— En me relevant, après avoir fait le signe de la croix, ajoutait Nicolas avec une noble simplicité, j'étais un autre homme. Je partis pour aller dompter les rebelles par la seule puissance de ma parole et de mon regard.

— Votre Majesté, Sire, reprit lord Wellington, avait puisé sa force à la vraie source, en se recommandant à Dieu.

— Eh bien! vous l'avouerai-je, mylord, avait répliqué l'empereur, dont la belle et calme physionomie s'illuminait d'un rayon céleste, j'ignorais absolument ce que j'allais dire et faire; j'étais inspiré!

— Inspiré? reprit son interlocuteur, qui ne saisit pas d'abord le sens que l'empereur attachait à ce mot. Il n'y a que les grands hommes qui ont de pareilles inspirations.

— J'étais réellement inspiré, répliqua l'empereur, j'avais en moi l'esprit de Dieu qui conduit quelquefois les souverains. Cependant, je n'ai rien

fait d'extraordinaire : lorsque je me suis vu seul au milieu du peuple en délire, j'ai crié : Soldats, êtes-vous prêts à obéir? Tous ont obéi. Je savais que les conspirateurs avaient armé des assassins pour attenter à ma personne : je n'ai pas hésité à me présenter devant les rebelles, en les sommant de rentrer dans le devoir. Ils n'ont pas osé porter la main sur leur empereur. Ce qui m'avait rendu fort, invulnérable, ajouta-t-il, c'est que l'instant d'auparavant, je m'étais résigné à la mort, j'avais mis mon âme dans les mains de Dieu. Je suis reconnaissant du succès, mais je n'en suis pas fier, car je n'y ai, en vérité, aucun mérite personnel. Dieu seul a tout fait, puisque c'est lui qui m'inspirait.

— Votre Majesté, en acceptant et en défendant si bien l'héritage de son auguste frère Alexandre, dit le général, qui respecta la foi religieuse de l'empereur, venait de s'assurer l'admiration du monde et la sympathie de toutes les âmes élevées.

— Je ne le croyais pas, répondit l'empereur; on a beaucoup trop vanté, je vous jure, ce que je fis alors, et ce qui n'était que mon devoir rigoureux.

— L'émeute apaisée, Sire, continua Wellington, que ces révélations imprévues intéressaient au plus haut degré, Votre Majesté a dû rentrer au palais

dans une disposition d'esprit bien différente de celle où elle était avant d'en sortir ?

— Hélas ! dit l'empereur avec mélancolie, en revenant auprès de l'impératrice, je l'ai retrouvée atteinte d'un tremblement nerveux, qui n'est pas encore entièrement dissipé. En guérira-t-elle jamais ! Elle s'était imaginé qu'elle ne me reverrait plus : elle avait failli mourir d'inquiétude. Après l'avoir rassurée, je me sentis faiblir à mon tour ; j'étais redevenu homme, et je me jetai dans les bras de mon aide de camp Adlerberg, en versant des larmes et en lui disant à demi-voix : « Quel commencement de règne ! »

— Sire ! s'écria Wellington ému du souvenir de cette scène pathétique, un règne qui commence par l'abnégation, le courage et le dévouement du souverain, ne peut être qu'un grand règne. Oui, Votre Majesté a été bien inspirée ce jour-là, et elle le sera de même toutes les fois qu'elle aura un beau rôle à remplir vis-à-vis de ses peuples et de l'Europe.

Une conversation tout à fait semblable eut lieu, presque à la même époque, entre l'empereur et le prince Lubeçky, adjoint au ministère des finances du royaume de Pologne.

Le prince Lubeçky était venu à Saint-Pétersbourg, avec la députation polonaise, pour compli-

menter le nouvel empereur et lui remettre en main propre plusieurs lettres du césarévitch et des principaux membres du gouvernement de Varsovie.

L'empereur Nicolas avait, de longue date, une amitié particulière pour le prince Lubeçky, et ce prince fut aussi flatté que surpris de voir que cette amitié n'avait pas encore subi la plus légère métamorphose depuis leur dernière rencontre.

L'empereur était aussi cordial, aussi franc, aussi familier que le grand-duc l'avait été toujours avec lui. Le prince Lubeçky se crut autorisé à conserver également la même franchise et la même cordialité à l'égard de l'empereur, qui semblait l'y encourager.

Ce fut alors que les événements du 26 décembre servirent de texte à un entretien tout confidentiel, où l'empereur répondit avec abandon aux questions les plus délicates que le prince se permit de lui adresser, peut-être un peu légèrement.

— Je ne doute pas, en effet, lui dit Lubeçky, que Votre Majesté n'ait été inspirée dans ce moment solennel où il s'agissait de sauver l'empire contre des factieux et des conspirateurs; mais, à coup sûr, elle ne l'était pas, quand elle a ordonné d'abord de prêter serment au césarévitch...

— Lubeçky ! interrompit l'empereur avec amertume, en lançant à cet indiscret un regard de reproche : as-tu bien le courage de me dire cela en face ?

— Pardon, Sire ! Il me semblait que Votre Majesté m'invitait à lui parler sans détour et à lui dire ce que je pense. C'est ainsi que j'en usais avec Son Altesse impériale le grand-duc Nicolas.

— Tu peux toujours en user de même avec l'empereur, qui tient à garder tous les amis du grand-duc.

— Ah ! Sire, le pouvoir souverain gâte les meilleures natures ! repartit le prince Lubeçky, refusant, malgré les pressantes sollicitations de l'empereur, de revenir sur un sujet qu'il avait imprudemment effleuré. Certes, Votre Majesté daigne me permettre gracieusement de tout dire et de parler sans réticence devant elle ; j'ai même abusé de la permission, et l'empereur veut bien me pardonner mon intempérance de langue. Mais attendons une dizaine d'années, et probablement moins, tout sera bien changé. Dans dix ans, Sire, et qui sait ? peut-être demain, une fois habituée à la puissance, à la flatterie, à cette espèce de fascination qui enveloppe les grands de la terre, Votre Majesté ne voudra plus entendre la vérité, et alors elle me

ferait pendre sans rémission, pour les paroles loyales, mais hardies, qu'elle écoute maintenant avec indulgence.

— Non, Lubeçky! répondit l'empereur, visiblement ému de la leçon indirecte qu'un fidèle serviteur n'avait pas craint de lui donner. Jamais, Dieu merci! je ne me lasserai d'entendre la vérité. Mon ami! ajouta-t-il avec une sorte d'attestation solennelle, en lui prenant la main : si, un jour ou l'autre, je venais à changer, à me démentir, à subir, comme les autres souverains, l'influence funeste de la puissance et de la flatterie, si je cessais tout à coup d'être ce que j'ai été, ce que je suis encore, ami sincère de la vérité, je te permets, je te prie, je t'ordonne de me dire tout net : « Nicolas, tu mens! »

Le prince Lubeçky pouvait croire que son auguste ami avait complétement oublié cette conversation intime, lorsque deux ans après, arrivant de Varsovie à Saint-Pétersbourg, il se retrouva en présence de l'empereur. Nicolas l'avait reçu, non dans son cabinet, mais dans le salon d'attente qui précédait cette pièce où étaient toujours admis les ministres et les hauts fonctionnaires.

L'empereur lui adressa sèchement quelques questions insignifiantes, sans le regarder, sans le

faire asseoir, allant et venant d'un air distrait, s'approchant de la fenêtre et paraissant impatient de congédier un importun. Lubeçky éprouva une amère douleur, en voyant que l'ami d'autrefois était devenu un indifférent, et en accusant de cette triste métamorphose l'habitude de la flatterie et du pouvoir absolu; il dissimula pourtant ses impressions et répondit aux questions de l'empereur avec le plus profond respect, sans se départir des règles rigoureuses de l'étiquette et du cérémonial.

Tout à coup Nicolas, changeant de visage et de contenance, se mit à rire aux éclats et tendit la main à Lubeçky :

— Eh bien! que t'en semble? lui dit-il gaiement. N'ai-je pas bien joué le rôle d'un homme gâté par la puissance et par la flatterie? Non, mon cher, je ne suis pas changé et je ne changerai pas. Néanmoins, si un jour j'avais le malheur de changer à mon insu, je te prie avec instances de ne pas m'épargner et de me faire rentrer en moi-même, par ces seuls mots : « Tu mens, Nicolas! »

XLIX

Le deuil le plus sévère régnait toujours au palais d'Hiver. Ce deuil-là était encore plus dans les cœurs que dans le costume d'étiquette.

Les deux impératrices passaient des journées entières à pleurer ensemble, car l'impératrice-mère ne pouvait s'accoutumer à la perte qu'elle avait faite, et l'impératrice Alexandra pleurait avec elle, en s'efforçant de la consoler.

Une touchante lettre de Marie Féodorovna, écrite en français et adressée au comte Kotchoubeï, qui était encore en pays étranger, à la date du 28 février 1826, nous initie à cette profonde douleur de l'auguste veuve de Paul Ier.

« J'ai tardé, Monsieur le comte, à répondre à vos deux lettres du 11 (23, nouv. st.) décembre et du 3 (15, nouv. st.) janvier, parce que j'ai voulu vous écrire de ma main, et j'étais si accablée, qu'à

peine si j'ai pu suffire aux correspondances de ma famille. Je me sens bien, bien malheureuse, et les trois mois de temps, passés depuis la date de notre affreuse perte, en font trois siècles de tourments et d'angoisses.

« La mort de mon fils, de cet ange, est venue nous surprendre, nous frapper, comme un coup de foudre ; nous nous livrions à l'espoir, quoique, je l'avoue, mon cœur maternel éprouvât des angoisses mortelles, et malheureusement le 19 novembre (1er décembre, nouv. st.) les a légitimées.

« C'est le 27 novembre (9 décembre, nouv. st.) que j'ai appris la perte du fils chéri, qui faisait le bonheur, la gloire de ma vie, tout le charme et la douceur de mon existence. La plume ne rend pas ce que j'ai souffert. Je croyais ne pouvoir pas être plus malheureuse, lorsque la journée du 14 (26, nouv. st.) décembre m'a fait connaître un nouveau genre de souffrance affreuse : j'ai vu mes deux fils en danger de mort, et la tranquillité de l'État exposée à des chances bien funestes. La miséricorde divine a détourné ces malheurs; et la conduite noble de mon fils Nicolas, sa magnanimité, sa fermeté et son admirable abnégation, ainsi que le beau courage de Michel, ont sauvé l'État et la Famille. Cette journée a été si cruelle, que lorsque tout fut apaisé le soir

et que je me suis vue seule chez moi, je bénissais Dieu de me retrouver avec ma douleur constante !

« Mais quelle horrible histoire ! Je remercie le Ciel de ce que notre cher empereur Alexandre l'a ignorée dans ses détails, quoiqu'il fût informé de la trame. Bénissons encore le Ciel, de ce que les auteurs ne sont pour la plupart que des jeunes gens très-peu marquants et qui, à l'exception des chefs, se sont laissé entraîner par l'orgueil et l'amour-propre, sans prévoir peut-être l'abîme qu'ils creusaient sous leurs pas ; les chefs eux-mêmes n'ont pas eu de titres, par leurs services passés, à une réputation très-distinguée ; il en est qui ont bien servi la patrie, mais, grâce à Dieu, chez nous, en Russie, la bravoure est une vertu héréditaire dans notre armée ; toutefois, il est malheureux qu'ils aient flétri par le crime leur honneur militaire, et que leur inconduite fasse la désolation de leurs parents, de leurs épouses...

« Le convoi de notre ange arrive le 20 février (4 mars, nouv. st.) à Tzarskoé-Sélo ; jugez quel jour de douleur et d'angoisse ce sera pour moi, comme toute cette quinzaine qui suivra ! L'enterrement est fixé au 13 (25, nouv. st.) mars ; alors il n'y aura plus que le souvenir seul de cet ange de bonté, qui nous restera ! »

Cependant le jour des funérailles d'Alexandre Ier avait pu enfin être fixé au 18 mars.

Le convoi impérial, qui était parti de Taganrog depuis le 9 janvier et qui avait traversé lentement, avec une imposante solennité, toute la Russie, approchait de sa dernière étape.

Les immenses préparatifs qu'on avait faits à Saint-Pétersbourg pour la réception du corps de l'empereur défunt, touchaient à leur terme. La commission de deuil, présidée par le prince Kourakine, avait tout prévu, tout ordonné, avec l'approbation de l'empereur Nicolas, qui voulut arrêter lui-même avec un soin minutieux les moindres dispositions de la pompe funèbre.

Une multitude d'ouvriers s'était emparée, pour ainsi dire, de la capitale, où le parcours du cortége se trouva bientôt indiqué par les travaux exécutés à la fois aux frais du gouvernement et aux frais des particuliers : toutes les maisons furent tendues de noir; les fenêtres et les balcons encadrés de draperies blanches; on dressa partout des estrades et des tribunes peintes en noir ou couvertes de tentures noires. Les rues, débarrassées des glaces et des neiges, avaient été nettoyées et sablées; des poteaux noirs, dressés de distance en distance, marquaient la place des divisions du cortége.

Déjà une étrange et lugubre cavalcade faisait courir le peuple sur tous les points où elle se montrait, au bruit des trompettes : c'étaient les hérauts d'armes, en grand appareil de deuil, escortant des secrétaires du Sénat qui lisaient à haute voix le décret relatif aux funérailles.

On attendait, avec une inquiétude qui devint bientôt générale, le jour où elles devaient avoir lieu.

Des bruits sinistres circulaient de nouveau à Saint-Pétersbourg, et les fables les plus absurdes y trouvaient créance. On parlait de tentatives criminelles contre la vie de l'empereur Nicolas; on disait qu'un complot existait, qui livrerait la ville à l'incendie et au pillage, dès que le corps d'Alexandre arriverait à la cathédrale de Notre-Dame de Kasan; on allait jusqu'à supposer que les alentours de cette église étaient minés et que les conspirateurs se proposaient de faire sauter tout le quartier, au moment où l'empereur, la famille impériale et la cour seraient rassemblés près du cercueil.

La police, quoique rassurée par les rapports de ses nombreux agents, dut pourtant donner satisfaction à la rumeur publique, en faisant des recherches et des visites domiciliaires autour de Notre-

Dame de Kasan. On fouilla les souterrains de l'église et les caves voisines, où l'on ne trouva ni barils de poudre ni matières incendiaires; mais, comme les fausses nouvelles continuaient à se répandre au sujet de cette espèce de conspiration des poudres, on enleva tous les tonneaux de vin qui garnissaient ces caves et ces souterrains, on en fit sceller les portes et les soupiraux, on ferma des deux côtés, avec une cloison de planches, la voûte du pont de Kasan et l'on y plaça des factionnaires.

En même temps, on faisait sortir de la ville tous les individus suspects, non-seulement les gens sans aveu, tels que mendiants, vagabonds, etc., mais encore beaucoup d'ouvriers sans ouvrage et de domestiques sans place, des étrangers, des Polonais, qui n'avaient que des permis de séjour temporaire.

On aurait dû se tranquilliser tout à fait, en sachant que la garde de Saint-Pétersbourg était confiée à 40,000 hommes de troupes, appartenant à des corps d'élite, et commandés par des chefs dévoués à l'empereur et à son gouvernement.

On prétendait que l'empereur aurait dit qu'il n'était pas sûr de sa vie un seul instant, et tous les jours on le rencontrait se promenant dans les

rues, même les plus désertes, et dans les quartiers du peuple, sans aucune escorte, à pied ou à cheval, ou dans son droschky, qu'il conduisait lui-même.

L'empereur ne voulait pas laisser à Saint-Pétersbourg, dans les corps de la garde, beaucoup de sous-officiers et de soldats, dont la fidélité lui était suspecte, puisqu'elle avait été plus ou moins ébranlée par les suggestions des conspirateurs.

Il avait pardonné cependant aux régiments de Moscou et des grenadiers du corps, qui fournirent tant d'adhérents à l'insurrection du 26 décembre; mais ces deux régiments n'avaient pas repris leur service et restaient consignés dans leurs casernes. On croyait toujours qu'ils seraient licenciés, d'autant plus qu'on avait déjà fait partir pour les garnisons de la Sibérie trois cents hommes appartenant à l'un ou l'autre régiment, arrêtés sur la place du Sénat après l'émeute dont ils avaient été les principaux soutiens, et retenus depuis deux mois dans les cachots de la forteresse.

On assurait même que ces soldats avaient subi la peine du fouet, et que plusieurs d'entre eux, plus maltraités que les autres, étaient encore à l'hôpital, pour se guérir des suites de leur punition. Ces bruits, de triste augure, circulaient parmi

les deux régiments compromis et y entretenaient une anxiété continuelle.

Tout à coup le grand-duc Michel leur fit annoncer que l'empereur désirait les passer en revue. Ce fut dans les deux régiments une joie générale.

La revue eut lieu, et l'empereur, quoique gardant son air froid et sévère, parut satisfait de la belle tenue de ces troupes, qui l'accueillirent avec des transports de joie et de reconnaissance.

Nicolas, en se retirant, remit au grand-duc Michel une liste qui contenait les noms de tous ceux qui avaient pris part à la révolte du 26 décembre et qui étaient encore dans les rangs du régiment de Moscou et du régiment des grenadiers du corps.

— Soldats ! leur dit le grand-duc, qui, en quittant l'empereur, était revenu se placer au centre des troupes : l'empereur est content de vous, l'empereur vous pardonnera. Mais ce n'est point assez pour des soldats russes : il faut une expiation glorieuse; il faut offrir votre sang à notre sainte Russie.

Une immense acclamation répondit à cet appel militaire.

— C'est bien ! vous m'avez compris ! poursuivit

le grand-duc. Que tous ceux qui reconnaissent avoir manqué à leur devoir, dans la journée du 14 (26, nouv. st.) décembre, en se mêlant aux rebelles, sortent des rangs!

A l'instant même, quinze cents hommes, tant sous-officiers que soldats, sortirent des rangs, d'un mouvement spontané, sans connaître le sort qui leur était réservé.

— Je ne croyais pas qu'il y eût tant de coupables! dit le grand-duc, mais n'importe! Il n'y a plus devant moi que de braves soldats, impatients de se distinguer dans la guerre du Caucase. Vous savez, mes amis, que cette guerre contre les montagnards insurgés offre de belles occasions d'avoir de l'avancement et d'être cité à l'ordre du jour. En ce moment, on se bat chez les Tchetchènes avec plus d'ardeur que jamais. Eh bien! l'empereur vous envoie sous les ordres de l'intrépide général Yermoloff, commandant le corps d'armée détaché du Caucase. Vous y resterez deux ans, mes amis, et, pendant votre absence, l'empereur se charge de prendre soin de vos femmes et de vos enfants. A votre retour, vous aurez acquis des droits à son auguste bienveillance, et je vous promets, en son nom, des croix et des pensions, si vous avez bien rempli votre tâche et mérité votre pardon. Rentrez

dans vos quartiers et préparez-vous à partir à la fin de la semaine.

Tout le régiment exprima son adhésion par de nouveaux cris.

Ces régiments venaient de subir ainsi, sans efforts et sans violence, une épuration complète, qui allait débarrasser, des hommes les plus dangereux et les plus compromis, l'armée et la capitale.

On forma immédiatement une colonne expéditionnaire que le général Chipoff devait conduire au Caucase, et dont le départ s'effectua, le 11 mars, avec un noble enthousiasme, à la suite d'une cérémonie religieuse qui fit éclater, une fois de plus, l'abnégation et le dévouement du soldat russe.

— Notre père est bien bon ! disaient entre eux, avec des larmes et des signes de croix, ces braves qui partaient pour le Caucase. Il pouvait nous faire mourir infâmes, et il nous envoie nous faire tuer honorablement pour le service de notre chère patrie !

La guerre du Caucase, où le général Chipoff était chargé d'amener des renforts au général Yermoloff, commandant en chef des provinces caucasiennes, semblait devoir s'éterniser, sans prendre néanmoins un large développement et sans changer de théâtre.

Depuis des années, les Tchetchènes essayaient, non pas de chasser de leurs provinces les troupes russes, qui avaient des postes fortifiés et des lignes de défense imprenables, mais de prouver, par des prises d'armes permanentes, qu'ils n'acceptaient pas la domination des étrangers qui avaient envahi leur sol.

Ce pays n'était réellement pas occupé par l'un ou par l'autre des partis belligérants : les Russes ne sortaient de leurs forteresses que pour abattre les bois impénétrables qui faisaient aux insurgés un retranchement naturel et pour brûler des villages qui se trouvaient mis à découvert par la destruction de ces bois, et incapables, dès lors, de résister à une attaque régulière.

Les Tchetchènes, réfugiés dans leurs rochers et leurs forêts comme dans des retraites inaccessibles, soutenaient vaillamment l'attaque des Russes, dans laquelle ils avaient toujours le désavantage; puis, abandonnant pied à pied le terrain qu'ils ne pouvaient plus défendre, ils se retiraient dans la montagne avec leurs bestiaux et tout ce qu'ils possédaient. Ils revenaient ensuite faire des courses perpétuelles sur les terres qu'ils avaient livrées à l'ennemi, mais dont ils revendiquaient sans cesse la possession, en y

ramenant la dévastation, l'incendie et le pillage.

La campagne s'était ouverte, cette année-là, en plein hiver, parce que les insurgés, instruits de la mort de l'empereur Alexandre, avaient pensé que le moment leur était favorable pour regagner le terrain qu'ils avaient perdu dans la campagne précédente, et peut-être pour rejeter les Russes au delà de leur ligne d'occupation.

Mais le général Yermoloff n'attendit pas que les montagnards se fussent réunis pour l'attaquer. Il sortit, le 7 février 1826, de la forteresse Groznaïa, avec six bataillons d'infanterie, six cents Cosaques réguliers et quinze pièces d'artillerie. Il établit son camp sur les bords de la rivière Argoune, et la cavalerie cosaque chercha un gué pour la traverser. Elle fut inquiétée par la fusillade, car les insurgés avaient reçu du renfort et semblaient décidés à s'opposer au passage du fleuve. Le lieutenant-colonel Kovaleff reçut l'ordre de détruire le village de Tchakhkeri, où l'ennemi avait rassemblé ses approvisionnements. Le village fut pris et brûlé, mais les montagnards tentèrent, à trois reprises, d'y rentrer et de s'y maintenir : ils y laissèrent deux ou trois cents morts.

Le froid était devenu si vif, que le général Yer-

moloff se vit obligé de retourner dans ses cantonnements, les insurgés ayant, les premiers, abandonné le terrain. Les Russes n'avaient perdu que quelques hommes, mais ils avaient eu cinquante à soixante blessés.

Peu de jours après sa rentrée à Groznaïa, le général fit une nouvelle sortie pour s'emparer de cinq ou six villages, entre autres Aldon, Schali et Scheltchikhi, dont les habitants avaient repris les armes et ravageaient le pays jusque sous les murs de Groznaïa. Ils s'enfuirent dans les bois, à l'approche du général russe, mais ils continuèrent cependant à harceler la marche de la colonne expéditionnaire. Leurs villages, quoique fortifiés, furent occupés l'un après l'autre et détruits avec tous les approvisionnements de grains qu'ils contenaient. Le colonel Sorotchane avait été chargé de pénétrer dans la forêt de Ghoïtinsk et d'y ouvrir un chemin militaire pour empêcher les Tchetchènes de s'y fortifier. Mais l'intensité du froid força Yermoloff, qui ne trouvait plus d'ennemis à combattre, de ramener ses troupes à Groznaïa et d'y attendre le printemps pour se remettre en campagne.

— Il serait aisé d'en finir dans une seule campagne, si tel était le désir de Votre Majesté, répondit

le baron Diebitsch à l'*empereur*, qui s'étonnait des lenteurs de cette interminable et pénible guerre; mais il vaut mieux que la guerre dure au Caucase : c'est la meilleure école pour les généraux comme pour les soldats russes.

L

Le corps d'Alexandre Ier, après avoir été soumis à l'autopsie et embaumé, était resté pendant vingt-deux jours exposé, sur un lit de parade, dans la grande salle de la maison où l'empereur avait rendu le dernier soupir, à Taganrog.

L'impératrice Élisabeth, si gravement atteinte qu'elle fût dans sa santé, trouvait des forces physiques et du courage moral, pour revenir sans cesse, jour et nuit, pleurer et prier auprès de l'auguste défunt. Son médecin, Stoffregen, qui avait ordinairement tant d'empire sur elle ; le prince Wolkonsky, auquel Alexandre l'avait recommandée en mourant ; la comtesse de Strogonoff elle-même, sa meilleure amie ; toutes les personnes de sa maison essayèrent inutilement de l'éloigner de la chapelle ardente.

— Qu'on ne m'ôte pas, disait-elle avec une fer-

meté calme et douce, la consolation de remplir mon devoir d'épouse envers mon époux bien-aimé ! Je me sens forte, d'ailleurs, parce qu'il est là et que je le possède encore ; mais, quand il faudra m'en séparer, ô mon Dieu ! me permettras-tu d'aller rejoindre son âme au ciel ? »

Cette douloureuse séparation, qu'elle redoutait d'avance, eut lieu le 23 décembre, lorsque le corps fut transféré de la demeure impériale dans l'église du couvent grec de Saint-Alexandre, situé à l'une des extrémités de Taganrog.

L'impératrice Élisabeth eut à peine la force de rendre les derniers devoirs aux restes mortels de son cher mari : en lui donnant le baiser d'adieu, elle tomba privée de sentiment et ne revint à elle que pour apprendre que le défunt l'avait quittée pour toujours. L'énergie factice qui la soutenait depuis la perte irréparable qu'elle avait faite l'abandonna entièrement, et l'on crut pendant plusieurs jours qu'elle ne survivrait pas à une secousse qui avait achevé de briser sa frêle existence.

La translation du corps d'Alexandre au couvent grec, où il devait être publiquement exposé durant dix-huit jours, s'était faite avec une grande pompe militaire et religieuse, conduite par l'évêque de Kherson, Théophile, à la tête de son clergé, et

par le hetman des Cosaques du Don, Ilovaïsky, à la tête de son régiment : les Cosaques de la garde impériale et les troupes de la garnison de Taganrog formaient la haie. Le char funèbre, attelé de huit chevaux houssés de noir, avait reçu le cercueil couvert en drap d'argent et placé sous un dais de drap d'or ; plusieurs généraux tenaient les cordons du dais ou portaient sur des coussins les insignes des ordres russes qui avaient brillé sur la poitrine de l'illustre défunt.

Dans la petite église de Saint-Alexandre, toute tendue de noir, s'élevait, sur une estrade de douze marches, tapissées de drap noir, un catafalque de trois marches en drap rouge, avec un socle de velours pourpre ; on y déposa le cercueil, entouré d'une multitude de cierges, sous un immense baldaquin à rideaux en drap d'or et en velours cramoisi, au-dessus duquel étaient la couronne, le sceptre et le globe impériaux.

Chaque jour, l'évêque célébra pontificalement l'office divin et le service funèbre, et la lecture des Évangiles continua sans interruption, jour et nuit, jusqu'au 9 janvier. Une affluence considérable d'hommes, de femmes et d'enfants, ne cessa de venir, de tous les environs, et même de fort loin, rendre un pieux et touchant hommage au

souverain, dont leurs larmes et leurs sanglots faisaient la plus éloquente oraison funèbre.

Le jour où le convoi dut partir de Taganrog, l'impératrice, dont la vie semblait prête à s'exhaler, retrouva tout à coup assez de forces pour se rendre à l'église de Saint-Alexandre et pour assister aux cérémonies religieuses qui précédèrent la levée du corps, à huit heures et demie du matin; elle sembla s'être fortifiée en baisant le cercueil qu'elle eût voulu pouvoir suivre jusqu'à Saint-Pétersbourg, et elle rentra dans ses appartements avec la volonté de vivre encore.

Le prince Wolkonsky se trouvant retenu près d'elle par la promesse qu'il avait faite à l'auguste défunt, elle avait désigné elle-même le général comte Vassily Orloff-Denissoff pour conduire le convoi impérial. Dix aides de camp de l'empereur régnant devaient faire le service auprès du corps, sous les ordres de ce général, à qui l'impératrice avait confié le précieux dépôt qu'elle accompagnait de ses regrets et de ses prières à travers les provinces de la Russie centrale.

La marche du cortége fut ouverte par les députés de Taganrog et des villes voisines, suivis des autorités locales, des fonctionnaires, etc. Six généraux portaient les ordres de Russie sur des

coussins de velours, devant le char funèbre entouré de huit aides de camp de la suite de l'empereur. Derrière le char, le comte Orloff-Denissoff conduisait le deuil avec les aides de camp généraux, tous vêtus de longs manteaux noirs. Deux escadrons de Cosaques de la garde fermaient la marche, les lances baissées, aux sons d'une musique plaintive.

Jamais cérémonie ne fut plus simple et plus majestueuse à la fois.

La population entière de Taganrog suivait le cortége en versant des larmes; des deux côtés de la route où passait le convoi, on voyait accourir une foule d'hommes et de femmes, qui s'agenouillaient dans la neige et poussaient des gémissements. Chaque fois que le cortége s'arrêtait un moment, les habitants demandaient comme une faveur insigne la permission de traîner le char funèbre pendant quelques minutes ; quand on descendait le corps à la porte d'une église, cinq ou six cents personnes de toutes les classes se précipitaient à l'envi pour baiser le cercueil ou pour le toucher seulement.

Il faisait un froid des plus intenses, et ce froid s'éleva, les jours suivants, à dix-huit et vingt degrés. Plusieurs fois le convoi fut assailli par des

tourbillons de neige et par des vents terribles qui l'empêchaient d'avancer, mais aucun des spectateurs ne semblait s'apercevoir des rigueurs de la saison, et l'on ne compta pas ceux qui eurent des membres gelés, en restant à genoux, en prières, au passage du convoi.

L'ordre de la marche était le même tous les jours.

Le convoi partait invariablement vers huit heures du matin, à moins que le mauvais temps ne vînt retarder l'heure du départ ; on avançait lentement, non à cause des difficultés de la route, qui était aplanie et sablée, mais à cause des nombreuses stations qu'on était obligé de faire pour donner satisfaction aux vœux impatients des habitants de chaque localité. On parcourait ainsi trente à quarante verstes par jour.

Le corps était reçu, à son entrée sur le territoire d'un gouvernement, par l'évêque ou l'archevêque à la tête de son clergé, par le gouverneur général ou gouverneur civil, et par le maréchal de la noblesse, accompagné d'une députation des familles nobles; les maréchaux de district, entourés également de députations, attendaient le convoi sur les limites respectives de leurs juridictions. La population tout entière, en habits de deuil, suivait le cortége ou

stationnait sur son passage, avec des pleurs, des sanglots et des gémissements.

La nuit, le cercueil restait exposé, soit dans une église de village à peine éclairée par quelques lampes fumeuses, soit dans une cathédrale tout illuminée de cierges, mais partout entouré des prières et des respects d'une foule désolée.

C'étaient les magistrats municipaux, qui se chargeaient d'ordonner, aux frais des communes, les honneurs funèbres, que la plus pauvre bourgade, comme la ville la plus riche, s'empressait de rendre aux restes mortels d'Alexandre Ier. Et généralement, pour honorer la mémoire de l'auguste défunt, on accomplissait, en son nom, des actes de bienfaisance publique.

Dans le gouvernement de Toula, la noblesse fit distribuer pendant six semaines des secours aux indigents et aux malades; à Toula même, la bourgeoisie de la ville consacra une somme importante (plus de 30,000 fr.) à solder des arrérages dus par des mineurs ou par des chefs de famille pauvres.

Les ouvriers de la grande manufacture d'armes, voisine de cette ville, renoncèrent aussi au recouvrement de 150,000 roubles, que leur caisse de secours avait prêtés à des membres nécessiteux de leur corporation.

A Koursk, il y eut également, après le service funèbre, un repas, dont le gouverneur et la noblesse firent les frais et auquel prirent part mille indigents; on distribua, en outre, des dons pécuniaires parmi la classe nécessiteuse.

Ce fut surtout à Moscou que la charité publique se manifesta, en l'honneur de l'illustre défunt, avec le plus d'empressement et de générosité : on appliqua des sommes énormes aux aumônes et aux fondations pieuses; on n'oublia pas même, dans cette large distribution de subsides et de dons collectifs, les troupes qui escortaient le convoi : elles reçurent, de la corporation des négociants, un présent de 15,000 fr. « pour améliorer leur entretien. »

Le convoi, qui avait atteint, le 21 janvier, la ville de Kharkoff, et, huit jours après, celle de Koursk, parvint à Orel, le 2 février, et à Toula, le 9; il devait arriver, le 15, à Moscou, et y faire une halte de plusieurs jours à la cathédrale de Saint-Michel, au Kremlin.

La population tout entière de la vieille cité moscovite s'était portée à la rencontre du cortége, jusqu'au village de Kolomensk, où, suivant l'opinion la plus commune, naquit Pierre le Grand. A l'approche du corps d'Alexandre, tous ceux qui

venaient au-devant de lui, les autorités de la ville à leur tête, tombèrent à genoux et restèrent prosternés dans un muet recueillement.

L'entrée solennelle du convoi impérial, dans Moscou, eut lieu avec une pompe extraordinaire, au milieu d'une prodigieuse affluence de spectateurs. Le char de voyage avait été remplacé par un corbillard magnifique, qui s'arrêtait devant chaque église qu'il rencontrait en chemin, et le clergé de chacune de ces églises bénissait le cercueil, sur lequel on avait ajouté à la couronne impériale de Russie et à la couronne royale de Pologne les antiques couronnes de Sibérie, de Kasan, d'Astrakan, de Crimée et de Géorgie.

Les bruits inquiétants qu'on avait fait courir, à Moscou comme à Saint-Pétersbourg, au sujet d'un complot qui devait éclater pendant la cérémonie, ne furent justifiés par aucune tentative de désordre; il est vrai que les pompiers étaient à leur poste, que les soldats de police (*boutotchniks*) occupaient toutes les maisons sur le parcours du cortége, et que la ville renfermait 60,000 hommes de troupes avec un parc d'artillerie.

Enfin, à cinq heures du soir, le corbillard faisait sa dernière station devant la cathédrale de l'archange Michel, et le corps, transporté par les ai-

des de camp généraux et les aides de camp de l'empereur, était placé sur le catafalque, dans ce sanctuaire vénéré qui renferme les sépultures des anciens tzars.

L'archevêque de Moscou célébra pontificalement l'office des morts; puis, les portes de l'église furent ouvertes, et, durant trois jours consécutifs, la foule se renouvela silencieusement dans l'étroite enceinte où tout le monde était admis à l'honneur de baiser le cercueil impérial.

Le convoi se remit en marche le 18 février, en se dirigeant vers le chef-lieu du gouvernement de Tver; le corbillard fut traîné, à bras d'hommes, pendant trois quarts de lieue, et, quand l'ordre vint de replacer le cercueil sur le char de voyage, aux abords de la résidence impériale de Pétrowsky, on eut de la peine à le retirer des mains de ceux qui se disputaient l'honneur de traîner le char. L'archevêque prononça quelques touchantes paroles d'adieu, et le cortége continua lentement sa route.

Il n'arriva que le 23 février, à Tver; le 25, il entrait à Torjok : les bourgeois et les négociants de cette petite ville commerçante, pour rendre hommage à l'auguste défunt, abandonnèrent spontanément à leurs concitoyens pauvres une somme d'ar-

rérages assez considérables et s'engagèrent, en outre, pour l'année courante, à exonérer de toute espèce d'impôts les mineurs et les vieillards.

De Vyschnii-Volotchok, le convoi s'achemina vers Novogorod, où il fit son entrée le 7 mars : le cercueil y reposa, une nuit, dans la vieille cathédrale de Sainte-Sophie. Il ne fallait plus que deux journées pour atteindre le palais de Tzarskoé-Sélo, où l'empereur et la famille impériale étaient déjà réunis, afin d'y recevoir le corps d'Alexandre.

La veille de l'arrivée du convoi, l'empereur Nicolas voulut aller lui-même au-devant de ce funèbre cortége, et son auguste mère lui demanda la permission de l'accompagner; ils partirent ensemble, presque à la dérobée, avec deux ou trois personnes de leur maison : ils étaient tous deux d'intelligence sur le douloureux objet de ce voyage.

Ce n'est qu'au deuxième relais de poste au delà de Tzarskoé-Sélo, qu'ils trouvèrent le convoi arrêté dans le village de Tossna : aussitôt, par ordre de l'empereur, le cercueil fut déposé dans la chétive église de ce village, et la foule qui accourait de tous côtés, pour apporter le tribut de ses larmes et de ses prières à l'auguste mort, n'eut pas le droit de s'en approcher, ce jour-là.

Marie Féodorovna et son fils Nicolas étaient en-

trés dans l'église, avec leur suite et le général Orloff-Denissoff, à qui l'impératrice Élisabeth avait confié la garde du corps de son bien-aimé époux. Les portes avaient été fermées derrière eux.

L'empereur, les yeux pleins de larmes et la poitrine gonflée de sanglots, ordonna qu'on ouvrît la bière; le général Orloff-Denissoff essaya de s'y opposer respectueusement, en représentant à l'empereur que le corps n'avait pu être embaumé que très-imparfaitement et que, les traits du défunt étant tout à fait décomposés, ce serait un spectacle horrible, intolérable, pour une mère et pour un frère.

L'empereur insista pour l'ouverture du cercueil; dès qu'on eut obéi à son ordre, l'impératrice-mère, penchée sur les restes mortels de son fils, saisit la main glacée du cadavre, comme si elle eût espéré la réchauffer dans les siennes : elle éclata en lamentations déchirantes.

Nicolas, immobile à côté d'elle, pleurait en silence et contemplait avec une profonde douleur la silhouette du corps qui se dessinait sous les plis du linceul; mais la face du mort demeura voilée.

Après une longue et lugubre station vis-à-vis de cette bière ouverte, l'empereur entraîna de force son auguste mère qui ne voulait plus quitter ces

restes chéris, et il la ramena, gémissante et noyée de larmes, à Tzarskoé-Sélo.

Le lendemain, arrivait le convoi, et le prince Alexis Kourakine, maréchal suprême du deuil, venait recevoir solennellement le corps de l'empereur défunt, qui lui fut remis par le général Orloff-Denissoff. Aussitôt, le cercueil, sur lequel on avait replacé la couronne impériale, est conduit, avec un grand appareil funéraire, dans la chapelle du palais, où il doit rester quelques jours, avant d'être transféré à Saint-Pétersbourg.

Il fut visité, pendant toute la journée, par une foule qui s'augmentait sans cesse et qui ne cessa d'être admise dans la chapelle qu'à la tombée de la nuit.

Les portes se ferment; il ne reste plus autour du corps, que les fonctionnaires de service et quelques personnes de la cour, lorsque la famille impériale entre, à son tour, dans la chapelle, et s'avance d'un pas précipité vers le catafalque.

L'empereur marche en tête, seul; le grand-duc Michel soutient sa vénérable mère, qui se traîne en chancelant; l'impératrice Alexandra, prête à perdre connaissance, s'appuie sur le bras du prince d'Orange.

Il y eut un intervalle de silence solennel et terri-

ble, tandis que les membres présents de la famille impériale, agenouillés auprès du cercueil, restent absorbés dans une morne méditation; le prince d'Orange contemple cette scène émouvante, la main posée sur la bière qui renferme son meilleur ami; tout à coup, un sanglot qu'il ne peut plus étouffer se fait entendre; d'autres sanglots y répondent, et la chapelle retentit de plaintes et de gémissements.

Ce fut en ce moment que le jeune grand-duc héritier, amené par son gouverneur, qui le laissa entrer seul, vint se réunir à son auguste famille : le noble enfant, qui se trouvait pour la première fois en face de la mort, était frappé de stupeur et il baissait la tête en pleurant.

— Alexandre! lui dit l'empereur, avec un accent solennel, en étendant la main vers le cercueil : voici le bienfaiteur de ton père! Pleurons-le, regrettons-le toujours, et tâchons de l'imiter.

La grande-duchesse Hélène n'avait pas obtenu d'accompagner son mari à Tzarskoé-Sélo, et elle n'assista point aux cérémonies des funérailles; elle était dans le septième mois d'une grossesse laborieuse qui l'empêchait de sortir de ses appartements.

Le corps du défunt empereur resta jusqu'au

17 mars dans la chapelle de Tzarskoé-Sélo, et, tous les jours, le peuple fut admis, après le service divin, à venir baiser le cercueil. Tous les jours aussi, la famille impériale allait prier devant le catafalque.

Enfin, tous les préparatifs des obsèques étant terminés à Saint-Pétersbourg, le convoi dut se rendre à sa dernière étape, au château impérial de Tchesmé, où se terminait le voyage funèbre d'Alexandre Ier.

Le corps fut déposé dans la chapelle qui était trop petite pour recevoir aucune personne étrangère à la cérémonie. Le service s'y fit pourtant comme à l'ordinaire, avec plus de recueillement et de douleur, car il n'y avait là, outre le clergé, que les personnes attachées à la maison de l'auguste défunt.

Les portes de l'église avaient été fermées; tout le monde s'était retiré aux approches de la nuit : les cierges allumés veillaient seuls autour du cercueil. Minuit sonne; une procession lugubre, conduite par le clergé, s'avance à pas mystérieux, portant un cercueil vide, et s'arrête devant le catafalque. Après les prières et bénédictions d'usage, le corps, extrait de la bière, en présence des aides de camp généraux et des aides de camp qui l'a-

vaient accompagné depuis Tagangog, fut mis, des propres mains de quelques officiers de la maison impériale, dans un cercueil de parade, en bois précieux, qui fut clos et scellé irrévocablement.

Un fait caractéristique et touchant, malgré sa bizarrerie, peindra mieux que tout le reste peut-être les regrets que l'empereur Alexandre avait laissés parmi les gens de son entourage. Le cercueil de voyage, d'où le corps venait d'être tiré, fut placé dans les appartements du château pour être transporté le lendemain matin à la cathédrale de Saint-Pierre et de Saint-Paul et descendu dans les caveaux, où il devait être brisé, selon la coutume. Durant la nuit, par un pieux larcin, le satin blanc dont le cercueil était garni à l'intérieur fut enlevé, ainsi que des éclats de bois, des clous dorés et des ferrures de ce cercueil, pour passer comme des reliques dans les mains des personnes qui avaient voulu conserver un souvenir matériel de cette funèbre cérémonie.

LI

Le lendemain, 18 mars, jour des funérailles, le cercueil, placé, dès sept heures du matin, sur le magnifique char qui l'attendait, se trouva tout à coup entouré, précédé et suivi d'un nouveau cortége de deuil, qui se déployait dans l'espace d'une lieue.

C'était une immense procession, divisée en treize sections dont chacune avait en tête un maître des cérémonies à cheval, et composée de tous les officiers et de tous les serviteurs de la maison impériale, de toutes les corporations bourgeoises et marchandes, de toutes les sociétés de bienfaisance, de tous les employés des administrations civiles, de tous les pensionnaires des établissements de la couronne, de toutes les autorités constituées, de tous les grands fonctionnaires de l'empire, et chaque section se formait à la hâte, ceux qui en faisaient

partie sortant à la fois des maisons qui leur avaient été assignées comme lieu de rendez-vous sur la route.

Les gouvernements de la Russie étaient représentés dans le cortége par leurs étendards, que portaient des fonctionnaires ayant rang d'officier, en manteaux de deuil, avec chapeaux rabattus, garnis de crêpes. Les plus grands personnages de l'État avaient été choisis par l'empereur, pour porter, sur des coussins couverts d'étoffe d'or, les ordres de chevalerie et les régaux de l'illustre défunt.

Le char, qui s'élevait à la hauteur de vingt-cinq pieds, et dont les panaches blancs dominaient de loin les étendards armoriés, était traîné par huit chevaux noirs, caparaçonnés de deuil, que conduisaient à la main des officiers des écuries, couverts de longs manteaux. Les aides de camp généraux et les aides de camp du défunt empereur entouraient le cercueil, et des deux côtés allaient à la file soixante pages tenant des torches allumées.

Ce fut encore le premier cocher de l'empereur Alexandre, le fidèle Ilia, qui eut la mission de conduire le char des funérailles, comme il avait rempli le même office depuis Taganrog, sans vouloir céder à personne, si fatigante que fût la tâche qu'il s'imposait, « l'honneur de faire son service auprès

de l'empereur, disait-il avec une naïveté touchante, pendant le dernier voyage de Sa Majesté. »

Devant le char, la procession du clergé s'ouvrait par les chantres du couvent de Saint-Alexandre-Newsky et ceux de la cathédrale de Notre-Dame de Kasan; les prêtres, à la barbe touffue et aux longs cheveux flottants, portaient des cierges allumés, ou de saintes images. Derrière eux, marchait l'archiprêtre Féodotoff, qui avait assisté l'empereur Alexandre à ses derniers moments.

La route que devait suivre le cortége jusqu'à Notre-Dame de Kasan était bordée, à droite et à gauche, par une haie de la garde impériale en grande tenue, formée sur trois rangs, chaque homme ayant un crêpe au bras et au bout du fusil.

A dix heures, l'empereur Nicolas, en uniforme de général, montait à cheval, accompagné du grand-duc Michel, du prince d'Orange, du prince Guillaume de Prusse, de lord Wellington et d'autres personnages illustres, environné de tout son état-major et suivi des équipages de la cour. La voiture des deux impératrices était escortée par le comte de Modène et le prince Basile Dolgorouky, l'un écuyer de l'empereur, l'autre de l'impératrice Alexandra.

L'empereur parcourut, sans s'arrêter, et sou-

vent au golop, tout l'intervalle qui sépare Tchesmé de Saint-Pétersbourg, saluant les troupes du geste et de la voix, leur adressant les compliments d'usage et recevant leurs chaleureux remercîments.

Quand il fut arrivé à la barrière où il devait attendre le char funèbre, on lui mit sur les épaules un long manteau de deuil, et sur la tête un grand chapeau à bords rabattus; toutes les personnes de sa suite prirent également des manteaux et des chapeaux semblables, en sorte qu'on ne reconnaissait plus l'empereur au milieu de son entourage.

Les membres du Saint-Synode, le clergé de la cour, le gouverneur général de Saint-Pétersbourg et le commandant de la forteresse, avec leurs officiers, se portèrent alors à la rencontre du convoi impérial. Midi sonnait, quand une salve d'artillerie annonça que le char s'arrêtait à la barrière. Aussitôt, toutes les cloches des églises et des couvents de Saint-Pétersbourg furent mis en branle à la fois, et, de minute en minute, un coup de canon était tiré à la forteresse.

L'empereur Nicolas reçut solennellement le corps de l'auguste défunt, que lui présentaient en même temps le maréchal suprême du deuil et le général Orloff-Denissoff, mandataire de l'impératrice Élisabeth.

Il ordonna sur-le-champ que le convoi se remît en marche, et lui-même prit rang derrière le corbillard, avec le grand-duc Michel, le prince d'Orange et le prince de Prusse.

Suivaient immédiatement, comme assistants nommés par l'empereur, le duc de Wellington, le général comte Pierre Tolstoï et le lieutenant-général Emmanuel. Puis venaient le duc Alexandre de Wurtemberg et ses deux fils, le ministre de la guerre, le chef de l'état-major général, le feld-maréchal prince de Wrède, et plusieurs centaines de généraux appartenant à tous les cadres de l'armée.

La famille impériale et les dames de la cour remplissaient vingt carrosses de deuil, après lesquels le cortége se continuait à perte de vue par groupes détachés, jusqu'à la compagnie de l'empereur, du régiment de Semenowsky, laquelle fermait la marche, comme l'avait ouverte la compagnie de l'empereur, du régiment de Préobragensky, les soldats portant leurs armes baissées et les tambours exécutant des roulements sur tout le parcours du cortége.

Derrière la garde impériale, formant la haie, se pressait une foule immense, qui resta exposée, pendant six ou huit heures, à une bise glaciale, sans

pouvoir et sans vouloir bouger de sa place, et sans prendre de nourriture.

La journée était une des plus froides et des plus sombres de la saison; il neigeait depuis la veille, et cette neige, tourbillonnant dans l'air, changeait le jour en crépuscule. Mais personne n'y prenait garde, tant chacun était avide de voir tous les détails de cet interminable cortége.

Au passage du corbillard, tout le monde s'agenouillait et demeurait prosterné, pleurant, gémissant, priant.

A deux heures, le char funèbre, après s'être arrêté devant toutes les églises et tous les temples qui s'étaient offerts sur sa route, arriva enfin devant Notre-Dame de Kasan. Le métropolitain l'attendait, debout sur les degrés du péristyle, au milieu de son clergé.

C'était ce même Séraphim, qui, huit mois auparavant, avait donné sa bénédiction, dans le couvent de Saint-Alexandre-Newsky, au monarque, que la pensée de la mort poursuivait déjà au moment de son départ pour Taganrog. Ce souvenir fit ruisseler deux larmes sur les joues du vénéré prélat.

Le cercueil fut transporté dans la cathédrale, dont une partie de la nef avait été transformée en chapelle ardente : des milliers de cierges et de lam-

pes combattaient à peine l'obscurité qui régnait à l'intérieur de l'église, où toutes les fenêtres avaient été obstruées par des tentures noires que décoraient de grandes croix en étoffe d'argent, des faisceaux de drapeaux et les écussons d'armes des gouvernements et des principales villes de l'empire. Le catafalque, sur lequel on plaça le cercueil, était formé des plus riches étoffes et s'élevait jusque dans la coupole, au-dessous d'un gigantesque baldaquin, étincelant d'or et de pierreries.

On n'avait pu réserver, dans l'église, qu'un étroit espace pour les tribunes, drapées de noir, où toutes les stalles étaient occupées depuis plusieurs heures par des personnes de la plus haute distinction, par le corps diplomatique, les dames de la cour et les femmes des grands dignitaires. L'empereur, entouré de sa famille, avait pris place devant le cercueil.

Le métropolitain officiait : on commença les prières de la sainte liturgie, entrecoupées par des chants mélodieux, que la chapelle de la cour, invisible à tous les regards, exécutait au fond du sanctuaire. Puis, l'office des morts fut suivi de la lecture des Évangiles, et la cérémonie se termina par la bénédiction du métropolitain, qui congédia ensuite l'assemblée.

Le corps d'Alexandre devait rester huit jours dans la cathédrale, avant d'être transféré dans la sépulture des tzars, et, pendant ces huit jours d'exposition en chapelle ardente, un aide de camp général et deux aides de camp du défunt furent constamment de service auprès de son cercueil. Capitaines des gardes, pages et porte-enseignes se succédaient jour et nuit, ainsi que les conseillers d'État, les chambellans et les gentilshommes de la Chambre, autour de l'auguste mort.

Tous les jours on célébrait l'office divin, toutes les nuits on faisait la lecture des Évangiles, et, deux fois par jour, la famille impériale, conduite par l'empereur, venait assister aux prières des morts.

L'affluence des visiteurs ne fit que s'accroître, tant que les portes restèrent ouvertes au public. Ce n'était pas seulement la curiosité, qui poussait vers la cathédrale la population de Saint-Pétersbourg et des provinces voisines, c'était surtout le désir d'apporter un tribut de regrets et de prières à ce magnanime souverain, dont la voix du peuple avait déjà fait l'apothéose. Ces braves gens, qui stationnaient en plein air par le froid et le vent pour attendre le moment où ils pourraient pénétrer dans l'église, ne songeaient pas à y admirer les splendeurs de la décoration et du cérémonial mor-

tuaires : ils appliquaient leurs lèvres sur le cercueil de leur bon maître et y laissaient la trace de leurs larmes.

Deux jours avant la translation de l'illustre mort au lieu de sa sépulture, la cathédrale de Notre-Dame de Kasan fut fermée au peuple, et l'on n'admit plus dans l'intérieur de l'église, que les personnes de la cour, celles surtout qui avaient été de l'entourage du défunt et qui pouvaient s'honorer d'être ses anciens serviteurs et ses fidèles amis. Ainsi, le catafalque se trouva toujours environné d'une assemblée d'élite, parmi laquelle on voyait fréquemment reparaître la famille impériale, qui semblait multiplier ses visites et ses dévotions, à mesure que l'heure de la séparation suprême approchait.

La cérémonie de l'inhumation avait été fixée au 25 mars; ce jour-là, un violent ouragan, accompagné de rafales et de tourbillons de neige, sembla se déchaîner sur Saint-Pétersbourg, mais sans interrompre, sans troubler l'ordre admirable de cette imposante cérémonie.

La cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, où reposent les tzars et les impératrices depuis Pierre le Grand, était ornée d'une multitude de drapeaux conquis, qui rappelaient l'histoire militaire de la

Russie pendant plus d'un siècle. Un immense catafalque s'élevait sous la coupole, entouré de colossales figures d'anges en plâtre bronzé, et de candélabres gigantesques en argent, au milieu des tombeaux de cinq générations de la famille impériale. La nef, tendue de noir, sans autre décoration que des croix et des rosaces blanches, ne devait contenir qu'un nombre très-restreint d'invités, l'admission dans l'église n'étant accordée qu'aux personnes des premières classes du tchinn, aux grandes charges de l'État, aux charges de la cour et à ceux qui avaient eu l'honneur de porter les ordres de chevalerie et les régaux devant le corps d'Alexandre.

Dès le point du jour, la garde impériale formait la haie sur le chemin que le convoi allait parcourir, de la cathédrale de Notre-Dame de Kasan à la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul.

Sur tout ce parcours, les maisons étaient tapissées de noir; les portes, les fenêtres, les balcons et jusqu'aux toits se couvraient de spectateurs en deuil; derrière la troupe, se pressait une foule impatiente, mais respectueuse et docile.

On vit se reproduire, dans le même ordre et avec la même pompe, le cortége qui avait amené le cercueil impérial à Notre-Dame de Kasan. L'empe-

reur s'y était rendu, à cheval avec son état-major, et sa famille l'y avait rejoint, pour assister à la levée du corps.

A midi, le cortége s'était mis en marche, se dirigeant vers la forteresse, le long de la Perspective Newsky jusqu'à la rue Sadovaïa, pour gagner le quai de la Néwa en traversant le Champ de Mars. L'empereur, ainsi que les princes et toute la maison militaire, suivait à pied le char funèbre, que conduisait pour la dernière fois le fidèle et infatigable Ilia. Tout le monde s'agenouillait, en pleurant, au passage du char.

La cérémonie religieuse eut un caractère encore plus solennel à l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul qu'à Notre-Dame de Kasan, car, ici, c'était moins un deuil public et officiel, qu'une réunion de famille gémissant sur la perte d'un de ses membres les plus illustres.

L'impératrice-mère gisait, prosternée, sans mouvement, au pied du cercueil; à ses côtés, l'impératrice Alexandra, en proie à une douleur convulsive, s'agitait en tressaillements nerveux; le prince d'Orange, le prince de Prusse, versaient des torrents de larmes; le grand-duc Michel s'abandonnait à tout l'emportement de son affliction; l'empereur restait plongé dans un morne accablement. Il eut

besoin de faire appel à sa force d'âme et d'employer en quelque sorte son autorité, pour arracher les deux impératrices au cercueil qu'elles embrassaient en gémissant, quand on voulut l'enlever du catafalque et le descendre dans le caveau mortuaire. On emporta l'impératrice-mère sans connaissance.

De vieux grenadiers, qu'on avait fait entrer dans l'église pour aider à soulever le cercueil, émus de ce spectacle déchirant, ne purent s'empêcher de laisser couler des pleurs sur leurs moustaches grises.

A trois heures, le pavillon noir qui flottait sur une des tours voisines de la cathédrale s'abaissa tout à coup; à ce signal, une salve de trois cents coups de canon qui partirent de la forteresse, et un feu roulant, exécuté à trois reprises par la troupe qui stationnait sur les quais, annoncèrent que la cérémonie était terminée. Alexandre Ier reposait dans la tombe à côté de son père Paul Ier.

Au sortir de la cathédrale, l'empereur tenait par la main le grand-duc héritier, que cette lugubre cérémonie avait vivement impressionné.

— Sacha, lui dit-il en cherchant à le distraire de sa douleur expansive, je vais ordonner qu'on te mène chez l'impératrice; tu lui diras de ma part que je t'envoie pour la consoler.

— Oh ! j'en suis bien aise, repartit le noble enfant, je pleurerai avec elle notre bienfaiteur.

Le comte Christophe de Lieven, ambassadeur de Russie à Londres, était venu exprès pour rendre les derniers devoirs à l'auguste défunt, dont il avait été le compagnon d'enfance : l'empereur, le rencontrant tout en larmes, l'embrassa tristement et le chargea personnellement de remettre à l'impératrice-mère l'épée d'Alexandre Ier, qu'on reportait au palais d'Hiver avec la couronne, le globe et le sceptre impériaux.

Marie Féodorovna conserva religieusement, comme une sainte relique, cette épée glorieuse que son illustre fils avait portée dans toutes les guerres auxquelles il prit part en personne pendant son règne.

— Cette épée, disait-elle en la montrant au duc de Wellington, a été, dans les mains de feu l'empereur, le talisman de la paix de l'Europe.

LII

Le duc de Wellington et les ministres étrangers, qui avaient été envoyés à la cour de Saint-Pétersbourg en l'honneur de l'avénement de l'empereur Nicolas, devaient partir, peu de jours après les funérailles d'Alexandre Ier. L'empereur voulut les réunir encore une fois autour de lui, en les priant d'assister à une grande revue de la garde impériale, qu'il avait fixée exprès au 31 mars, jour anniversaire de l'entrée des troupes alliées à Paris en 1814.

Ce fut pour consacrer cet anniversaire, qu'il créa, selon le vœu de son auguste prédécesseur, une médaille militaire en argent, portant l'effigie de l'empereur défunt et suspendue à un ruban aux couleurs des ordres de Saint-André et de Saint-Georges, avec une inscription commémorative de sa fondation. Cette médaille était destinée à tous les officiers et soldats qui avaient fait campagne

dans l'armée russe jusqu'au 31 mars 1814 : « En me conformant ainsi à une volonté qui m'est sacrée, disait l'empereur dans un ordre du jour, en date du 19 (31, nouv. st.) mars 1826, j'accomplis définitivement l'intention que feu l'empereur avait conçue en faveur de ses braves armées, dont la valeur et la fidélité ont assuré la paix de l'Europe, couvert le nom russe d'une gloire impérissable et mérité la gratitude du père de la patrie, qui, du fond de sa tombe, les bénit encore par ma voix. »

Pendant la revue qui avait lieu sur la place de l'Amirauté, l'empereur distribua lui-même la nouvelle médaille, non-seulement à un grand nombre d'anciens militaires, mais encore au duc de Wellington, au prince de Wrède et à d'autres personnages éminents qui étaient sous les drapeaux de la coalition européenne à l'époque de la capitulation de Paris.

L'empereur voulut plus particulièrement reconnaître les services éclatants que lord Wellington avait rendus à la cause des alliés : il lui adressa donc le rescrit suivant :

« A notre feld-maréchal le duc de Wellington.

« Afin de vous offrir un témoignage de mon estime particulière pour vos hautes qualités et pour

les services considérables que vous avez rendus à toute l'Europe, il me sera très-agréable qu'un régiment de mon armée porte votre nom. En conséquence, ce jour même 19 (31, nouv. st.) mars, qui fut signalé, il y a douze ans, par la prise de Paris et la fin d'une lutte à jamais mémorable, où la bonne cause vous doit de si brillants succès, j'ai ordonné que le régiment d'infanterie de Smolensk, formé par Pierre le Grand, et l'un des plus distingués de mon armée, qui déjà s'est trouvé sous vos ordres en France, fût dorénavant nommé régiment du duc de Wellington, désirant vous donner par là une preuve de ma constante et sincère bienveillance. »

Cette bienveillance, que l'empereur ne cessa jamais de témoigner au duc de Wellington, fut encore mieux constatée par le succès de la mission diplomatique confiée à l'illustre général.

L'empereur persistait toujours à repousser toute intervention officieuse, de la part de ses alliés, dans ce qui lui semblait être une question exclusivement russe : il déclara qu'il était décidé à régler, dans un bref délai, fût-ce par la voie des armes, son différend avec la Porte Ottomane; mais il s'engagea, vis-à-vis du duc de Wellington, à ne rien

exiger au delà des traités que la Turquie avait ratifiés, et, dans le cas même où il se verrait forcé de recourir aux moyens extrêmes, à ne pas aller jusqu'à menacer l'existence d'un empire qui était considéré, à tort ou à raison, comme nécessaire à l'équilibre européen.

Quant aux affaires de la Grèce, qu'on pouvait croire alors destinée à succomber dans une guerre d'extermination, où toutes les forces mahométanes étaient mises en mouvement contre la suprême résistance de l'insurrection, l'empereur consentit à marcher d'accord avec l'Angleterre qui offrait son intervention pour faire cesser l'effusion du sang et pour protéger les victimes contre les bourreaux.

Ce n'était pas encore la reconnaissance politique de l'indépendance hellénique, mais c'était un acheminement vers le protectorat des chrétiens en Orient.

En conséquence, le duc de Wellington et le comte de Nesselrode signèrent, le 4 avril, un premier protocole secret, relatif à la Grèce. D'après cette convention, à laquelle les puissances catholiques, notamment la France, pourraient adhérer, l'Angleterre et la Russie devaient, disait-on, notifier à la Sublime Porte, que l'humanité leur com-

mandait de prendre des mesures immédiates pour mettre fin à une guerre horrible, injuste et inutile.

L'empereur Nicolas ne laissa pas ignorer à l'envoyé du cabinet de Saint-James, que, dans le cas où la Turquie refuserait de faire droit aux plaintes et aux sommations de l'Europe chrétienne, il était tout disposé, pour sa part, à envoyer une flotte aux Dardanelles et une armée en Bulgarie. En ce moment même, les héroïques défenseurs de Missolonghi se préparaient à s'ensevelir, plutôt que de se rendre, sous les ruines de leur ville assiégée depuis près d'un an par les Égyptiens d'Ibrahim-Pacha. La mémorable convention du 4 avril fut le point de départ des négociations diplomatiques, auxquelles la Grèce allait devoir, dans un prochain avenir, et son salut et sa résurrection.

Dans les longues et fréquentes conférences qui se terminèrent par la signature du protocole du 4 avril, le comte de Nesselrode, organe de son auguste maître, ne fit pas difficulté de déclarer à lord Wellington, que l'empereur, sans se séparer absolument de la politique de son prédécesseur, se voyait forcé, en raison des circonstances, d'adopter et de suivre les principes d'une politique nouvelle, plus ferme, plus énergique, et surtout moins

subordonnée aux convenances personnelles de ses alliés.

« La Russie, aurait dit alors Nicolas, se montrera toujours très-jalouse de défendre les intérêts généraux de l'Europe, mais elle a aussi ses propres intérêts à soutenir et à ménager. Les puissances me trouveront tout disposé à trancher, de concert avec elles, les questions européennes; mais je n'admettrai jamais leur immixtion dans une question purement russe. »

En outre, l'empereur ne cacha pas au général anglais, qui avait essayé de sonder ses projets à l'égard de la Turquie, que le moment était venu de traiter diplomatiquement une des plus grandes questions qu'on pût rattacher au pacte de la Sainte-Alliance.

Selon lui, l'Empire ottoman se trouvait depuis longtemps en pleine décadence et ne tarderait pas à entrer en dissolution complète; cet empire n'avait aucun lien avec le reste de l'Europe, quoique son existence eût été maintenue, d'une manière factice, comme utile et même indispensable à l'équilibre européen; ses peuples, par le fait seul de leur religion, étaient les ennemis irréconciliables de tous les peuples chrétiens; son gouvernement, hostile et antipathique à tous les autres gouverne-

ments, manquait de base et menaçait ruine; les réformes même, que le sultan Mahmoud avait tenté de faire dans le sens de la civilisation moderne, ne pouvaient que hâter l'instant de la catastrophe; en un mot, la Turquie paraissait condamnée à périr et à disparaître dans un temps plus ou moins proche. Il fallait donc prévoir d'avance une pareille éventualité, qui était grosse de complications de toute espèce :

— Que la Turquie meure de consomption ou de mort violente, peu importe, dit l'empereur. Il serait sage de ne pas attendre l'ouverture de sa succession, pour connaître ses héritiers. Je suis tout prêt à discuter la question avec l'Angleterre.

— Sire, reprit Wellington, qui avait écouté froidement et silencieusement la thèse politique posée par Nicolas, la question serait plus facile à résoudre, sans doute, s'il y avait deux Constantinople dans l'héritage du sultan Mahmoud. Je reconnais, d'ailleurs, avec Votre Majesté, que le gouvernement turc est bien malade, mais c'est une maladie qui dure depuis plus de trois siècles.

L'empereur ne put s'empêcher de sourire, et, depuis ce jour-là, dans ses conversations intimes ou familières, il ne parlait jamais de la Turquie ou de son gouvernement, sans l'appeler *le malade*.

Le duc de Wellington n'avait pas encore quitté Saint-Pétersbourg, que le chargé d'affaires de la Russie auprès de la Sublime Porte, M. de Minciaky, déposait entre les mains du reis-effendi, une note en date du 5 avril, note très-catégorique et très-menaçante, par laquelle l'empereur sommait le sultan de satisfaire définitivement aux justes réclamations de la Russie, formulées dans sa protestation du 13 octobre 1825.

Cette protestation était restée sans réponse, et le gouvernement turc avait méconnu non-seulement les traités les plus solennels, mais encore la modération et la longanimité du glorieux souverain que l'Europe pleurait. L'empereur, quelles que fussent ses intentions pacifiques et ses dispositions conciliantes envers la Porte, se croyait donc en droit d'exiger une éclatante réparation d'un silence contraire à tous les usages comme aux égards que commandait la dignité de la Russie. Il espérait que la Porte elle-même comprendrait la nécessité d'effacer de pénibles impressions, par un irréfragable témoignage de ses vrais sentiments. En conséquence, les principautés de Valachie et de Moldavie devaient être remises, sous tous les rapports, dans la situation où elles se trouvaient avant les troubles de 1821, ce qui impliquait l'évacuation

des troupes ottomanes et le rétablissement des deux principautés dans tous leurs droits et priviléges nationaux. De plus, la Porte, pour réparer ses mauvais procédés envers la cour de Saint-Pétersbourg et la longue inexécution de ses promesses, pour anéantir aussi tout sujet de différend dans les relations futures des deux puissances, serait tenue d'envoyer, sur les frontières de la Russie, des plénipotentiaires autorisés à entrer en négociation, avec les plénipotentiaires du tzar, sur toutes les questions qui avaient été discutées, depuis 1816 jusqu'en 1821, à Constantinople, par le baron de Strogonoff, en vertu du traité de Bukharest.

Telles étaient les demandes définitives que l'empereur de Russie faisait adresser au gouvernement du sultan : « Il n'aurait tenu qu'à l'empereur, ajoutait la note de M. de Minciaky, d'employer depuis plusieurs mois les moyens les plus efficaces de faire respecter ses droits et les traités ; mais, dans cette grave conjoncture, Sa Majesté impériale n'a encore écouté que ses dispositions pacifiques ainsi que sa modération, et Elle croit incontestable que, en exprimant à la Porte le désir de voir disparaître simultanément tous les griefs de la Russie et jusqu'au germe d'une discussion nouvelle, Elle donne à Sa Hautesse la plus forte preuve

d'amitié qu'elle puisse lui fournir, le plus réel motif de confiance et de sincérité. »

Si, contre la légitime attente de l'empereur, il n'était pas fait droit, dans le délai de six semaines, aux demandes contenues dans la note laissée au reis-effendi, le chargé d'affaires de la Russie quitterait aussitôt Constantinople.

La note se terminait par cette phrase comminatoire : « Il est facile aux ministres de Sa Hautesse de prévoir les conséquences immédiates de cet événement. »

On apprit, peu de jours après, que le Divan avait transmis aux chefs de troupes qui occupaient les principautés l'ordre de se préparer à l'évacuation.

L'empereur avait encore beaucoup d'autres griefs contre le gouvernement turc, qui entretenait la révolte parmi les peuplades du Caucase, qui poussait secrètement la Perse à une rupture définitive avec la Russie et qui encourageait sous main le commerce des esclaves dans les pays soumis à la domination russe; mais c'était aux plénipotentiaires des deux puissances, qu'il appartenait de chercher à établir entre elles, ponr l'avenir, de vrais rapports de paix, d'amitié et de bon voisinage.

Quand le duc de Wellington, comblé d'honneurs et de magnifiques présents, eut pris congé de la famille impériale et que la grande-duchesse Hélène se fut mise en route pour se rendre à Moscou, qu'elle devait habiter jusqu'à l'époque de ses couches, l'empereur et l'impératrice allèrent se fixer pour quelques semaines au château de Tzarskoé-Sélo.

L'empereur ne se résigna pas encore à prendre un peu de repos, qu'il avait bien acheté par tant de fatigues. Il faisait des excursions presque journalières, à dix et vingt lieues autour de sa résidence, pour visiter les colonies militaires, les cantonnements des troupes, et les grands établissements dépendant du ministère de la guerre.

Il avait d'ailleurs aux environs de Tzarskoé-Sélo le camp de la garde impériale, qu'il faisait manœuvrer sans cesse sous ses yeux et dont il surveillait lui-même l'instruction, la tenue et la discipline, avec autant de minutie et de rigueur qu'à l'époque où il commandait la deuxième brigade de la garde.

Une brillante revue de cette même deuxième brigade eut lieu au mois d'avril, en présence d'un concours immense de spectateurs.

Pendant que Nicolas donnait toute son attention

à des mouvements stratégiques, que le grand-duc Michel faisait exécuter par l'infanterie, quatre hommes à longue barbe, vêtus de cafetans et coiffés du bonnet que portent les paysans russes, s'avancent résolûment au milieu du carré des troupes; on veut leur barrer le passage, on leur enjoint de se retirer, on les injurie, on les menace : ils disent qu'ils viennent parler à l'empereur et qu'ils ont à lui communiquer un secret de la plus haute importance. On a beau les interroger, ils refusent d'en dire davantage.

Les officiers supérieurs ordonnaient de les chasser ignominieusement, mais l'empereur les avait aperçus de loin et s'était fait rendre compte de ce que voulaient ces inconnus. Il n'hésite pas à leur accorder audience; les quatre moujiks s'approchent avec calme, se découvrent, et s'inclinent jusqu'à terre.

— Que voulez-vous, mes enfants? leur dit Nicolas.

Un d'eux prend la parole et déclare hardiment à leur *père,* qu'ils ont résolu de lui dévoiler des vols incroyables qui se font à Cronstadt, avec une audace et une impudence extraordinaires, presque sous les yeux du directeur de la marine, frère du chef de l'état-major de la flotte. Nicolas fronce le

sourcil et lève un regard terrible sur les dénonciateurs. Ils ne se troublent pas, et l'orateur continue ses révélations.

— Le bazar de la ville, dit-il, est encombré d'objets de toute sorte appartenant à la couronne et dérobés dans ses magasins, dans ses chantiers, dans ses arsenaux, dans ses navires : agrès, ferrures, ancres, cordages, goudron, tout ce qui sert dans la construction et l'armement des vaisseaux de l'État, est entassé dans des boutiques derrière de fausses cloisons. C'est là que les recéleurs trafiquent de ces objets qui leur sont apportés de toutes parts en cachette et qu'on enlève la nuit pour en charger des bâtiments de commerce que protége la complicité de la douane marchande. Il n'est pas jusqu'aux canons et aux munitions de guerre qu'on ne fasse ainsi sortir du port de Cronstadt, au détriment du trésor...

— Tu mens ! s'écrie l'empereur avec colère.

— Si nous avons menti, répondent les quatre moujiks avec une fermeté respectueuse, que notre père nous punisse !

— Eh ! pourquoi avez-vous refusé de vous expliquer sur l'objet de votre venue, repartit vivement Nicolas, quand on vous a demandé de ma part ce que vous vouliez ?

— Si nous avions parlé de cela, Sire, à d'autres qu'à notre père (*batiouschka*), dit l'orateur de la bande, Votre Majesté n'en aurait jamais rien su, et il n'y aurait eu de punis que nous.

— Dans quel but, dans quel intérêt faites-vous cette dénonciation? reprit l'empereur, dont le visage et la voix se radoucirent.

— Tous vos enfants savent que vous vous occupez d'eux, Sire, continua l'orateur, vous êtes vraiment notre père, vous avez déjà diminué les impôts; on assure que les serfs de la couronne ne payeront plus l'obrok...

— Ceux qui vous donnent cette assurance se trompent ou vous trompent, interrompit l'empereur qui examinait les dénonciateurs avec une certaine défiance. Je sais qu'on répand dans le peuple bien des bruits mensongers, bien des nouvelles fausses... Qui êtes-vous?

— Serfs de la couronne, Sire, et nous sommes reconnaissants de tout ce que notre père a fait pour nous. Nous prions Dieu qu'il t'accorde un long règne pour faire tout le bien qu'attendent de toi tes fidèles sujets.

— Prenez garde! leur dit sévèrement l'empereur. Je vous rends responsables de vos paroles.

Il les congédia, en ordonnant qu'ils fussent sur-

veillés et tenus aux arrêts; puis, il fit partir sur-le-champ pour Cronstadt un de ses aides de camp, Michel Lazareff, capitaine de vaisseau, avec des instructions secrètes.

Le capitaine Lazareff, arrivant à l'improviste dans la ville, prit avec lui trois cents soldats et fit une descente au Gastinoï-Dvor : toutes les boutiques, tous les magasins de ce bazar furent fouillés; on y trouva, comme les quatre moujiks l'avaient annoncé, des amas de marchandises et d'objets divers, provenant des chantiers et des arsenaux du port. Lazareff fit partout apposer les scellés et les laissa sous la garde des soldats qui avaient investi le Gastinoï-Dvor. Il alla immédiatement rendre compte du résultat de sa mission à l'empereur.

Stupéfait autant qu'indigné de ces vols audacieux qui étaient restés si longtemps impunis, Nicolas avait la ferme volonté de faire punir les coupables, quels qu'ils fussent, suivant la rigueur des lois. Il ordonna une enquête et des poursuites qui commencèrent aussitôt. L'enquête, dirigée par un homme intègre et courageux, amena la constatation des faits les plus monstrueux, des brigandages les plus éhontés, mais on ne parvenait pas à découvrir les voleurs.

L'empereur examinait lui-même les pièces de

cette enquête, qui se ralentit bientôt et traîna en longueur ; il apprit un jour, en parcourant les interrogatoires des témoins, que la cargaison de plusieurs bâtiments, chargés de bois de construction pour le compte de la marine impériale, était entrée dans le port de Cronstadt et avait disparu tout entière après le déchargement.

— Ainsi donc, s'écria-t-il tristement, se trouve réalisée, presque à la lettre, cette parole de mon frère Alexandre : « S'ils savaient où les mettre, ils me voleraient mes vaisseaux de guerre ! »

Cette mystérieuse affaire eut un dénoûment plus prompt qu'on ne l'attendait : dans la nuit du 21 juin, l'horizon s'illumina d'une lueur rouge, qu'on prit, à Saint-Pétersbourg, pour une aurore boréale, et le lendemain on annonça que le Gastinoï-Dvor de Cronstadt était consumé avec tout ce qu'il renfermait de provisions de bois, de cordages, de chanvre, de goudron, etc. L'enquête commencée n'alla pas plus loin, mais un grand nombre de fonctionnaires de la marine furent privés de leurs grades et envoyés en Sibérie.

LIII

Nicolas n'en était encore qu'au début de son règne, mais, par tout ce qu'il avait déjà fait, on pouvait pressentir ce qu'il ferait, ce qu'il voulait faire, en administration comme en politique. Ses paroles et ses actes avaient eu trop de retentissement, même en dehors de la Russie, pour que tous les cabinets de l'Europe ne fussent pas d'accord sur son compte, reconnaissant qu'il possédait toutes les qualités d'un grand souverain.

On s'explique ainsi l'empressement que ses alliés avaient mis à lui témoigner leurs sentiments d'estime et de sympathie. Ce n'était point assez de lui avoir envoyé des personnages considérables pour le féliciter à l'occasion de son avénement au trône, les principales cours se préparaient à nommer des ambassadeurs extraordinaires qui devaient les re-

présenter elles-mêmes aux cérémonies du couronnement.

La prépondérance que le nouveau tzar avait dès lors conquise dans la politique générale fut constatée d'une manière plus caractéristique par la démarche que le gouvernement républicain des États-Unis d'Amérique fit tenter auprès de ce monarque absolu.

Middleton, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis à Saint-Pétersbourg, avait remis au comte de Nesselrode une note dans laquelle le cabinet de Washington réclamait l'intervention impériale de la Russie, pour obtenir que l'Espagne mît un terme à la lutte que soutenaient contre elle ses anciennes colonies de l'Amérique méridionale et reconnût généreusement leur indépendance, dans l'intérêt de la paix du monde.

Le comte de Nesselrode, dans la réponse courtoise qu'il adressa (3 mai 1826) au représentant des États-Unis, évita de se prononcer sur le fait même de la rébellion des colonies espagnoles, mais il ne manqua pas de remarquer avec satisfaction que le cabinet de Washington, en témoignant une noble sollicitude pour les droits de l'Espagne sur les îles de Cuba et de Puerto-Rico, « profes-

sait des maximes que la Russie a depuis longtemps adoptées pour bases de son système politique. » L'empereur, au reste, tout en émettant le vœu de prolonger et de consolider la paix générale, regrettait de ne pouvoir se prêter à l'intervention qu'on attendait de lui dans la question des colonies espagnoles, car, disait Nesselrode : « Sa Majesté a toujours pensé que la justice, le droit des nations et l'intérêt général qui commande de respecter des titres de souveraineté incontestables, ne permettaient pas, dans cette grave circonstance, de préjuger ni de devancer les déterminations de la mère-patrie. » De plus, l'Espagne n'ayant jamais voulu discuter l'avenir du midi de l'Amérique, sans faire concourir aux délibérations toutes les puissances alliées de l'Europe, l'empereur de Russie ne se croyait pas fondé à entamer isolément avec l'Espagne une négociation à laquelle ses alliés avaient droit de participer.

C'était le principe de la Sainte-Alliance européenne, qui s'affirmait pour la première fois vis-à-vis des républiques naissantes du Nouveau-Monde.

Les yeux de l'Europe étaient tournés vers la Russie. Dans toutes les cours, on ne parlait que des fêtes du couronnement qui devait se faire à Moscou vers le milieu du mois de juin.

Le deuil que les Russes avaient pris pour six mois à la mort d'Alexandre ne touchait pas encore à son terme, mais beaucoup aspiraient à se voir délivrés de la servitude de ce deuil si long, si lugubre et si sévère, qui, depuis cinq mois, avait interrompu les bals, les spectacles et tous les divertissements publics ou privés. La cour elle-même était impatiente de sortir de cette atmosphère de tristesse officielle.

L'annonce du couronnement fut donc accueillie avec une satisfaction unanime, quand parut ce manifeste impérial :

« Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., à tous Nos fidèles sujets, savoir faisons :

« Dès Notre avénement au trône de Nos ancêtres, Nous étant chargé du fardeau qu'il plut à Dieu de Nous imposer, et cherchant dans sa toute-puissance et sa miséricorde infinie Notre appui et Nos forces, Nous avons résolu, à l'exemple des monarques Nos aïeux, de recevoir l'onction sacrée, de placer la couronne sur Notre front et d'associer également à cet acte solennel Notre épouse bien-aimée l'impératrice Alexandra.

« En attendant cet événement qui doit s'accom-

plir, avec l'aide de Dieu, au mois de juin de la présente année 1826, dans Notre capitale de Moscou, Nous appelons tous Nos fidèles sujets à joindre leurs prières ferventes à celles que Nous adressons au Très-Haut, pour qu'avec l'huile sainte sa grâce ineffable se répande sur Nous et sur Notre empire, pour que cet acte sacré devienne le signe et le gage de sa suprême bonté à Notre égard et le sceau de l'affection qui Nous unit à Nos fidèles sujets, dont le bonheur est le but unique de Nos pensées, l'accomplissement de tous Nos vœux, la récompense de Nos travaux et le premier de Nos devoirs envers le Roi des rois.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 21 avril (3 mai, nouv. st.), l'an de grâce 1826 et de Notre règne le premier.

« NICOLAS. »

Un ukase, promulgué sous la même date, avait nommé maréchal suprême du couronnement le vieux prince Nicolas Youssoupoff, conseiller privé actuel de première classe, qui avait été ambassadeur en Turquie sous le règne de Catherine II et qui, possesseur de la plus grande fortune de la Russie, s'était retiré de la cour pour habiter sa belle terre d'Arkhanghelsk, aux environs de Moscou.

Cet illustre vieillard devait présider la commission chargée de faire tous les préparatifs et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour le couronnement. Cette commission, à laquelle serait adjoint plus tard un grand-maître de la cérémonie, se composait de trois membres, le sénateur prince Ouroussoff et les conseillers d'État actuels Kamaroff et Aklopkoff.

Par un autre ukase, daté du même jour, l'empereur ordonna au sénat de Moscou d'appeler, pour la cérémonie, tous les maréchaux de la noblesse et tous les maires des chefs-lieux de gouvernement, à l'exception de ceux des gouvernements situés aux extrémités de l'empire.

La famille impériale ne voulait pas attendre, pour se rendre dans la vieille capitale moscovite, l'époque fixée pour le couronnement, car l'empereur avait déjà fait partir sa garde, qui reçut même l'ordre de se hâter, afin d'arriver avant lui, et qui se plaignit plus d'une fois de la longueur des étapes. On disait que l'empereur serait à Moscou vers le 15 mai. Le grand-duc Michel s'était déjà mis en route, pour le rejoindre à Novogorod, où il devait inspecter les colonies militaires.

Les deux frères semblaient chercher les occasions de se montrer concurremment aux yeux du

peuple et de l'armée, et, dans les revues où ils s'étaient trouvés ensemble, on avait remarqué l'union et la bonne intelligence qui régnaient entre eux. C'était une sorte de protestation contre les bruits qu'on répandait sur la prétendue brouille du grand-duc Constantin avec l'empereur. On allait jusqu'à supposer que le césarévitch s'abstiendrait de paraître aux fêtes du couronnement; mais, en revanche, on pouvait espérer qu'on y verrait l'impératrice Élisabeth.

La noble veuve d'Alexandre Ier avait écrit à l'impératrice-mère qu'elle quitterait Taganrog, dès qu'elle aurait achevé de régler tout ce qui concernait la fondation d'un monument que les habitants de cette ville voulaient élever à la mémoire de feu l'empereur. « Elle avait hâte, disait-elle, de revoir l'auguste mère de son bien-aimé époux, » et elle la priait de venir au-devant d'elle jusqu'à Kalouga, en se rendant à Moscou.

L'impératrice-mère était encore à sa résidence de Gatchina. Ce ne fut pas sans éprouver une appréhension vague et inquiète, qu'elle entreprit ce voyage, qui promettait pourtant de la réunir bientôt à sa malheureuse belle-fille et qui leur gardait à toutes deux, comme une dernière épreuve, les poignantes émotions du couronnement.

L'impératrice Élisabeth, minée par la douleur, dévorée de consomption, avait trouvé la force de vivre jusque-là : son médecin, Stoffregen, n'espérait pas la voir jamais revenir à la santé, mais il se faisait illusion, à ce point qu'il lui donnait encore des mois et des années d'existence. L'impératrice se gardait bien de le désabuser ; elle souriait mélancoliquement quand il lui parlait des bienfaisants effets qu'il attendait pour elle de son retour à Oranienbaum.

Ce délicieux palais, qui avait été longtemps le séjour favori de l'excellente princesse, lui était attribué, en toute propriété, par un ukase du 9 (21 nouv. st.) janvier, avec tous les villages, fermes et autres lieux attachés à cette magnifique propriété impériale. Élisabeth avait accepté cette donation dont elle appréciait la pensée délicate, mais, en exprimant sa gratitude à l'empereur, elle l'avait prié de transférer au grand-duc Michel l'île de Kamennoï-Ostroff et le palais qui fait partie de cette admirable résidence d'été. « Qu'ai-je besoin de deux palais pour le peu de temps qu'il me reste à passer sur la terre ! disait-elle dans une touchante lettre à l'impératrice-mère. Si je tiens à Oranienbaum, qui était la propriété personnelle de feu l'empereur, j'y tiens comme à un souvenir.

Hélas ! je ne suis pas sûre de me retrouver jamais à Oranienbaum, où j'ai versé tant de larmes dans la solitude, où j'ai obtenu du ciel quelques instants de bonheur. C'est là que je reviendrai, si la Providence veut que je vive ! »

L'empereur résista d'abord au désir que son auguste belle-sœur lui avait manifesté, mais il finit par y céder, pour être agréable à cette princesse, et, par un ukase du 27 mars (8 avril) 1826, il avait transmis à son frère Michel la possession perpétuelle et héréditaire du palais de Kamennoï-Ostroff et de ses dépendances.

Le couronnement de l'empereur Nicolas avait été annoncé aux cours de l'Europe longtemps avant la publication du manifeste qui en fixait l'époque, car non-seulement les ambassadeurs extraordinaires qui devaient représenter ces différentes cours étaient nommés, mais encore plusieurs de ces ambassadeurs avaient pu se mettre en route avec tout le personnel de leur légation.

Le représentant de la France arriva, dès le 13 mai, à Saint-Pétersbourg ; c'était le maréchal duc de Raguse, dont le choix ne pouvait manquer d'être sympathique à la Russie, en évoquant d'une manière indirecte les souvenirs de la capitulation de Paris en 1814, capitulation à laquelle l'illustre

maréchal de l'empire n'aurait, dit-on, que trop participé. Le duc de Raguse était, d'ailleurs, une des premières célébrités militaires de son temps, et son nom se trouvait mêlé avec éclat à l'histoire des guerres du règne de Napoléon.

La Restauration, en l'envoyant à Saint-Pétersbourg, l'avait entouré des noms les plus fameux de l'ancienne noblesse française, la plupart appartenant à l'état-major de l'armée du roi; dans la suite brillante et nombreuse qui l'accompagnait, on remarquait trois maréchaux de camp, le vicomte Talon, les comtes de Broglie et Danrémont; trois colonels, le comte de Caraman et les marquis de Castries et de Podenas; le chef d'escadron, comte Alfred de Damas; trois capitaines, comtes de Villefranche, de Caumont-Laforce et de Brezé, et six ou huit sous-lieutenants, qui n'étaient autres que le marquis de Vogué, le comte de Biron, le vicomte de la Ferronnais et les ducs de Maillé et de Guise.

L'empereur fut particulièrement sensible à l'intention qui avait fait désigner le duc de Raguse pour représenter, à la cour de Russie, la monarchie des Bourbons et la France royaliste; il avait connu le maréchal, à Paris, en 1814; il savait les services plus ou moins directs, plus ou moins avoués, que Marmont pouvait avoir rendus alors à

la cause des souverains alliés ; il se rappelait aussi que l'empereur Alexandre accordait à ce vaillant soldat de fortune autant d'estime que de reconnaissance.

Il retarda donc son départ pour Moscou, et il revint exprès à Tzarskoé-Sélo, afin d'y recevoir, en audience solennelle, l'ambassadeur extraordinaire du roi de France. Il l'accueillit avec une distinction flatteuse, et, après l'audience, il resta longtemps seul avec lui.

Le lendemain, 20 mai, il lui fit l'honneur de le faire assister à une revue du régiment de Préobragensky, qui était de service au château ce jour-là, et dont il portait l'uniforme : il commanda lui-même les manœuvres, et il se plut à faire admirer au vieux soldat de Napoléon l'étonnante précision des troupes russes dans le maniement des armes et dans les évolutions militaires.

— Sire ! lui dit le maréchal, qui le félicitait d'avoir formé de si belles troupes : je ne m'étonne pas que le soldat russe fasse des miracles, quand il est aussi bien commandé et quand il se sent fier d'être commandé par son empereur. Un pareil régiment, dans une bataille, vaudrait une armée entière.

L'empereur Nicolas, comme Alexandre Ier, était

préoccupé de l'idée de fortifier sans cesse les liens d'affection et de dévouement qui attachaient le soldat russe à son souverain. Il comprenait que l'armée devait être la sauvegarde et l'appui de la couronne. Voilà pourquoi l'insurrection du 26 décembre lui avait paru d'autant plus redoutable et criminelle, que la plupart des conspirateurs étaient des officiers de cette armée, où l'amour du chef de l'État faisait partie essentielle de la discipline militaire.

Ce fut donc pour raviver et pour exalter la fidélité du soldat, qu'il avait adressé le rescrit suivant à ses fidèles troupes du Don :

« Les services distingués des braves troupes du Don leur ont constamment mérité la bienveillance des monarques nos prédécesseurs. Feu l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, qui leur avait voué un intérêt particulier, s'est occupé au milieu d'elles de leur organisation et de leur bien-être, même pendant les derniers moments de sa précieuse existence ; et, d'un autre côté, la garde de sa personne sacrée a été faite, jusqu'à son heure suprême, par les zélés et fidèles Cosaques du Don.

« En mémoire de cette circonstance, et, voulant récompenser la fidélité inébranlable de ces troupes

et leur donner un témoignage de Notre bienveillance impériale, Nous avons résolu de leur faire présent du sabre qu'avait porté l'empereur Alexandre Ier. Que ce sabre soit ajouté aux autres insignes de ces troupes; qu'il soit, dans les temps à venir, le trophée de leurs exploits et de leurs services, et le gage des sentiments de sollicitude invariable qui m'animent pour elles.

« Saint-Pétersbourg, 19 mars (31, nouveau style) 1826.

« NICOLAS. »

Le général Kamencoff avait été désigné par l'empereur pour porter le sabre d'Alexandre aux Cosaques du Don; il arriva, dans les premiers jours de mai, à Novo-Tcherkask, chef-lieu de la province, où les habitants avaient eu l'honneur, peu de mois auparavant, d'offrir à feu leur auguste maître le pain et le sel de l'hospitalité.

La mort de l'illustre empereur était l'objet de regrets unanimes dans cette brave armée du Don, qui se souvenait de l'avoir accompagné deux fois à travers l'Europe en 1814 et 1815. Un service funèbre solennel fut annoncé pour le 21 mai.

Tous les chefs de l'armée avaient été convoqués; ils vinrent se ranger, avec leurs insignes et leurs

étendards, à la suite de leur hetman, le lieutenant général Ilovaïsky; le cortége se dirigea ensuite, entre deux haies de Cosaques de la garde, vers la cathédrale : le rescrit impérial et le sabre de l'empereur Alexandre avaient été déposés sur une table vis-à-vis de l'autel.

Après la cérémonie, terminée par un *Te Deum*, chanté en l'honneur de l'empereur régnant, au bruit des cloches et de l'artillerie, les troupes se formèrent en un vaste cercle, au milieu duquel vinrent se placer le hetman et son cortége, accompagnés du clergé. Le sabre d'Alexandre fut présenté solennellement aux troupes, et le rescrit impérial lu à haute voix. Mille hourras y répondirent. Alors, le hetman Ilovaïsky, s'adressant à ses frères et concitoyens, leur proposa de célébrer tous les ans l'anniversaire de cette grande journée, par une cérémonie religieuse et militaire, et de fonder, au moyen d'une souscription volontaire, une maison d'éducation pour les orphelins, laquelle porterait le nom d'Alexandre Ier. La souscription, ouverte immédiatement, se couvrit de signatures.

Le peuple, qui avait assisté avec enthousiasme à cette cérémonie touchante, alla s'asseoir à des tables dressées sur la place publique, et prit part, en commun, à un repas fraternel, tandis que tous les

officiers, réunis chez le hetman, dans un banquet splendide, portaient des toasts à la santé de l'empereur et de la famille impériale.

Une autre fête, d'un genre tout différent, fut célébrée aussi, à peu près vers la même époque, à l'occasion de l'avénement de Nicolas Ier, par les Tatars d'Astrakan.

Cette population musulmane avait eu l'idée de rattacher, en quelque sorte, l'inauguration du nouveau tzar aux cérémonies religieuses du ramazan. Un grand nombre de mahométans étaient venus, des gouvernements voisins, se joindre aux habitants d'Astrakan, dans une vaste plaine hors de la ville. Dans cette réunion, composée de quatre mille hommes, vêtus de leurs plus beaux habits, assis par terre, en longues files, et gardant le plus profond silence, on voyait des Tatars de Crimée, d'Orenbourg et de Kasan, des montagnards du Caucase et des individus appartenant aux tribus nomades de l'Orient.

Le grand mollah, entouré de mollahs subalternes, qui répétaient après lui les versets du Coran, auxquels répondaient à la fois tous les assistants, prononça ensuite, en langue turque, cette prière qui appelait sur l'empereur et sa famille la bénédiction de Dieu :

« Dieu, créateur du monde ! bénis et glorifie le règne de ton élu, le puissant seigneur, l'illustre empereur et l'éminent tzar, notre auguste et gracieux autocrate Nicolas Pavlovitch; élève-le, ô Dieu, par la plénitude de ta grâce; garde-le de la malignité de l'œil, de la méchanceté des langues, de toutes maladies intérieures et extérieures. Amen.

« Fais qu'il ait part à ta grâce digne de gloire, et qu'il soit le père miséricordieux de ses sujets ; affermis dans le bien toutes ses entreprises et intentions ; prolonge et agrandis son règne auguste. Amen.

« Fais que l'héritier de son trône, ses enfants, son auguste mère, son épouse chérie et ses nobles frères jouissent d'une santé non interrompue et d'une joie perpétuelle ; affermis et consolide parmi eux la paix et la concorde; maintiens en paix les ministres et conseillers sincères, fidèles et éminents, et, en particulier, le directeur des affaires des confessions étrangères et toutes les personnes qui approchent du trône ; que l'amour et l'amitié règnent parmi eux ; agrandis et fortifie leur fidélité et leur dévouement pour le seigneur notre empereur. Amen. »

Au moment même où le chef de la religion musulmane en Russie recommandait au ciel, par ces

édifiantes et nobles paroles, le règne du successeur d'Alexandre Ier, l'impératrice Élisabeth avait cessé de vivre; le jour même où le sabre d'Alexandre était reçu, avec des transports de joie, comme une sainte relique, par les Cosaques du Don, qui avaient donné tant de preuves de fidélité à l'auguste défunt, la nouvelle de la perte douloureuse et imprévue que venait de faire la famille impériale arriva tout à coup à Saint-Pétersbourg.

— Nous n'avons pas encore quitté le deuil ! dit l'empereur à l'impératrice Alexandra, en lui apprenant cette triste nouvelle.

— Pleurons, regrettons la bonne impératrice Élisabeth, reprit Alexandra avec une émotion de profonde et délicate sympathie, mais ne la plaignons pas : elle est allée se réunir là-haut à celui qui lui manquait ici-bas.

LIV

L'impératrice Élisabeth, depuis qu'elle avait appris l'arrivée du corps de son auguste époux à Saint-Pétersbourg et la célébration des funérailles, ne songeait plus qu'à se préparer à la mort. C'était assez pour elle d'avoir pu vivre jusque-là.

Elle avait supporté, il est vrai, avec la fermeté d'une héroïne et la piété d'une sainte, cette perte immense, qui avait voué sa vie à une douleur de tous les instants, si la Providence eût voulu lui imposer plus longtemps le fardeau de l'existence; mais le coup affreux qui l'avait frappée acheva de briser sa frêle organisation et d'anéantir ses forces vitales, malgré l'effort prodigieux qu'elle fit alors sur elle-même pour suppléer, par l'énergie de sa grande âme, aux défaillances de la nature physique. Ses médecins avaient cru remarquer dans l'état de sa santé une amélioration quotidienne,

que toutes les personnes de sa maison accompa gnaient de leurs espérances et de leurs vœux. Mais l'auguste malade était arrivée au dernier degré de la consomption et de l'épuisement; elle sentait que son courage ne serait pas mis à une plus longue épreuve, et elle s'en réjouissait au fond du cœur.

Elle eût souhaité toutefois de pouvoir mourir au milieu de la famille impériale; elle essaya, du moins, d'aller recevoir les embrassements et les bénédictions de son auguste belle-mère, qui venait au-devant d'elle.

Lorsqu'elle quitta Taganrog, le 8 mai, son départ offrit le spectacle d'une scène bien touchante. Toute la population se pressait autour de sa voiture et semblait ne pouvoir se résoudre à se séparer de cette bonne et adorable princesse, qui lui disait adieu en versant des larmes.

L'impératrice Élisabeth portait déjà, sur ses traits altérés et dans ses yeux brillants, le signe d'une mort prochaine. Chacun, en la voyant si pâle et si défaite, comprenait bien qu'il la voyait pour la dernière fois.

.Il fallut pourtant que l'impératrice s'arrachât à ces précieux témoignages d'affection et de respect. Elle avait à faire un long voyage, avant de

rejoindre l'impératrice-mère à Kalouga ; elle doutait que cette suprême consolation lui fût accordée, et pourtant elle écrivit encore une fois à l'impératrice Marie : « Mon unique désir ici-bas est de revoir la mère de l'ange qui m'a devancée dans la vie éternelle ! »

Ses médecins avaient été toujours opposés à son départ de Taganrog. La princesse Wolkonsky et sa fille Alexandrine, demoiselle d'honneur de l'impératrice, accompagnaient l'auguste voyageuse ; elles s'aperçurent de son affaiblissement progressif, et elles insistèrent, à plusieurs reprises, pour qu'elle consentît à se reposer quelques jours ; le docteur Stoffregen joignit ses sollicitations pressantes à celles du prince Pierre Wolkonsky, qui accomplissait les dernières volontés d'Alexandre Ier en continuant son service auprès de la malheureuse veuve de son auguste ami.

L'impératrice ne voulut rien entendre.

— Hâtons-nous, disait-elle, car je n'ai plus à moi que quelques heures.

Elle n'avait pas même la force d'écrire une lettre ; elle envoya un courrier à l'impératrice-mère pour la prier verbalement de ne pas l'attendre à Kalouga, et de venir en toute hâte, s'il était possible, à Bélef, petite ville du gouvernement de

Toula, où elle se voyait forcée de s'arrêter. Elle s'y arrêta en effet, dans la soirée du 15 mai.

Elle paraissait épuisée de fatigue, et elle se mit au lit de bonne heure. Elle ne voulut pas que le docteur Stoffregen et les dames d'honneur se privassent de sommeil pour veiller à ses côtés. Elle cherchait, d'ailleurs, à les rassurer, en répétant qu'elle se trouvait bien et qu'elle avait besoin seulement de repos. Une de ses demoiselles d'honneur obtint, à grand'peine, la permission d'être de garde dans sa chambre.

La nuit fut calme : l'impératrice semblait dormir tranquillement. Vers quatre heures, la demoiselle d'honneur qui veillait, n'entendant plus le bruit de la respiration de son auguste maîtresse, s'approche avec anxiété et reconnaît un étrange changement dans les traits contractés de la mourante ; elle appelle du secours : « L'impératrice se meurt ! »

A ce cri lamentable, on s'éveille, on accourt, mais déjà Élisabeth avait rendu l'âme.

Deux heures après, arrivait l'impératrice-mère, qui était partie de Kalouga aussitôt qu'elle eut reçu le message de son auguste belle-fille et qui avait appris la fatale nouvelle à son passage à Pérémyschl. Marie Féodorovna, que cette mort si

rapide, et néanmoins dès longtemps prévue, avait plongée dans une profonde affliction, vint s'agenouiller auprès du lit mortuaire et donner le baiser d'adieu à la vertueuse épouse de son bien-aimé fils Alexandre.

L'impératrice, qui venait de s'éteindre doucement à l'âge de quarante-huit ans, conservait, sur son visage amaigri où rayonnaient encore la jeunesse et la beauté, l'empreinte de la sérénité de sa belle âme : elle semblait sourire, comme si elle avait eu conscience de son bonheur, en se réunissant à l'être chéri qu'elle pleurait depuis cinq mois.

— Chère fille, s'écria l'impératrice-mère, tu es allée recevoir des mains de ton époux une couronne plus glorieuse encore et aussi plus durable que celle que tu as portée sur la terre!

Après avoir donné cours à sa douleur et rempli auprès du corps de sa digne belle-fille les devoirs de la religion, l'impératrice-mère partit de Bélef, pour retourner à Moscou où la rappelait un devoir de famille moins douloureux : une autre de ses belles-filles, la grande-duchesse Hélène, accoucha heureusement, six jours après (26 mai), d'une princesse qui reçut en naissant le nom d'Élisabeth.

L'empereur, qui était resté à Saint-Pétersbourg

pour assister aux grandes manœuvres de la flotte rassemblée dans la baie de Péterhoff, fit savoir à ses sujets, par un ukase du 9 (21, nouv. st.) mai, que l'impératrice Élisabeth avait « quitté cette terre pour passer à la vie éternelle. » L'ukase se terminait ainsi : « La Russie tout entière partagera, nous en sommes persuadé, la nouvelle affliction qui vient d'atteindre notre maison impériale et unira ses ferventes prières aux nôtres pour le repos de l'âme de la défunte impératrice. »

L'empereur fit cesser aussitôt tous les préparatifs du couronnement et ordonna un nouveau deuil, qui devait durer six mois à partir du 16 mai, et dont il avait réglé lui-même avec un soin minutieux le cérémonial officiel. En même temps, il envoyait à Bélef le grand-veneur Naryschkine, qui devait accompagner les restes mortels de l'impératrice et les ramener à Saint-Pétersbourg.

Nicolas eut la pieuse pensée de faire acquérir par le gouvernement la maison où Élisabeth avait rendu le dernier soupir, pour en faire un asile où vingt-quatre pauvres veuves seraient entretenues aux frais du trésor, sous la protection spéciale de l'impératrice régnante. Ainsi, même après sa mort, la sainte et noble femme semblait encore présider personnellement à une de ces œuvres de bienfai-

sance, qui avaient fait l'occupation de sa vie entière et dont son invariable modestie s'efforçait de cacher le secret.

Cette bonne impératrice fut pleurée par toute la Russie qui l'aimait et qui la vénérait comme l'ange gardien d'Alexandre Ier, comme le génie tutélaire de l'empire. On ne l'avait vue que rarement briller au milieu des pompes de la cour, mais on se souvenait avec émotion de l'avoir souvent rencontrée dans les asiles de l'indigence et du malheur, dans les hôpitaux qu'elle visitait en y laissant de nombreux témoignages de sa charité chrétienne, dans ces établissements d'éducation gratuite qu'elle avait fondés et qu'elle surveillait elle-même pour y faire élever de jeunes filles d'une condition obscure et pour les former aux devoirs et aux vertus de leur sexe.

La mort de l'impératrice Élisabeth avait fait d'autant plus d'impression sur l'empereur Nicolas, qu'elle suivait de bien près celle d'Alexandre et qu'elle avait été précédée de la perte successive de divers personnages illustres appartenant à l'histoire du dernier règne.

Ce n'était pas une faiblesse d'esprit, c'était une délicatesse de sentiment chez l'empereur Nicolas, qui ne pouvait s'empêcher d'éprouver une pénible

émotion toutes les fois qu'on lui apprenait la mort de quelqu'un qu'il eût connu et auquel il gardait un bon souvenir.

Depuis son avénement, il avait eu à regretter plusieurs hommes éminents, qui, malgré leur âge avancé, auraient pu encore rendre des services à la Russie, qu'ils servaient depuis le règne de Catherine II : le chancelier de l'empire comte Nicolas Roumiantzoff, protecteur éclairé et généreux des arts et des sciences ; le savant mathématicien Fuss, membre de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg, et le grand chambellan Alexandre Naryschkine, type aimable et spirituel de la politesse russe, tous trois morts au mois de janvier 1826.

Un autre type d'originalité nationale, le comte Rostoptchine, qui s'était exilé volontairement depuis l'incendie de Moscou, que la voix publique lui attribuait, avait été rappelé dans sa patrie par l'avénement d'un nouveau tzar ; il n'eut que le temps d'écrire à l'empereur Nicolas : « Je ne suis revenu que pour voir Pierre le Grand ressuscité, et mourir content. » Il ne revit pas l'empereur et mourut à Moscou, le 30 janvier, peu de jours après son retour en Russie.

Un de ses anciens rivaux dans la faveur de

Paul Ier, le vieux comte Pierre Pahlen, éloigné de la cour depuis vingt-cinq ans, le suivit de près dans la tombe et eut aussi la consolation de s'éteindre au milieu de ses enfants et petits-enfants. Des cinq fils du comte Pahlen, deux étaient généraux, et le troisième diplomate et membre du conseil privé.

Le général Paul Pahlen, l'aîné de tous, n'avait pas eu occasion de se distinguer autant que son frère le général Pierre dans les campagnes de 1812, 1813 et 1814, mais il passait à bon droit pour un des meilleurs généraux de l'armée russe. La première fois qu'il se trouva, depuis la mort de son père, en présence de l'empereur, Nicolas, qui l'estimait beaucoup à tous égards, lui tendit la main, en lui disant :

— Paul Pétrovitch, j'ai l'intention de vous charger d'une mission diplomatique, à laquelle j'attache une grande importance.

— Ah ! Sire, répondit le général Paul Pahlen, je n'ai fait toute ma vie que le métier des armes ! Vous m'appelleriez à un rude poste, en me nommant ambassadeur...

— Et moi, donc, s'écria l'empereur, avais-je donc fait de la politique, avant de monter sur le trône ?...

Et il s'éloigna en haussant les épaules.

Paul Pahlen resta général, mais Pierre ne refusa pas, comme l'avait fait son frère assez maladroitement, d'entrer dans la carrière diplomatique, quand l'empereur lui offrit plus tard l'ambassade de France.

L'empereur Nicolas allait ainsi mettre à profit les observations qu'il avait faites dans son for intérieur, lorsqu'il était grand-duc, sur le caractère et la valeur des hommes qui pouvaient rendre le plus de services à l'État.

Il aurait, par exemple, attribué une haute position, dans son gouvernement, à l'historien Karamsine, si cet illustre écrivain eût vécu assez pour obtenir la récompense que lui assuraient l'estime et l'amitié de son souverain. Mais, depuis la journée du 26 décembre, Karamsine était gravement malade des suites d'une fluxion de poitrine, qu'il avait gagnée ce jour-là, par imprudence, en s'exposant au froid, sans pelisse et sans chapeau, sur la place du palais d'Hiver.

L'empereur, qui s'informait souvent de sa santé, lui fit donner un appartement au palais de la Tauride, afin qu'il pût, dans les beaux jours de printemps, respirer un meilleur air et jouir de la promenade dans les jardins de cette résidence im-

périale. L'état du malade s'aggravait tous les jours. L'empereur en fut instruit, et il écrivit de sa propre main cette admirable lettre à l'auteur de l'*Histoire de l'Empire de Russie :*

« Nicolas Mikhaïlovitch, le dérangement de votre santé vous oblige à quitter, pour un temps, votre patrie, et à chercher des climats plus doux. C'est un plaisir pour moi de vous exprimer à ce sujet le vœu sincère, que vous puissiez revenir bientôt au milieu de nous avec des forces nouvelles, afin de vous consacrer de nouveau à l'utilité et à l'honneur de notre patrie, ainsi que vous l'avez fait jusqu'à présent. De même, je me plais à vous témoigner, au nom de feu l'empereur, qui avait éprouvé votre attachement si noble, si désintéressé à sa personne, et pour mon propre compte, ainsi qu'au nom de la Russie, toute la reconnaissance que vous méritez comme citoyen et comme auteur.

« L'empereur Alexandre vous avait dit : « Le « peuple russe est digne de connaître son histoire. » Je vous dis, moi, que l'Histoire que vous avez écrite est digne du peuple russe !

« Aujourd'hui je remplis une intention, à laquelle mon frère Alexandre n'a pas eu le temps de

donner suite. Le papier ci-joint vous mettra au fait de ma volonté, qui n'est, en ce qui me concerne, qu'un acte de justice, mais que je regarde également comme une disposition conforme à un legs sacré de l'empereur Alexandre. Je désire que votre voyage vous soit favorable, et qu'il vous rende les forces dont vous avez besoin pour terminer l'œuvre principale de votre vie.

« Je suis votre affectionné,

« NICOLAS.

« Tzarskoé-Sélo, 13 (25 nouv. st.) mai 1826. »

L'empereur lui avait déjà assigné une somme de 50,000 roubles pour se rendre dans le midi de la France, dès que ses forces lui permettraient de supporter le voyage à bord d'une frégate de la marine impériale. Un ukase, joint au rescrit de l'empereur, accordait une pension annuelle de 50,000 roubles à Karamsine, pension reversible sur la tête de sa femme et de ses enfants.

Peu de jours après, Karamsine s'éteignit doucement, à l'âge de soixante ans, en regrettant de n'avoir pu achever sa grande Histoire, qu'il eût été heureux, dit-il, de continuer jusqu'au glorieux avénement de Nicolas Ier.

— J'avais été, ajouta-t-il, témoin oculaire de

cet avénement, et j'aurais rempli dignement ma tâche d'historiographe de l'empire, en prophétisant un grand règne, que je ne verrai pas, mais que mes enfants auront le bonheur de voir.

L'opinion publique se montrait, en effet, très-favorable au nouveau règne, surtout parmi le peuple des campagnes, qui regardait le successeur d'Alexandre comme un libérateur.

C'était l'œuvre machiavélique des Sociétés secrètes et des conspirateurs, qui avaient imaginé de créer des embarras sérieux au gouvernement et de jeter dans le pays un germe de guerre civile, en publiant partout que l'empereur Nicolas avait inauguré son règne par l'affranchissement des serfs.

Cette fausse nouvelle trouva d'autant plus de crédit, dans toutes les provinces de l'empire, que ce grand acte d'émancipation s'accomplissait depuis plusieurs années dans la Courlande et la Livonie. On comprend avec quel enthousiasme, avec quelle reconnaissance, furent accueillis ces bruits mensongers, que tous les efforts de l'autorité ne parvinrent pas à détruire. Les serfs de la couronne se croyaient dispensés de payer l'obrok ou loyer annuel qu'ils devaient acquitter en sus de la capitation; les serfs des particuliers se réjouissaient

d'être affranchis du joug de leurs maîtres et ne voulaient plus entendre parler de tributs ni de corvées.

On eut beau leur dire que rien n'était changé à l'ancien système du servage : on ne pouvait ni les convaincre, ni même ébranler leur confiance; ils refusaient de travailler, et bientôt ils se mutinèrent. Il y eut des troubles graves qui se communiquèrent de proche en proche jusqu'aux environs de Saint-Pétersbourg.

Dans quelques localités, les paysans signaient des suppliques qu'ils adressaient à l'empereur. Mais ces démarches collectives furent considérées comme des actes d'insubordination et n'eurent pas d'autre résultat que de faire punir ceux qui les avaient provoquées. Les signataires avaient pourtant fondé leurs réclamations sur l'état de détresse de la classe agricole, qui, accablée du poids des impôts et des prestations de toute nature, manquait encore de débouchés pour la vente des blés, depuis que le Gouvernement avait presque cessé d'acheter aux paysans les grains dont il avait besoin pour l'alimentation de ses armées, les colonies militaires offrant désormais une production suffisante pour cet usage. Ainsi les paysans trouvaient là un prétexte pour protester contre les co-

lonies militaires, qu'ils n'avaient jamais vues de bon œil.

Les autorités provinciales ne pouvaient rien contre l'obstination de cette émeute permanente ; l'emploi de la force armée était inévitable ; mais, avant d'y recourir, on essaya encore d'un dernier moyen pacifique. Dans un manifeste en date du 18 (30, nouv. st.) mai 1826, l'empereur déclara que les bruits répandus au sujet de l'abolition immédiate du servage étaient faux et méchamment inventés par des gens, qui abusaient de la simplicité des paysans et qui espéraient faire d'eux les instruments des plus coupables projets. En conséquence, il rappelait sévèrement les paysans au strict accomplissement de leurs obligations légales, « sans contradiction aucune, » à l'égard de leurs maîtres comme à l'égard du gouvernement. Ce manifeste devait être lu, durant six mois, tous les dimanches et jours de fête, dans les églises, dans les marchés et sur les places publiques.

Les paysans persistèrent dans leur aveuglement et leur résistance : il fallut envoyer des troupes pour les faire rentrer dans le devoir. Le 17 juillet, le secrétaire d'État Mourawieff présenta au Sénat, de la part de l'empereur, un décret, portant que, partout où il faudrait employer la force pour

mettre fin aux troubles, les formes ordinaires de la justice seraient suspendues et les mutins jugés suivant la loi martiale. Les jugements ainsi rendus n'auraient besoin, pour être exécutés, que de l'adhésion du gouverneur civil, qui recevait plein pouvoir à cet effet, dans le cas où le jugement ne comprendrait pas plus de neuf condamnés; si ce nombre était supérieur, la sentence des juges serait soumise au gouverneur général de la province; en certains cas seulement, le gouverneur général devrait en référer au comité des ministres. Ordre fut donné aux gouverneurs de tenir la main à la prompte exécution des volontés impériales.

En même temps, l'empereur, qui se voyait forcé de prendre ces mesures de sévérité, voulut prouver aux paysans qu'il s'intéressait à leur sort et qu'il s'occuperait tôt ou tard de l'améliorer. Par un autre ukase, il enjoignit aux diverses autorités locales de protéger les paysans, en empêchant que leurs maîtres n'exigeassent d'eux rien d'injuste et ne les traitassent avec trop de dureté; dans ce cas-là, le gouverneur civil devrait être averti par un rapport immédiat.

Malheureusement, les autorités subalternes ayant bientôt abusé de cet ukase pour s'immiscer dans la

gestion des affaires seigneuriales, il en résulta que les sages prescriptions de l'empereur, dictées par l'humanité autant que par la politique, furent impuissantes contre les maux inhérents à la condition du servage et n'aboutirent qu'à motiver dans les campagnes un système d'espionnage intolérable.

L'ordre avait fini par se rétablir, mais les paysans, en retournant à leurs travaux, restèrent persuadés que l'empereur Nicolas immortaliserait son règne par l'émancipation des serfs.

— Ils ont lu dans ma pensée, dit l'empereur à qui l'on rapportait les espérances des paysans au sujet de ce grand acte de réforme sociale, mais mon glorieux prédécesseur avait aussi la ferme intention d'abolir le servage en Russie, et il est mort sans avoir pu réaliser le rêve de sa vie entière.

L'agitation des paysans avait prouvé que les Sociétés secrètes conservaient encore dans le pays une action redoutable, lors même que les principaux conspirateurs se trouvaient sous la main de la justice. Des avis officieux avaient été adressés à l'empereur, pour l'avertir du danger que sa vie pourrait courir, s'il s'obstinait à ne prendre aucune précaution contre les assassins.

L'empereur ne tint pas compte de ces avertissements anonymes, et il continua de se montrer en public, sans suite et sans escorte.

— Ce n'est pas à moi, disait-il, c'est à la police de me garder.

Le comte Araktchéïeff avait eu, en effet, du vivant d'Alexandre Ier, une police spéciale, chargée de veiller sur la personne du souverain. La police générale s'étendait, en outre, comme un immense réseau, sur toutes les parties de l'empire. Mais, d'après l'impunité qui avait couvert les actes les plus patents de la dernière conspiration, il y avait lieu de supposer que cette police, ordinairement si clairvoyante et si active, pouvait tout à coup, dans certaines circonstances, fermer les yeux et s'endormir.

Araktchéïeff, quoique toujours chargé de la haute direction des colonies militaires, tombait en disgrâce, et le moment n'était pas éloigné où l'empereur devait l'inviter à quitter la Russie et à voyager à l'étranger. Il fallait donc songer à lui donner un successeur, qui fût capable, par son zèle, son dévouement, son intelligence et son habileté, d'assurer la sécurité de l'empereur et de la famille impériale.

Le choix de Nicolas était fait, depuis le jour de

son avénement : il avait vu à l'œuvre, ce jour-là, l'aide de camp général Benkendorff, ayant l'œil à tout, se multipliant, se portant avec un prodigieux entrain sur tous les points de l'insurrection, donnant à tous l'exemple du sang-froid, de la fermeté et du courage. Il connaissait, d'ailleurs, de longue date, Alexandre de Benkendorff, parent de la vénérable comtesse de Lieven, qui lui avait recommandé ce brillant officier, homme aimable, doux, souple, insinuant, agréable de figure et de manières, plein d'esprit et de talent; Benkendorff avait su plaire au grand-duc Nicolas, et il ne tarda pas à se faire aimer de l'empereur.

Ce fut donc lui que l'empereur, à la fin de juin, nomma chef des gendarmes et chargea du commandement de son quartier général. Benkendorff, depuis le jour de sa nomination jusqu'à sa mort, fut, en quelque sorte, inséparable de son souverain et le suivit partout et à toute heure, comme un ange gardien.

L'institution de cette haute police, confiée à Benkendorff, dépendait de la chancellerie impériale, où elle forma une troisième section, qui prit des développements considérables et qui acquit une immense importance dans l'action du gouvernement.

Benkendorff avait toujours été intègre ; il le fut, pour ainsi dire, davantage, quand il eut entre les mains la fortune, la liberté et la vie de tous les habitants de la Russie.

LV

La Commission d'enquête venait enfin de terminer l'instruction du procès criminel des conspirateurs du 26 décembre 1826.

Après cinq mois entiers de recherches, d'interrogatoires, de confrontations et de travaux poursuivis incessamment avec un zèle infatigable, cette Commission avait accompli, sous la surveillance directe de l'empereur et parfois sous ses yeux, la tâche colossale dont elle était chargée.

Malgré le soin qu'elle avait pris, suivant le désir exprimé par son auguste collaborateur, de diminuer autant que possible le nombre des accusés, ceux qu'on n'avait pu mettre hors de cause, en faisant preuve d'une justice pleine de modération, formaient encore, dit-on, un total de deux cent cinquante personnes, plus ou moins coupables, divisées en différentes catégories et appartenant toutes

nominativement aux faits d'association secrète, de régicide, de conspiration et d'insurrection, signalés dans le Rapport de la Commission d'enquête.

Le Rapport détaillé, qui fut soumis à l'empereur le 11 juin, contenait en substance tous les renseignements que la Commission avait réunis sur les Sociétés secrètes de la Russie, prévenues de conspiration contre l'État, sur leur origine, leur marche, le développement successif de leurs plans, le degré de participation de leurs principaux membres à leurs projets et à leurs entreprises, ainsi que sur les actes individuels et même les intentions avérées de la plupart de ces membres.

Cet admirable Rapport, rédigé avec une rare halité par Bloudoff, secrétaire de la Commission, qui en avait fait disparaître quelques noms par ordre de l'empereur, résumait en ces termes les travaux minutieux auxquels s'étaient livrés les commissaires : « Lorsque cette Commission fut établie, et presque à l'instant de la répression des troubles du 14 (26) décembre, vous avez témoigné, Sire, que, ne voulant suivre que les mouvements de votre cœur, à l'exemple de vos glorieux ancêtres, vous aimeriez mieux pardonner à dix coupables que de punir un seul innocent. C'est d'après ce principe, où tant de sagesse s'unit à tant de ma-

gnanimité, que la Commission s'est constamment dirigée, dans le cours de ses investigations, sans néanmoins perdre de vue l'obligation qui lui était imposée de travailler, par de scrupuleuses recherches, à purifier la Russie de germes pernicieux, à assurer la tranquillité et le bon ordre, à calmer les citoyens paisibles dévoués au trône et aux lois. Pleine du désir d'atteindre ce but, la Commission a approfondi avec un grand soin et une égale impartialité toutes les circonstances qui pouvaient conduire à la découverte des ramifications du complot. Mais, dans l'examen de ces circonstances, et dans les cas divers qui se sont présentés, elle a, autant qu'il était en son pouvoir, distingué la faiblesse et un aveuglement momentané, d'une malveillance persévérante ; elle a presque toujours pris pour base de ses conclusions les aveux des prévenus ou des pièces écrites de leur main ; regardant les dépositions de leurs complices et tous les autres témoignages comme des moyens subsidiaires de conviction ou comme de simples indications de la marche à suivre dans les enquêtes ultérieures et dans les interrogatoires. »

A ce Rapport volumineux, qui ne remplissait pas moins de 139 pages, étaient joints les procès-verbaux de tous les interrogatoires et des notices

séparées sur chacun des accusés. La Commission s'était efforcée d'établir, avec la plus scrupuleuse exactitude, dans ces notices personnelles, le degré de leur culpabilité respective, en indiquant leurs propres aveux, les dépositions des témoins à leur égard, et les nouvelles réponses qu'ils avaient faites au sujet de ces dépositions.

Deux ou trois mille témoins, appelés de tous les points de la Russie, avaient été confrontés avec les accusés, et ceux-ci, confrontés aussi les uns avec les autres, avaient subi des interrogatoires réitérés : quatre des accusés seulement s'étaient refusés à toute espèce d'aveux.

L'empereur se montra satisfait des résultats de l'enquête, et il autorisa la publication du Rapport de la Commission, qui parut accompagné de ce manifeste, dans lequel le souverain annonce solennellement à ses peuples que sa ligne de conduite lui a été tracée par le doigt de Dieu :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.;

« Par Notre Manifeste du 19 (31, nouv. st.) décembre de l'année dernière et par les publications qui ont été faites subséquemment, tous Nos

fidèles sujets ont appris l'existence d'un complot, dont le but était de renverser le trône, de changer la forme du gouvernement, de détruire les lois, et avec elles tout ce que la patrie reconnaît de plus sacré.

« Nous avions imposé à la Commission d'enquête, chargée d'examiner à fond cette trame sacrilége, le devoir d'embrasser l'affaire dans tout son ensemble, de pénétrer jusqu'aux racines du mal, de découvrir son origine, d'en suivre toutes les ramifications, d'en constater les progrès et l'étendue, et d'établir enfin les résultats de l'enquête, non sur des suspicions ou des probabilités, mais sur des preuves certaines, péremptoires, irréfragables.

« Des perquisitions aussi exactes et aussi étendues étaient commandées par une nécessité impérieuse. Lorsque, dès les premiers jours de Notre règne, les décrets impénétrables du Très-Haut Nous eurent dévoilé un horrible dessein, qui, depuis dix années déjà, se poursuivait dans les ténèbres, Nous avons reconnu le doigt de Dieu, qui Nous traçait visiblement Notre conduite et Nos devoirs; Nous avons compris d'autant mieux la sainteté de ces obligations, que la naissance du complot précéda de loin Notre avénement au

trône, et qu'il ne menaçait pas Notre personne seule, mais la Russie tout entière.

« Telle fut Notre pensée lors de l'établissement de la Commission d'enquête; tels furent les principes qui devaient diriger ses opérations. Après plus de cinq mois de travaux continués tous les jours avec un zèle infatigable, ayant pesé et vérifié soigneusement chaque circonstance, chaque déposition, chaque fait, écartant les conjectures et les simples soupçons, ne se fondant jamais que sur l'évidence, sur les aveux mêmes des accusés, ou sur des moyens de conviction qui ne laissent plus l'ombre du doute, enfin accordant aux prévenus toute la latitude et toutes les facilités dont ils avaient besoin pour la défense, la Commission a atteint le but qu'elle avait à remplir; elle vient de Nous soumettre un Rapport définitif sur l'ensemble de ses recherches, accompagné de tous les documents originaux sur lesquels il s'appuie.

« Il résulte, de l'examen de ce Rapport et des pièces justificatives, deux espèces d'accusations, évidemment distinctes : les premières, de la nature la plus grave, portent sur des crimes de haute trahison, sur des projets formés de longue main, entretenus et mûris avec un endurcissement opiniâtre, constamment et invariablement dirigés

vers le but criminel que l'on se proposait ; les secondes concernent des égarements qui eurent pour principe, soit la faiblesse du caractère ou une aveugle confiance, le manque d'une pénétration suffisante pour découvrir le secret des véritables conspirateurs, l'élan momentané des passions, suivi du repentir, et, en général, des intentions vacillantes, sans objet déterminé, et auxquelles surtout on n'a à reprocher aucune participation à des actes de révolte. On voit, par le genre même du délit, que les accusés de cette espèce encourent l'application des peines simplement correctionnelles ; quant aux individus sur qui pèsent les premiers chefs d'accusation ; qui, plus ou moins rapprochés du centre d'activité de ce complot, en ont connu les véritables fins ; tous seront compris dans le même jugement, quoique tous ne soient pas coupables au même degré.

« Nous avons résolu de composer le tribunal, auquel ce jugement doit être référé, des trois premiers corps de l'État : le Conseil de l'empire, le Sénat-dirigeant et le Saint-Synode, en y adjoignant des personnes choisies dans les grades supérieurs de l'armée et du civil. Le président et les membres de la Commission d'enquête ne doivent point y siéger.

« Par une semblable organisation de ce tribunal, Nous avons voulu maintenir, non-seulement l'autorité des anciens usages, mais faire voir encore que Nous n'avons jamais cessé de considérer cette affaire comme la cause de tous les Russes qu'anime l'amour de la patrie, comme celle de tout l'empire.

« En confiant le sort des accusés à cette Cour suprême, Nous n'attendons d'elle et Nous ne lui demandons qu'une justice impartiale, rigoureusement fondée sur les lois et sur la force et l'évidence des preuves.

« Lorsque le jugement aura été prononcé, et après qu'il Nous en aura été rendu compte, l'arrêt sera publié avec tous les détails de la procédure.

« Donné à Saint-Pétersbourg le 1er (13, nouv. st.) juin, l'an de grâce 1826, et de notre règne le premier.

« Nicolas. »

Un ukase, portant la même date que le manifeste, nomma président de la Cour suprême le prince Lapoukhine, qui serait, en cas de maladie, remplacé par le prince Kourakine. L'ukase désignait, en outre, pour siéger, dans cette Cour su-

prême, un certain nombre de personnes qui ne faisaient point partie des trois grands corps de l'État, et parmi eux on en remarquait plusieurs qui avaient aidé l'empereur à réprimer l'insurrection du 26 décembre, entre autres les aides de camp généraux Woïnoff, Komarowsky, Bachoutsky, Bistrom, etc. Le prince Labanoff-Rostowsky, ministre de la justice, devait remplir les fonctions de procureur général auprès de la Cour de justice.

La Haute Cour, présidée par le prince Lapoukhine, se réunit, dès le 15 juin, au Palais du Sénat, où elle tint sa première séance, sous la protection d'un poste d'honneur fourni par la garde impériale, en sus du grand poste ordinaire du palais. Après la lecture du manifeste de l'empereur, on lut successivement le Rapport de la Commission d'enquête et les notices circonstanciées, relatives à chacun des accusés, notices rédigées sur le texte des documents authentiques qui composaient le dossier de l'enquête.

La Cour fut pénétrée d'indignation et d'horreur, en voyant ainsi se dérouler sous ses yeux l'effrayant tableau de cette vaste conspiration, qui avait menacé à la fois la vie du souverain et l'ordre social en Russie, et qui présentait tant de faits

étranges et monstrueux, mêlés parfois, il est vrai, à de généreuses aspirations et à de nobles sentiments.

On jugea impossible de faire comparaître tous les accusés devant la Cour et de les interroger à nouveau; c'eût été recommencer l'enquête et prolonger indéfiniment le procès. On décida donc qu'une Commission, tirée du sein de la Cour suprême, se transporterait auprès des accusés et recueillerait leurs aveux, de leur propre bouche.

Cette Commission fut nommée sur-le-champ, et elle s'occupa, sans désemparer, de la révision des interrogatoires. Tous les prévenus, sans exception, amenés en sa présence, confirmèrent leurs dépositions précédentes, en y apposant leurs signatures. Cinq d'entre eux, seulement, usèrent de la faculté qui leur avait été accordée de compléter leurs dépositions antérieures par l'exposé des circonstances qu'ils pourraient croire utiles à leur justification. Mais ces dépositions supplémentaires n'amenèrent aucun fait nouveau, qui fût de nature à modifier le rapport de la Commission d'enquête, tant l'instruction de cet énorme procès avait été faite avec soin, exactitude et impartialité.

Le travail de révision n'en fut pas moins sévère et minutieux; la Commission ne perdait pas un

jour, pas une heure, et pourtant plusieurs semaines devaient s'écouler encore, avant que le jugement définitif fût rendu par la Haute Cour de justice.

LVI

L'attention publique à Saint-Pétersbourg s'était détournée du procès des accusés du 26 décembre, pour se préoccuper exclusivement des funérailles de l'impératrice Élisabeth, pour lesquelles on faisait déjà de magnifiques préparatifs, sous la surveillance de la commission de deuil et de son président le prince Alexis Kourakine, à qui l'empereur avait confié le soin de cette affaire, pour reconnaître le zèle que ce conseiller privé avait déployé en s'acquittant des mêmes devoirs aux obsèques d'Alexandre Ier.

Le corps de l'illustre défunte était resté exposé, pendant quinze jours, dans la petite église de Bélef, transformée en chapelle ardente. Le convoi se mit en mouvement, le 2 juin, dans le même ordre et avec le même cérémonial, qui avaient été observés pour le convoi d'Alexandre.

Les habitants de Bélef obtinrent l'autorisation de traîner le char funèbre jusqu'aux portes de leur ville, mais cette même autorisation, sollicitée depuis par les habitants de toutes les villes que traversait le convoi impérial, ne put être toujours accordée, parce que le cortége était obligé de marcher la nuit, à cause des grandes chaleurs de la saison, et que sa marche ne devait être retardée sous aucun prétexte. Il avait à parcourir deux cent cinquante-sept lieues environ jusqu'à Saint-Pétersbourg, où il était attendu pour la fin de juin.

Sur toute la route, on vit se renouveler autour du cercueil de l'impératrice les scènes touchantes qui avaient eu lieu pendant le voyage funéraire de son auguste époux. Les populations en habits de deuil accouraient de toutes parts, pour rendre un dernier hommage à cette bonne impératrice, dont le nom n'évoquait que des souvenirs de piété, de bienfaisance et de vertu. Dans chaque gouvernement où passait le lugubre cortége, la noblesse, précédée de ses maréchaux, le clergé, précédé de ses évêques, recevaient le corps et lui faisaient escorte jusqu'au gouvernement voisin. Partout, les larmes et les sanglots se mêlaient aux cérémonies du culte et dominaient, en quelque sorte, le bruit de l'artillerie et le son des cloches.

L'impératrice-mère avait, presque à la dérobée, quitté Moscou, pour aller au-devant du convoi qui s'était arrêté à Mojaïsk, vers dix heures du soir : elle passa la nuit en prières près du cercueil, et le lendemain elle assista au service funèbre qui fut célébré par l'archevêque Philarète.

Le convoi, dont la conduite était confiée au prince Pierre Wolkonsky (il tenait ainsi la promesse qu'il avait faite à Alexandre mourant, de ramener l'impératrice à sa famille), continua de s'acheminer solennellement vers le palais de Tchesmé, où il arriva dans la matinée du 25 juin.

Le révérend père Féodotoff, confesseur de l'empereur et de l'impératrice défunts, avait voulu suivre le convoi depuis Bélef, marchant devant le corbillard et portant une image, sans avoir abandonné son poste un seul instant, quelle que fût la chaleur de l'été, quelle que fût la fatigue de ce long voyage : il avait donc fait deux cent cinquante lieues, à pied, en vingt-quatre jours !

Le corps fut transporté dans la chapelle du palais, à l'entrée de laquelle la commission de deuil et son président vinrent le recevoir. La famille impériale, conduite par l'empereur, ne manqua pas d'apporter ses pleurs et ses prières, au pied du catafalque entouré de toutes les personnes qui

avaient suivi le convoi depuis son départ de Bélef.

Le lendemain 26 juin, à trois heures de l'après-midi, le cercueil, déposé sur le char de parade (c'était le même qui avait servi, deux mois auparavant, aux obsèques d'Alexandre Ier), se dirigea lentement vers la capitale; des deux côtés du char, les dames décorées de l'ordre de Sainte-Catherine et les demoiselles d'honneur qui avaient accompagné la défunte dans son dernier voyage, s'avançaient au milieu d'une double haie de pages portant des torches allumées. Les bâtons du dais étaient soutenus par les chambellans et les maîtres de la cour.

Lorsque le cortége approcha de la barrière, où s'étaient réunis, pour l'attendre, les membres du Saint-Synode avec le clergé de la cour, et le gouverneur général de Saint-Pétersbourg avec ses aides de camp et ses officiers, la famille impériale, en grand costume de deuil, alla au-devant du corps. L'empereur était venu à cheval, suivi de son état-major, en passant la revue des troupes échelonnées dans les rues et sur les places, que le convoi devait traverser pour se rendre directement à la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul.

Après que le clergé eut récité la prière des morts, vers cinq heures, la procession funèbre se

remit en marche et entra dans la ville, au son de toutes les cloches et au bruit de l'artillerie.

Cette procession, divisée en quinze sections dont chacune était précédée d'un maître des cérémonies à cheval, ne différait pas essentiellement de celle qui avait été ordonnée pour la translation du corps de l'empereur. On y voyait aussi les étendards des gouvernements de la Russie et l'étendard de soie noire aux armes de l'empire, derrière lequel marchait un héraut revêtu d'une armure noire et tenant son épée nue abaissée vers la terre.

Les ordres et la couronne impériale étaient portés par des sénateurs, assistés de conseillers d'État. Tous les fonctionnaires civils et militaires, tous les employés des différents services de la cour, toutes les sociétés philanthropiques, tous les membres de l'Académie des sciences et de l'Académie des beaux-arts, tous les professeurs de l'Université de Saint-Pétersbourg, toutes les corporations de bourgeois, tous les corps de métiers, avaient leur place marquée dans le cortége, comme aux funérailles d'Alexandre.

Mais ce qui distinguait d'une manière toute spéciale cette pompe funèbre, c'était la présence des jeunes élèves des instituts d'éducation, que l'impératrice Élisabeth avait eus sous sa protection

et sous son administration directe, la maison d'Industrie, les maisons de la Société patriotique des dames et les écoles des Orphelines, toutes les pensionnaires en deuil, accompagnées de leurs gouvernantes et inspectrices.

Derrière le char mortuaire, marchait à pied l'empereur, ayant à ses côtés son beau-frère le prince Charles de Prusse et les généraux comte de Langeron et comte Tolstoï, en qualité d'assistants, tous en manteaux de deuil avec chapeaux rabattus garnis d'un long crêpe. L'empereur était, en outre, accompagné du duc Alexandre de Wurtemberg et de ses deux fils, ainsi que du prince Pierre Wolkonsky, lequel avait eu le douloureux privilége de recueillir les derniers soupirs de feu l'empereur qu'il avait tant aimé, et de ramener, comme il s'y était engagé vis-à-vis de son auguste ami, l'impératrice Élisabeth à sa famille.

Après les grands personnages qui suivaient l'empereur, une voiture de deuil de la cour, attelée de huit chevaux, dans laquelle se trouvaient seulement l'impératrice Alexandra, la princesse Marie de Wurtemberg et le grand-duc héritier, précédait la file des voitures, où étaient les dames et les demoiselles d'honneur de feu l'impératrice; toutes les dames des quatre premières classes; les

médecins ordinaires de la défunte et toutes les personnes qui avaient été attachées à son service.

On remarquait, dans une de ces voitures de deuil, deux femmes d'illustre origine, intéressantes par leurs malheurs, la reine détrônée d'Iméréthie et sa fille la régente de Mingrélie, qui toutes deux étaient devenues pensionnaires de la Russie depuis la conquête de leurs États. L'impératrice Élisabeth leur avait toujours témoigné les égards dus à une grande infortune, en y joignant de délicates attentions que lui suggérait son angélique bonté.

Une foule énorme s'était portée de toutes parts sur le passage du cortége, et les milliers de spectateurs, qui avaient voulu assister ainsi aux funérailles, se tenaient immobiles, la tête découverte, dans un religieux recueillement : beaucoup s'agenouillaient, et tous versaient des larmes.

A sept heures et demie du soir, le char arrivait devant le portail de la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, où le corps diplomatique et les ambassadeurs extraordinaires, avec toute leur suite, avaient déjà pris place, ainsi qu'un petit nombre d'invités qui remplissaient l'église. Le cercueil, enlevé du corbillard par les personnes qui l'avaient accompagné depuis Bélef, fut reçu par le métropolitain entouré des membres du Saint-Synode et

du haut clergé, et ensuite transporté sur le catafalque. Puis, le service funèbre commença.

L'impératrice Alexandra, dont les forces physiques ne pouvaient plus supporter tant d'émotions successives, fut obligée de se retirer, et l'empereur, inquiet sur l'état de santé de son auguste épouse, ne tarda pas à la rejoindre. Il revint, le lendemain et les jours suivants, avec elle, pour assister aux services qui se célébraient le soir et le matin avec une imposante solennité, à laquelle la décoration funèbre de l'église ajoutait encore un caractère plus sublime.

Pendant sept jours, aux heures où la famille impériale et la cour n'étaient pas en prières devant le cercueil de l'impératrice Élisabeth, le peuple fut admis à venir le baiser en y laissant la trace de ses larmes, mais tous ceux qui avaient à cœur de rendre ce dernier hommage à l'auguste défunte ne réussirent pas, après une longue station aux portes, à pénétrer dans l'intérieur de la cathédrale.

Enfin, la cérémonie de l'inhumation eut lieu, le 3 juillet, avec autant de pompe et d'apparat que pour l'inhumation d'Alexandre. La famille impériale y assistait, à l'exception de ceux de ses membres qui attendaient à Moscou l'arrivée de l'empereur Nicolas.

Au moment où le cercueil fut descendu dans la tombe avec les formalités d'usage, on crut entendre s'élever de cette tombe comme un gémissement lugubre qui se prolongea en sanglots étouffés : tous les assistants furent saisis d'angoisse et glacés de terreur. Il sembla aux témoins de cette scène émouvante, que les deux augustes époux revenaient ensemble à la vie pour éprouver la joie de se sentir réunis dans la mort.

Un feu roulant, exécuté par les troupes qui n'avaient pas quitté leurs rangs, et une salve générale de tous les canons de la forteresse, annoncèrent aux habitants de Saint-Pétersbourg, que la tombe venait de se fermer sur l'illustre impératrice, dont l'existence entière avait été constamment un admirable modèle des plus hautes et des plus touchantes vertus.

On apprit, le même jour, que le baptême de la grande-duchesse Élisabeth avait été célébré, le 24 juin, à Moscou, dans l'église du monastère de Tchoudoff, en présence de sa mère, la grande-duchesse Hélène. Les parrains étaient l'impératrice Marie et l'empereur, le roi et la reine de Wurtemberg.

L'archevêque Philarète, après avoir baptisé l'enfant, adressa un discours à l'auguste marraine,

dans lequel il évita de lui rappeler la double perte qu'elle venait de faire, car l'impératrice-mère avait quitté, ce jour-là, à l'occasion du baptême de sa petite fille, le deuil de son fils et de sa bru, pour le reprendre le lendemain et le garder jusqu'au couronnement.

« Très-pieuse souveraine,

« La nature t'avait donné une petite-fille; un sacrement de notre sainte religion vient de te conférer, à l'égard de ce même enfant, le titre sacré de mère, lien étroit, adoption complète, d'après les intentions de l'Église, et à laquelle cèdent même les parents naturels, ainsi que le prouve l'ordre de cette cérémonie.

« L'Église se réjouit, et de ce que le pouvoir de devenir la fille de Dieu (saint Jean, I, 22) a été donné à cette enfant de la maison impériale, et, plus particulièrement, de ce que tes mains sacrées ont reçu cette nouvelle fille de l'Église. Tu es digne de la présenter à notre Sauveur. Elle recevra de toi non-seulement tout ce qui fait aux yeux du monde l'ornement des princesses issues de sang royal, mais encore ce charme céleste dont il est écrit : « La fille du roi est toute pleine de gloire « au dedans » (Ps. XXIV, 14).

« Puissent les anges, gardiens des enfants offerts à Jésus-Christ, t'aider à faire prendre l'essor à ce petit ange, et à élever ta nouvelle fille comme il convient à l'enfant du Seigneur! »

LVII

Nicolas ne devait pas se rendre à Moscou avant le commencement d'août, mais il s'était hâté de ramener l'impératrice et ses enfants à Tzarskoé-Sélo, pour les distraire du lugubre spectacle du deuil public et des funérailles, qui avaient trop longtemps affligé leurs yeux depuis sept mois.

Il attendait que la Haute Cour de justice eût achevé de remplir son pénible mandat et que le juste châtiment des conspirateurs du 26 décembre donnât satisfaction à la loi, en permettant à sa clémence de faire un choix parmi les condamnés.

Plus ce moment approchait, plus il ressentait à l'avance les poignantes appréhensions des rigoureux devoirs qu'il aurait à remplir, en s'interdisant de pardonner à tous les coupables. C'était là souvent le sujet de ses entretiens avec l'impératrice, qui ne comprenait pas, disait-elle, que le souverain

eût le courage de punir, ayant le droit de faire grâce.

— Je pardonnerais sans doute à l'auteur d'un attentat contre ma personne, lui dit l'empereur, mais il ne m'est pas permis de pardonner à des gens qui ont voulu assassiner mon bienfaiteur. Il faut aussi, pour empêcher que de pareils attentats se renouvellent, faire un exemple et frapper de terreur les régicides et les révolutionnaires.

— Si l'impératrice Élisabeth vivait encore, reprit Alexandra Féodorovna, elle vous demanderait elle-même la grâce de ces malheureux qui avaient eu l'horrible pensée de tuer son époux bien-aimé.

L'empereur avait donc, suivant la généreuse inspiration de l'impératrice, exprimé, en présence des principaux membres de la Cour suprême, le désir de n'avoir pas à signer un seul arrêt de mort, mais on lui représenta respectueusement que la clémence la plus large devait avoir des bornes, et que la punition exemplaire de certains crimes était une nécessité absolue et inévitable, bien que la peine capitale n'eût pas été appliquée une seule fois en Russie depuis plus de soixante et dix ans.

— La Haute Cour, d'une voix unanime, opinera certainement à la mort, dit le prince Lapoukhine, mais elle fait d'avance ses réserves à l'égard de

cinq ou six individus indignes de toute indulgence et de tout pardon. Votre Majesté aura donc, pour exercer sa clémence, une belle occasion, qui, j'ose l'espérer, ne se représentera pas une seconde fois dans le cours de son règne.

L'empereur ne se rendit pas sans hésitation à la raison d'État qu'on lui fit valoir pour motiver la condamnation à mort, mais il fut surtout très-vivement frappé de l'avis exprimé par un conseiller privé, qui soutint que, le souverain étant l'agent et le délégué du pouvoir divin sur la terre, tout complot dirigé contre la vie et l'autorité du souverain méritait d'être assimilé aux crimes de lèse-majesté divine.

— Je sens déjà ce qu'il en coûte pour être sévère et inflexible, reprit Nicolas avec tristesse. Il est plus facile, en effet, de pardonner que de punir.

Le caractère ferme et résolu de l'empereur ne s'était fait connaître encore que par la mission de Minciaky à Constantinople et par la note très-sévère et très-menaçante que ce chargé d'affaires avait remise au Divan, mais on savait, dans tous les cabinets de l'Europe, que le nouveau tzar n'accepterait ni subterfuge, ni moyens dilatoires, et que son ultimatum serait soutenu par une armée.

La Porte Ottomane, qui se trouvait alors aux

prises avec de graves complications intérieures, et qui avait ainsi beaucoup de ménagements à garder avec son puissant voisin et allié, eut l'air de céder de la meilleure grâce à toutes les prétentions de la Russie. Elle fit exécuter sur-le-champ les clauses du traité de Bukharest, en retirant des principautés danubiennes les troupes qu'elle y laissait depuis 1821, sous prétexte d'y maintenir la paix et la tranquillité publiques ; elle restitua aux vaïvodes de Moldavie et de Valachie le droit de nommer eux-mêmes les chefs militaires du pays ; elle ordonna la mise en liberté des députés serviens, qu'elle avait prétendu garder en otage.

Bien plus, dans sa réponse officielle, remise à Minciaky la veille de l'expiration du délai fixé, elle protesta de son désir de conserver toujours des rapports de bonne intelligence avec la cour de Russie, « qui est son intime amie et voisine ; » elle se plut à reconnaître, avec l'expression la plus cordiale, les sentiments de droiture, de loyauté et de bienveillance de l'empereur Nicolas, et dans le but d'aviser aux moyens de cimenter une amitié sincère entre les deux empires, elle accepta la reprise des négociations entamées jadis à Constantinople par le comte de Strogonoff, à condition, toutefois, que les plénipotentiaires adoptassent dans les confé-

rences les principes établis précédemment, « sans élever de prétentions hors des traités, sans introduire de nouvelles clauses, ni vouloir changer, étendre ou modifier les stipulations existantes, et en se tenant, au contraire, en tout, à la lettre claire desdits traités, en se conformant à leur sens précis. »

Le Divan ne voulait pas que la Russie, à propos des principautés danubiennes ou des provinces du Caucase, pût en venir à s'immiscer dans les affaires de la Turquie relativement à la Grèce. On décida immédiatement que les conférences se tiendraient sur les frontières de Bessarabie, dans la ville d'Akerman. Les plénipotentiaires nommés par la Porte étaient Méhémet-Hadi-Effendi, contrôleur d'Anatolie, et Ibrahim-Afet-Effendi, mollah de Scutari.

L'empereur de Russie, satisfait des premiers résultats que son chargé d'affaires, Minciaky, avait obtenus, lui adressa un rescrit très-flatteur, en lui envoyant les insignes de chevalier grand-croix de l'ordre de Sainte-Anne. Il s'empressa de nommer, à son tour, ses plénipotentiairés, et il adjoignit, à son aide de camp, comte Michel de Worontzoff, gouverneur de la Nouvelle-Russie, le conseiller privé de Ribeaupierre, d'origine française, lequel n'avait pas encore été appelé à essayer en politique les qualités de son esprit pénétrant et délié.

Le comte de Worontzoff s'était fait estimer comme administrateur plutôt que comme diplomate, et tout le monde était d'accord pour applaudir aux améliorations de toute espèce dont il avait pris l'initiative dans son gouvernement de la Nouvelle-Russie; la Crimée lui devait une prospérité qui s'accroissait tous les jours au double point de vue agricole et commercial; les relations du commerce turc avec le port d'Odessa avaient rendu le nom de Worontzoff presque populaire en Turquie.

On ne pouvait douter, en connaissant l'honnêteté du caractère de ce brave général qui allait représenter la Russie, des intentions droites et loyales de Nicolas, qui, loin de chercher un prétexte pour rompre avec la Turquie, voulait bien encore fermer les yeux sur les sourdes menées des agents et des émissaires de cette puissance à la cour de Perse et dans les possessions russes de la mer Noire. L'empereur avait dit à ses plénipotentiaires, à leur départ pour Akerman :

— Les traités existants me suffisent, pourvu qu'ils soient bien compris et fidèlement exécutés ; je ne tiens guère à faire un pas en avant, mais je suis résolu à n'en jamais faire un en arrière.

C'était en vertu de ce principe, que l'empereur Nicolas avait insisté auprès de la cour de Suède,

pour arriver à la délimitation précise et définitive des frontières entre la Russie et la Norwége, dans les districts lapons où cette absence de délimitation amenait des collisions fréquentes entre les habitants des communes limitrophes des deux pays. La question avait été étudiée sur les lieux mêmes par des commissaires qui avaient recueilli tous les documents relatifs à cette affaire. Le roi de Suède et de Norwége se montra empressé de satisfaire au désir de son puissant voisin, et le baron de Palmstjerna, qu'il avait envoyé en qualité de ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg, renonça, en son nom, pour lui et ses successeurs, à toute prétention qui pourrait être élevée sur des territoires ayant appartenu à la couronne de Norwége et possédés depuis par la Russie.

Le traité, qui fixait la démarcation de la frontière en Laponie et qui sauvegardait les intérêts et la nationalité des possesseurs du sol et des habitants de ces localités, avait été conclu le 14 mai, avec un désir réciproque de faire régner, dans tous les rapports des sujets de l'un et l'autre État, « cette bonne intelligence, si conforme aux relations d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux pays. »

L'empereur, cependant, attendait avec impa-

tience le jugement du procès des accusés du 26 décembre : il avait hâte de passer l'éponge sur ce triste épisode révolutionnaire qui faisait tache dans son règne.

Par un rescrit adressé au général Tatistcheff, ministre de la guerre, il loua publiquement l'activité et le zèle infatigables que ce vieux général avait déployés dans l'exercice des fonctions de président de la Commission d'enquête ; il lui en témoigna une entière reconnaissance, et il le pria de remercier aussi tous les membres de la Commission, qui, en justifiant son choix et sa confiance, avaient acquis des titres impérissables à sa gratitude et à celle de la patrie ; il récompensa immédiatement plusieurs des membres de cette Commission, entre autres le prince Galitsyne, le général Ouchakoff et le conseiller Bloudoff, en leur envoyant des décorations en diamants, avec des rescrits très-honorables. Il n'oublia pas son aide de camp, le colonel Adlerberg, qui avait été chargé souvent de porter ses communications verbales à la Commission ; il lui conféra la décoration de Saint-Wladimir.

Beaucoup d'autres personnes furent récompensées, à cause des services qu'elles avaient rendus à l'État dans les travaux de la Commission d'en-

quête et antérieurement. Ainsi, celui qui avait donné le premier avis de la conspiration à l'empereur Alexandre, Sherwood, officier au régiment des lanciers du Boug, qui avait eu déjà en récompense, du vivant d'Alexandre, une somme d'argent considérable, fut jugé digne d'obtenir la noblesse héréditaire avec le surnom de *Vernii* (le fidèle), et il reçut encore d'autres faveurs, assez éclatantes pour le désigner au ressentiment et à la vengeance des Sociétés secrètes.

L'anniversaire de la naissance de l'impératrice fit diversion aux idées tristes qui envahissaient tous les esprits, à l'approche du grand verdict de la Cour de justice. Cet anniversaire fut célébré par des réjouissances publiques, où le peuple apporta sa gaieté naturelle et son enthousiasme pour la famille impériale.

L'empereur, à l'occasion de cette fête qui lui fut toujours chère, avait annoncé, par un ordre du jour à l'armée, que le régiment des chevaliers-gardes aurait pour chef l'impératrice ; et dans les grandes manœuvres du corps de la garde, qui eurent lieu durant plusieurs jours aux environs de Tzarskoé-Sélo, les nombreux spectateurs, que ces brillants exercices militaires avaient attirés de vingt lieues à la ronde, admirèrent la bonne grâce et la

belle tenue du nouveau chef des chevaliers-gardes, lorsque la charmante impératrice, portant l'uniforme de son régiment, et montée sur un cheval blanc qu'elle maniait avec une rare dextérité, se montrait partout à côté de l'empereur et passait devant les rangs qui l'acclamaient avec enthousiasme.

Il récompensa aussi, de la manière la plus flatteuse, l'aide de camp général baron de Diebitsch, chef de son état-major, qui, après la mort d'Alexandre Ier, avait pris, de son propre mouvement, les mesures les plus énergiques et les plus prudentes, pour faire arrêter les chefs du complot dans l'armée du Midi. Voici le rescrit autographe qu'il daigna lui adresser :

« J'éprouve une satisfaction très-particulière à vous témoigner ma reconnaissance des soins infatigables que vous avez apportés à prévenir les complots des conspirateurs, qui se préparaient à lever l'étendard de la révolte dans la seconde armée, et de vos sages dispositions pour parvenir à ce but.

« De tous les services que vous avez rendus à la patrie, la postérité considérera toujours comme le plus éminent l'énergie et la fermeté des mesures que vous avez prises, au moment où, accablé du

malheur qui nous avait frappés tous, vous agissiez de votre propre autorité. Recevez ici, par ma voix, l'expression de la profonde gratitude de la patrie entière.

« Je suis toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Ile d'Yélaguine, le 14/26 juillet 1826. »

LVIII

La Haute Cour de justice, après la révision de l'enquête, après une nouvelle enquête, en quelque sorte, non moins lumineuse que la première, s'était d'abord préoccupée de la peine, qui, en vertu des lois existantes, devait être appliquée aux coupables. Elle posa donc les deux questions suivantes, qu'elle discuta dans une de ses réunions générales : 1° A quel genre de crimes faut-il rapporter ceux qui se trouvaient dévoilés par les actes de la Commission d'enquête? 2° Quelles sont les peines portées par les lois contre de tels crimes ? La Cour reconnut et déclara, à l'unanimité, que les crimes de tous les accusés appartenaient à la classe des crimes d'État, que la législation russe désigne sous le titre des *deux premiers chefs*, et que ces crimes, spécifiés dans les actes de la Commission d'enquête et confirmés à deux reprises par les aveux des

prévenus eux-mêmes, emportaient tous, sans exception, la peine de mort.

Cet arrêt unique et uniforme eût terminé le procès, si la clémence du souverain n'avait pas été là pour adoucir la rigueur de la loi.

La Cour elle-même penchait pour la clémence, quoiqu'elle se fût acquittée, avec l'impartialité la plus invariable, de la pénible mission qu'elle avait reçue. Les membres du Saint-Synode, en effet, eu égard à leur caractère religieux, ne pouvaient être qu'opposés à toute pénalité entraînant l'effusion du sang. Plusieurs des membres du Conseil de l'Empire n'étaient pas moins portés à l'indulgence, en voyant assis sur les bancs des accusés, soit un parent, soit un allié, soit un ami; en songeant peut-être tout bas que leurs propres fils avaient failli subir le même sort. Enfin, la plupart des sénateurs, plus ou moins accessibles aux influences des relations sociales et circonvenus par des familles puissantes, n'avaient garde de se montrer impitoyables, même en reconnaissant que, selon les termes de la loi, tous les accusés avaient mérité la mort.

C'était une tâche lourde à remplir, que de condamner au dernier supplice deux cents prévenus, qui tenaient aux plus grandes familles de

l'empire, aux fonctionnaires les plus élevés, à la noblesse de rang comme à la noblesse héréditaire, et qui avaient fait partie de l'armée ou de l'administration civile.

L'empereur ne voulut pas se charger de mesurer les effets de sa clémence aux droits que chacun des condamnés pouvait avoir à se trouver compris dans la commutation des peines; car il n'y avait pas lieu de prononcer une amnistie générale et définitive. L'empereur y avait renoncé à regret. D'après les représentations de ses conseillers, et pour tempérer la rigueur des anciennes lois, en établissant une gradation de peines par catégories, il avait fait dresser une série de règles additionnelles, basées sur l'ordre général de la procédure juridique.

Il ordonna, en conséquence, que la Haute Cour eût à rechercher quelles circonstances particulières et individuelles étaient de nature, soit à aggraver, soit à atténuer, la participation de chacun des accusés au complot du 26 décembre. La Cour aurait ensuite à former des catégories, correspondant aux principaux faits de l'accusation; à prononcer la peine que chaque catégorie entraînerait avec elle, et à répartir enfin les coupables dans ces différentes catégories, selon le degré de la culpa-

bilité de chacun d'eux. En outre, l'empereur avait décidé, dans sa justice, qu'un certain nombre des accusés, qu'il désigna lui-même, seraient immédiatement distraits de l'accusation, par des raisons d'État, qu'il pouvait seul apprécier. Par suite de ces éliminations secrètes, le nombre des accusés, que pouvait atteindre le jugement de la Cour suprême, resta fixé à cent vingt.

Ce fut encore à une Commission spéciale que la Cour suprême remit le soin d'examiner de nouveau les dossiers des accusés et d'apprécier la culpabilité de chacun, au point de vue des catégories qui seraient formées en raison des genres de crimes à punir. Ces genres de crimes correspondaient aux trois moyens que les auteurs du complot s'étaient proposé d'employer pour atteindre leur but : 1° Le régicide; 2° la révolte générale; 3° l'insurrection militaire. Quant aux caractères de culpabilité, quoiqu'ils offrissent bien des degrés et bien des nuances, ils pouvaient être rangés dans un des trois genres de crimes, que la Cour avait définis minutieusement en vingt-sept paragraphes, dont il suffit de connaître les trois principaux, qui se rapportaient aux trois catégories criminelles et pénales :

1° Complot de régicide, avec offre spontanée de

l'accomplir, ou désignation d'autres individus pour en être les instruments, ou acceptation personnelle d'une désignation semblable, ou bien indication des moyens pour la faire agréer à d'autres complices, etc.

2° Établissement et direction des Sociétés secrètes ayant pour but la révolte générale ; réunion des moyens de la provoquer ou de fixer le terme où elle éclaterait ; rédaction de plans, de règlements, de projets de Constitution, de proclamations, de formules de serment ; tentatives d'instigation ou de séduction, faites sur le soldat, etc.

3° Participation active à l'insurrection militaire, accompagnée d'effusion de sang et d'une connaissance complète du but secret du complot ; acceptation du titre de chef de l'insurrection, quand bien même elle n'aurait été accompagnée, ni d'effusion de sang, ni de participation active, etc.

Mais, quand il fallut distribuer les coupables dans ces trois catégories, qui se rattachaient à trois genres de crimes et qui semblaient emporter seulement trois sortes de pénalité, la Cour s'aperçut que, pour répondre au vœu de l'empereur, elle était forcée de créer une classification plus compliquée, qui permettrait de mieux opérer le clas-

sement des condamnés, suivant la culpabilité respective de chacun, et d'arriver ainsi à une répartition plus équitable des peines, en tenant compte des circonstances aggravantes ou atténuantes, qu'on pourrait faire valoir à l'égard des uns et des autres.

On forma donc onze catégories nouvelles, représentant l'échelle de la pénalité : la première catégorie impliquait la peine de mort par décapitation; la seconde, la mort politique et les travaux forcés à perpétuité; la troisième, la dégradation, la privation de la noblesse, et les travaux forcés à perpétuité; la quatrième, ainsi que les cinquième, sixième et septième, les travaux forcés à temps, suivis de l'exil perpétuel en Sibérie; la huitième, l'exil perpétuel en Sibérie; la neuvième, la déportation en Sibérie; la dixième, l'inscription comme simple soldat sur les rôles de l'armée, avec faculté d'avancement; enfin, la onzième, semblable à la précédente, n'entraînait pourtant pas la privation de la noblesse, qui était comprise dans la pénalité des diverses catégories. En outre, ceux des coupables qui, par la nature exceptionnelle et l'énormité de leurs attentats, ne pouvaient être rangés dans aucune de ces onze catégories, devraient être condamnés à la peine de mort par l'écartèlement.

A la répartition des peines succéda la répartition des coupables, et sur les cent vingt et un prévenus qui restaient en cause, la Cour en mit cinq hors de toutes catégories, et distribua les autres dans les onze catégories, savoir : trente et un dans la première; dix-sept dans la seconde; deux dans la troisième ; trente-huit dans les cinq catégories suivantes; quinze dans la huitième; trois dans la neuvième ; un dans la dixième, et huit dans la onzième et dernière. Un seul, laissé en dehors de toute catégorie, on ne sait pourquoi, échappa ainsi à toute pénalité.

Toutes les décisions de la Haute Cour avaient été prises, soit à la pluralité des voix, soit à la majorité relative des opinions.

La liste nominative des cent vingt et un condamnés, qui, à l'exception des cinq mis en dehors, étaient compris dans les onze catégories, suivant la peine portée contre eux et avec l'indication des caractères principaux de leurs crimes, fut annexée au Rapport, dans lequel la Cour rendait compte de ses opérations à l'empereur. « Si une gradation de peine par catégories, disait-elle dans ce Rapport, engageait Votre Majesté impériale à faire grâce de la vie à quelques-uns d'entre eux, cette grâce ne pourrait être l'effet de la loi;

elle ne pourrait être l'effet du jugement porté par la Cour, mais uniquement, Sire, celui de Votre clémence, mais une simple exception, bornée à ce seul cas et qui ne serait admise qu'en vertu des dispositions expresses de Votre Majesté. Sans doute, la loi ne saurait tracer de limites à cette clémence qui forme le plus bel apanage de l'autorité suprême. La Cour ose néanmoins représenter ici, que, parmi les forfaits qu'elle a signalés, il en est d'une nature si atroce et qui touchent de si près à la sûreté de l'État, que l'espoir même de la clémence du souverain leur semble interdit. »

Au moment où fut prononcé le jugement définitif des condamnés, le président de la Cour ayant invité les juges à venir signer la sentence, les membres du Saint-Synode s'y refusèrent et déposèrent la déclaration suivante entre les mains du président : « Après avoir ouï, dans la Haute Cour, la lecture des actes du procès relatif aux criminels d'État, Pestel, Ryléïeff et consorts, qui ont tramé le régicide et l'introduction en Russie du régime républicain ; après avoir vu leurs forfaits constatés avec la dernière évidence et constatés par leurs propres aveux, nous reconnaissons que ces criminels d'État méritent les derniers supplices. En conséquence, nous ne nous opposons pas à la sen-

tence qui sera portée contre eux, mais, vu notre état sacerdotal, nous ne pouvons munir de notre signature ladite sentence. »

Cette déclaration solennelle fut insérée dans le Rapport, qui se terminait par cette noble et touchante allocution à l'empereur, dans laquelle on reconnaît la plume éloquente de Bloudoff, secrétaire de la Commission :

« Sire, dès le jour où de tristes événements dévoilèrent cette trame criminelle, dès le jour où votre seule présence étouffa la révolte au moment même où elle éclatait, tous les fidèles sujets de Votre Majesté, dans un transport unanime de gratitude, reconnurent que les grandes destinées de la Russie, confiées par la Providence à votre main ferme et tutélaire, resteraient inébranlables. Depuis, lorsque, voyant dans cette cause la cause de tous les Russes qu'anime l'amour de la patrie, vous daignâtes, Sire, à l'exemple de vos glorieux ancêtres, en déférer le jugement aux premiers corps de l'État, augmentés de plusieurs éminents fonctionnaires militaires et civils, Votre Majesté offrit à ses peuples une nouvelle confirmation de cette consolante vérité, que, si le ténébreux esprit des révolutions parvenait à s'introduire en Russie, alors même, resserré dans des bornes étroites, ne

trouvant pour auxiliaires que ces penchants effrénés au crime, ces passions aveugles et fougueuses qui sont heureusement si rares, il ne pourrait se frayer les voies jusque dans le sein de notre patrie, inaccessible à son influence, et que chez nous l'amour du souverain et le dévouement au trône s'identifient à nos lois fondamentales, à nos mœurs, et au caractère même de notre nation. »

La clémence impériale ne tarda pas à modifier le jugement de la Haute Cour, sans en changer les bases, par un ukase rendu à Tzarskoé-Sélo et daté du 10 (22) juillet : « Après avoir, disait l'empereur, attentivement pesé le Rapport qui nous a été soumis par la Haute Cour de justice, Nous avons reconnu que la sentence, portée par elle, est conforme à la nature de la cause dont elle était appelée à connaître et au texte des lois existantes. Néanmoins, ayant à cœur de concilier le texte des lois et les devoirs d'une rigoureuse justice avec les sentiments de clémence qui Nous animent, Nous avons résolu de commuer les châtiments et peines prononcés contre les coupables. »

Aux criminels d'État placés dans la première catégorie et condamnés à être décapités, l'empereur fit grâce de la vie, en ordonnant qu'ils fussent envoyés aux travaux forcés à perpétuité, après

avoir été dégradés et privés de la noblesse. Six de ces condamnés obtinrent même, exceptionnellement, une plus forte commutation de peine, par des motifs énumérés en ces termes dans l'ukase qui les envoyait pour vingt ans aux travaux forcés : « Le lieutenant-colonel en retraite, Mathieu Mourawieff-Apostol, en considération de son profond repentir; l'assesseur de collége Kukhelbecker, par égard pour l'intercession du grand-duc Michel; le capitaine en second Alexandre Bestoujeff, en considération de ce qu'il s'est présenté spontanément à Nous pour confesser son crime; le capitaine Nikita Mourawieff, en considération de la franchise de ses aveux; le général-major prince Serge Wolkonsky, en considération de son sincère repentir; le capitaine en retraite Yakouchkine, également en considération de son repentir. »

Parmi les condamnés de la première catégorie se trouvaient les principaux acteurs de la sanglante journée du 26 décembre, le prince Troubetzkoï, le prince Obolensky, le prince Chtchepine-Rostowsky, le lieutenant de vaisseau Arbousoff, le farouche capitaine Iakoubovitch, etc.

Pour la plupart des condamnés compris dans les dix autres catégories, l'empereur ne changea rien à la nature de la pénalité, mais il réduisit, d'un

tiers ou d'un quart, le temps des travaux forcés qu'ils devaient subir, en leur laissant à tous la perspective d'un exil perpétuel en Sibérie. Pour quelques-uns seulement, qui avaient eu une assez bonne part dans l'indulgence des premiers juges, la peine subsista telle que la Haute Cour l'avait prononcée; pour quelques autres, l'empereur se souvint de l'impression favorable qu'ils lui avaient laissée dans leurs interrogatoires, et il fit fléchir en leur faveur la sévérité de la loi; ainsi, le colonel Alexandre Mourawieff, condamné à six ans de travaux forcés, fut presque gracié, en considération de la sincérité de son repentir, car sa peine se trouva réduite à une déportation temporaire en Sibérie, sans dégradation et sans privation de la noblesse. Quelques autres aussi se ressentirent d'une juste irritation de l'empereur, qui aggrava leur condamnation autant que le lui permettait la pénalité de la catégorie où la Cour suprême les avait placés par erreur ou par excès de bienveillance.

Quant aux cinq coupables que la Cour avait placés en dehors de toute catégorie, l'empereur abandonna leur sort à la décision des juges et s'abstint de toute intervention dans l'arrêt définitif qui serait exécuté.

La Cour suprême se réunit au complet, pour la dernière fois, le 23 juillet : usant du pouvoir discrétionnaire dont elle était investie, et prenant pour guide la clémence dont l'empereur avait donné un éclatant témoignage par la commutation des peines portées contre les autres criminels, elle arrêta que les cinq grands coupables, qui avaient été condamnés à être écartelés, Paul Pestel, Conrad Ryléïeff, Serge Mourawieff-Apostol, Michel Bestoujeff-Rumine et Pierre Kakhowsky, seraient pendus, en punition de leurs horribles attentats. Ensuite, la Haute Cour, étant chargée d'annoncer aux condamnés l'arrêt qui les concernait, ainsi que les commutations de peines que l'empereur leur avait accordées, se rendit processionnellement à l'hôtel du commandant de la forteresse. Les condamnés, extraits de leurs cachots et amenés par catégories en présence de leurs juges, entendirent la lecture de leur sentence, avec calme et résignation. Ceux qui devaient mourir ne furent pas les moins impassibles. Aucun incident ne vint troubler la majestueuse solennité de cette scène lugubre.

Ainsi se termina ce grand procès, où, malgré le secret des procédures et des débats, on ne saurait méconnaître la sage lenteur des formes et des pré-

cautions judiciaires, la scrupuleuse exactitude des recherches, l'évidence des preuves acquises par l'instruction, et la lumineuse clarté des jugements. Telles sont les expressions dont s'est servi un historien éclairé et impartial, pour caractériser ce mémorable épisode de l'histoire de la justice criminelle en Russie.

Il est à remarquer que, sur les cent vingt et un accusés qui furent compris dans le jugement, tous, à l'exception de cinq ou six, appartenaient à l'ordre de la noblesse ou faisaient partie de l'état-major de l'armée. On comptait parmi eux : deux cornettes, douze enseignes, dix-neuf sous-lieutenants, vingt et un lieutenants, vingt capitaines, trois majors, dix lieutenants-colonels, treize colonels et deux généraux-majors. En fait de fonctionnaires civils, il y avait, outre un individu non qualifié, deux assesseurs et un secrétaire de collége, un chirurgien, un scribe, et deux conseillers d'État; en fait de personnages titrés : trois barons, deux comtes et sept princes!

La Haute Cour, il faut le dire, avait tenu compte aux accusés, de leurs bons antécédents, de leur jeunesse, de leurs aveux et de leur repentir; mais elle n'eut pas le moindre égard à la naissance, au grade, au rang, au titre, à la fortune des coupables.

Depuis plus de soixante et dix ans, Saint-Pétersbourg n'avait pas vu d'exécution capitale; depuis le règne de l'impératrice Élisabeth, l'échafaud n'avait été dressé que bien rarement en Russie. On supposait donc généralement que les cinq condamnés à mort ne subiraient pas leur arrêt. Les autorités, en effet, avaient laissé planer la plus grande incertitude sur le jour, l'heure et le lieu de l'exécution. Aussi, tout le monde ignorait que les condamnés avaient été avertis de se préparer à mourir, et qu'ils avaient reçu dans leur prison les consolations suprêmes de la religion.

Ces malheureux ne firent pas d'aveux nouveaux; mais ils reconnurent tous, que, d'après les lois existantes, la condamnation qui les avait frappés était juste.

— L'ardeur de mon zèle politique, l'amour de mon pays, m'ont trompé sans doute, dit Ryléïeff; mais le patriotisme ayant été l'unique mobile de mes actions, j'attends la mort sans crainte. C'est peut-être une expiation que je dois à la Société, pour laquelle je me suis dévoué sans son aveu.

On lui demanda ce qu'il entendait par ce mot : *la Société*, qui pouvait se rapporter aux associations secrètes dont il avait fait partie. Il hésita un instant, et répondit avec calme : « Mes intentions

ont toujours été libérales et patriotiques; je ne voulais que le bien de la Russie. »

Pestel conserva jusqu'au dernier moment la même force d'âme : « Je suis certain, disait-il, que, tôt ou tard, la Russie trouvera dans mon Code russe le remède à tous ses maux. Ma faute a été de vouloir faire la moisson, avant les semailles. »

Les condamnés avaient obtenu la permission d'écrire à leur famille. Ryléïeff profita seul de cette liberté, pour adresser à sa jeune femme la lettre la plus touchante : « Quand je ne serai plus, lui disait-il dans cette longue lettre, vous partirez, je le désire, pour Novogorod, votre pays, mais auparavant vous recevrez le prêtre qui doit m'assister à l'article de la mort. Il vous fera part de mes dernières volontés et vous redira mes dernières paroles. Adieu, ma pauvre amie, pardonnez-moi si, à votre amour, j'ai cru devoir préférer celui de la Russie ! »

Les autres accusés, à qui l'on offrit les moyens d'écrire des lettres d'adieu ou leurs dernières volontés, refusèrent d'user d'une faveur qui leur parut suspecte, et qui, selon eux, ne pouvait servir qu'à compromettre leurs parents et leurs amis.

Dans la nuit du 25 juillet, les troupes désignées

pour assister à l'exécution quittèrent leurs quartiers vers deux heures du matin et traversèrent silencieusement les rues désertes, pour se rendre sur le glacis de la forteresse, vis-à-vis du rempart, où s'élevaient cinq potences de même hauteur, qu'on achevait de construire à la hâte, en face de la petite église de la Sainte-Trinité.

Les premières lueurs de l'aurore commençaient à rougir l'horizon; un léger brouillard, qui flottait dans le crépuscule de cette nuit boréale, n'empêchait pas de distinguer, même à distance, tous les objets revêtus d'une teinte uniforme. La capitale était encore plongée dans le sommeil; à peine si quelques rares spectateurs venaient un à un se ranger derrière les troupes, qui formaient un vaste cercle, au milieu duquel on avait allumé un grand feu.

Un roulement de tambours se fit entendre : tous les condamnés à qui l'empereur avait fait grâce de la vie sortirent lentement de la forteresse et furent conduits par groupes devant une députation des régiments où chacun d'eux avait servi. Un second roulement de tambours précéda la lecture de leur jugement, qu'ils écoutèrent à genoux. Cette lecture terminée, on leur arracha leurs décorations, leurs épaulettes et leurs uniformes; puis, on brisa

leurs épées au-dessus de leurs têtes en signe de dégradation : ils furent revêtus d'une capote grise, et ils défilèrent devant le gibet, pendant que la flamme dévorait leurs habits et leurs insignes militaires.

A peine étaient-ils rentrés dans la forteresse, que les cinq condamnés à mort furent amenés sur le rempart : ils étaient couverts de capotes grises, avec un capuchon qui enveloppait leur tête.

Ils montèrent d'un pas ferme sur la plate-forme qui régnait sous les potences, et se livrèrent à l'exécuteur, qui leur passa le nœud fatal autour du cou. Aussitôt le plancher de l'échafaud s'enfonça, et ils restèrent suspendus; mais la corde, mal affermie, glissa sur le capuchon de trois d'entre eux, qui furent précipités dans le trou, béant sous leurs pieds.

Un cri d'horreur retentit parmi les assistants. Pestel et Kakhowski étaient seuls attachés au gibet; les autres avaient disparu : ils s'étaient plus ou moins meurtris et blessés dans leur affreuse chute, mais ils vivaient encore.

Ce terrible incident ne fut qu'une prolongation de leur supplice et de leur agonie. Quelques voix courageuses s'élevèrent dans la foule pour qu'il fût sursis à l'exécution, car on ne doutait pas, di-

sait-on, que l'empereur ne commuât la peine de ceux que la Providence avait sauvés !

Ah ! si l'on avait su qu'en ce moment même, l'empereur, renfermé dans la chapelle du palais de Tzarskoé-Sélo, priait avec l'impératrice pour les malheureux que la clémence impériale n'avait pu soustraire aux vengeances de la loi !

Personne n'eût osé, personne n'osa donner un ordre pour ajourner au moins l'exécution. Le plancher de la plate-forme fut rétabli, les cordes furent consolidées, et, après un quart d'heure d'attente, on vit reparaître sur la plate-forme les trois patients, qu'on était obligé de soutenir et de porter pour les conduire à l'échafaud. Leur énergie et leur sang-froid ne les avaient pas toutefois abandonnés.

— Il sera donc dit, s'écria Ryléïeff, que rien ne me réussira, pas même la mort !

Serge Mourawieff-Apostol lui répondit amèrement :

— Nous sommes, en vérité, dans un maudit pays où l'on ne sait ni conspirer, ni juger, ni pendre !

Bestoujeff-Rumine, qui avait les deux jambes cassées, protesta encore une fois que le mode d'exécution était illégal :

— Je suis militaire, murmurait-il pendant les tristes apprêts de son supplice, je devrais donc être fusillé et non pendu !

Au bout de quelques secondes, le roulement des tambours annonça que la justice humaine était satisfaite. Les troupes retournèrent à leurs casernes, et les autres témoins de cette triste scène s'écoulèrent en silence, pendant qu'on enlevait le hideux appareil du supplice. Il n'en restait aucune trace, à six heures du matin.

LIX

On apprit avec stupeur, dans la ville, ce qui s'était passé cette nuit-là, mais la part faite à l'émotion inséparable de pareilles circonstances, émotion qui s'accrut au récit du douloureux épisode que l'exécution avait offert, tout le monde respira plus à l'aise, en se disant que c'était le dénoûment du redoutable procès du 26 décembre et que la justice criminelle ne demanderait pas d'autres victimes.

Le tableau des condamnations fut publié dans la journée, et ce manifeste impérial, qu'on affichait en même temps dans les rues de Saint-Pétersbourg, acheva de rassurer la population paisible et fidèle :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.

« La Haute Cour, instituée, par notre manifeste du 1er de juin, pour le jugement des crimi-

nels d'État, a rempli la tâche que Nous lui avions commise. Ses arrêts, fondés sur le texte des lois existantes, mais adoucis par Nous autant que Nous le permettaient le devoir de la justice et la sûreté de l'empire, ont été publiés et mis à exécution.

« Ainsi s'est terminé ce procès, où Nous n'avons cessé de voir la cause de la Russie tout entière; les criminels ont reçu le châtiment qu'ils avaient mérité; la patrie a été purgée de la contagion qui couvait dans son sein depuis trop longtemps.

« En portant un dernier regard sur ces événements déplorables, Nous trouvons qu'une obligation encore nous est imposée. Dans les lieux où, sept mois auparavant, l'explosion d'une soudaine révolte Nous a tout d'un coup révélé l'affreux secret d'un mal qui comptait déjà dix années, il faut qu'un dernier acte de commémoration, un sacrifice expiatoire, consacre le souvenir du sang russe versé dans ces mêmes lieux pour la religion, le souverain, la patrie; il faut que de solennelles actions de grâces s'y élèvent vers le Seigneur. Nous avons reconnu sa main toute-puissante, lorsqu'elle déchirait le voile qui couvrait cet horrible mystère; Nous l'avons reconnue, lorsqu'en permettant

au crime de s'armer, elle assurait sa perte. Telle qu'un orage d'un moment, la révolte sembla n'avoir éclaté que pour anéantir la conspiration dont elle avait été le premier acte.

« Elle n'était pas dans le caractère, elle n'était pas dans les mœurs du peuple russe, cette conspiration. Tramée par une poignée de scélérats, elle n'eut pour auxiliaires que le petit nombre d'hommes qu'unissait à eux un contact de tous les instants, que des cœurs pervertis, que des passions fougueuses, et malgré dix années de malveillants efforts, d'efforts sans cesse renouvelés, elle ne réussit point à s'étendre. Le cœur de la Russie y fut et y sera toujours inaccessible. Le nom russe ne saurait être flétri par une trahison envers le trône et l'État. Loin de là, dans ces mêmes conjonctures, Nous avons recueilli les touchants témoignages d'un dévouement sans bornes. Nous avons vu les pères s'armer d'une inflexible rigueur envers leurs enfants criminels; Nous avons vu les plus proches parents renier et livrer à la justice les malheureux sur lesquels planaient des soupçons de complicité; Nous avons vu, enfin, toutes les classes de nos sujets, animées d'une seule et même pensée, d'un seul et même vœu, ne demander que le jugement et le châtiment des coupables.

« Mais, quoique renfermé dans une sphère étroite, le travail des conspirateurs n'en avait pas été moins actif. La plaie était profonde, elle était dangereuse, par cela même qu'elle était cachée. Quand on songeait que le principal dessein des conjurés, que leur premier but, n'avait cessé d'être un attentat aux jours d'Alexandre le *Béni*, on se sentait pénétré tout à la fois d'indignation et de douleur. D'autres idées jetaient le même trouble dans les esprits ; d'autres soins inspiraient une juste sollicitude : il fallait, au milieu d'investigations devenues indispensables, respecter l'innocence, la défendre des soupçons gratuits, lui en épargner l'amertume. Mais cette même Providence, à qui il avait plu, dès notre avénement au trône, de Nous environner de soucis et de peines, en Nous imposant une tâche où s'unissaient pour Nous tant de difficultés à tant de regrets, Nous donna aussi le courage et la force de la remplir. Après cinq mois de travaux, la Commission d'enquête réussit, par l'effet de son zèle, de son exactitude, de son impartialité, par l'emploi des moyens de persuasion, à émouvoir le cœur des criminels les plus endurcis, à y réveiller le remords, et à les amener à de libres et sincères aveux. La Haute Cour de justice, embrassant ce grand procès dans toute l'étendue de

son importance politique, dans tous ses caractères, dans toutes ses gradations, vient de le conduire au terme indiqué par les lois.

« C'est ainsi qu'a disparu, grâce à l'unanime accord de tous les bons et fidèles Russes, et dans un court espace de temps, un fléau, qui, avec d'autres mœurs, aurait opposé une longue résistance. Les tristes événements qui ont troublé la paix intérieure de la Russie sont passés, et, Nous aimons à l'espérer de la miséricorde divine, ils sont passés sans retour. Dans les voies impénétrables du Tout-Puissant, qui du sein des malheurs fait sortir les prospérités, ces événements peuvent même encore tourner au bien général.

« Puissent maintenant les pères porter toute leur attention sur l'éducation morale de leurs enfants ! Ce n'est, certes, point aux progrès de la civilisation, mais à la vanité qui ne produit que le désœuvrement et le vide de l'esprit, mais au défaut d'instruction réelle, qu'il faut attribuer cette licence de la pensée, cette fougue des passions, ces demi-connaissances si confuses et si funestes, ce penchant aux théories extrêmes et aux visions politiques, qui commencent par démoraliser, et finissent par perdre. En vain le Gouvernement fera-t-il de généreux efforts, en vain s'épuisera-t-il en sacri-

fices, si l'éducation domestique ne seconde son action et ses vues, si elle ne verse dans les cœurs tous les germes de la morale.

« Dans cette carrière, comme dans les autres, c'est la Noblesse, ce boulevard du trône et de l'honneur national, qui est appelée à servir de modèle. Tous les soins qu'elle accordera au perfectionnement d'une éducation indigène, consacrée à la Russie et donnée dans son sein, Nous inspireront autant de satisfaction que de reconnaissance. Devant la Noblesse, s'ouvrent dans notre patrie, toutes les voies de l'honneur et du service public. La justice, les armées, les diverses branches de l'administration intérieure, tout réclame des agents zélés et capables, tout dépend de leur choix.

« Que toutes les classes de citoyens accordent donc la même confiance au Gouvernement ! Dans les empires où l'amour du souverain et le dévouement au trône sont pour les peuples un besoin et un sentiment héréditaire, où la vigueur de l'administration s'allie à la nationalité des lois, les efforts de la malveillance seront toujours insensés, toujours stériles. Ils pourront se cacher dans l'ombre ; mais, dès que le grand jour les frappera, ils se briseront devant les lois et l'indignation publique. Dans une telle organisation de l'État, cha-

cun peut se fier à la solidité de l'ordre, à la garantie des biens et des personnes, et, tranquille sur le présent, porter vers l'avenir un regard plein d'espérance. Ce n'est point par des entreprises téméraires, et toujours destructives, c'est d'en haut, c'est par degrés, que s'opèrent les vraies améliorations, que se comblent les lacunes, que se réforment les abus. Dans cette marche de perfectionnements graduels, tout sage désir du mieux, toute pensée tendant à l'affermissement des lois, à la propagation des véritables lumières, au développement de l'industrie, qui Nous seraient communiqués par les voies légales ouvertes à tous, ne pourront qu'être accueillis par Nous avec gratitude, car Nous ne formons, Nous ne pouvons former d'autre vœu que celui de voir notre patrie atteindre le plus haut point de prospérité et de gloire, qui lui soit marqué par la divine Providence.

« Enfin, dans la ferveur même de ce vœu que partagent tous nos sujets, et dans l'espoir de son accomplissement, Notre sollicitude particulière se reporte encore sur les familles infortunées que le crime a privées de quelques-uns de leurs membres. Pendant tout le cours de ce procès, Nous Nous sommes associé à leur affliction, et Nous Nous hâtons de les assurer que, à nos yeux, les liens de

famille transmettent la gloire des ancêtres à leurs descendants, mais ne peuvent faire rejaillir la honte d'un crime isolé. Quiconque oserait en tirer un motif de reproche, enfreindrait les lois humaines, et plus encore les préceptes de notre sainte religion.

« NICOLAS.

« Tzarskoé-Sélo, le 13/25 juillet 1826. »

Le lendemain, une cérémonie funèbre et religieuse eut lieu sur la place du Sénat, qui avait été arrosée du généreux sang de Miloradovitch et de quelques braves serviteurs de l'empereur, mais qui n'était pas encore purifiée des honteux souvenirs de l'insurrection du 26 décembre.

Dès sept heures du matin, toute la garnison de Saint-Pétersbourg était rangée en bataille, autour d'un autel qui s'élevait sur une haute estrade à l'endroit même où avait été arboré le drapeau de la révolte.

Tout à coup on vit sortir de l'église de l'Amirauté l'empereur, accompagné du vieil archevêque de Saint-Pétersbourg, Stanislas Siestrzencevicz, en habit pontifical, qui marchait courbé sous le poids de ses quatre-vingt-seize ans, tandis que l'impératrice arrivait en voiture, avec le prince royal de Prusse, au milieu des troupes qui avaient mis le

genou en terre, pour la recevoir. Le service divin commença, et les prêtres firent processionnellement le tour de la place, en jetant de l'eau bénite.

A la fin de cette imposante cérémonie, 101 coups de canon furent tirés, et cet ordre du jour, adressé aux armées russes par l'empereur, fut lu à haute voix devant chaque régiment qui avait assisté à l'expiation :

« Braves soldats, leur disait-il, lorsque, dans les mémorables journées du 14/26 décembre 1825 et du 3/15 janvier 1826, votre fidélité a formé autour du trône un rempart inexpugnable, lorsqu'elle a sauvé nos temples de la profanation et délivré la patrie des horreurs de la révolte, je vous ai prévenus que vos rangs avaient le malheur de recéler quelques-uns de ces fauteurs de trouble et d'anarchie. Vous les avez repoussés avec effroi et indignation. La justice a prononcé sur leur sort ; la sentence qu'ils avaient méritée a reçu son exécution, et l'armée est purgée de la contagion qui la menaçait, ainsi que la Russie tout entière.

« Aujourd'hui, avec l'aide du Tout-Puissant, dans le lieu même où sept mois auparavant vous avez versé votre sang et sacrifié votre vie pour la défense de votre souverain, sur cette même place où le vaillant capitaine dont la mémoire est impé-

rissable dans l'armée russe, le comte Miloradovitch, a succombé sous nos yeux, de solennelles actions de grâces ont été offertes au Seigneur, qui par vous a sauvé l'empire, et des prières lui ont été adressées pour le repos de l'âme de ceux qui sont morts pour leur foi, leur empereur et la patrie.

« Braves soldats russes, en portant ces faits à votre connaissance, je vous témoigne ma reconnaissance et celle de toute la Russie. Conservez à jamais les nobles vertus qui vous ont toujours distingués. Soyez religieux, fidèles, braves et infatigables, et le monde reconnaîtra que Dieu est avec nous!

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 14/26 juillet 1826. »

Peu de jours après, une partie des condamnés du 26 décembre partit pour la Sibérie, avec l'escorte qui devait les conduire au lieu de leur destination. Ils étaient placés quatre par quatre sur des télègues ou chariots à quatre roues, sans autre siége que des bottes de paille; ils portaient déjà le grossier costume des déportés. Quelques-uns versaient des larmes muettes, la plupart se résignaient à leur sort.

A leur première station au delà de Saint-Pétersbourg, ils reçurent les adieux de leurs familles, comme l'empereur l'avait permis. Ils n'allaient pas entreprendre seuls ce long et pénible voyage : plusieurs d'entre eux avaient obtenu la faveur de faire partager leur infortune et leur exil, à leurs épouses, à leurs sœurs, à leurs mères.

Ces nobles femmes, que les conseils et même les prières de l'empereur ne purent dissuader de leur pieux sacrifice, devaient échanger toutes les habitudes de l'opulence et du luxe contre la vie dure et misérable des forçats. On les avait prévenues que, si elles se mettaient en route pour rejoindre leurs maris, leurs fils et leurs frères en Sibérie, elles n'auraient plus la liberté de retourner en arrière; on leur avait dit qu'après avoir passé Irkoutsk, elles ne pourraient plus même disposer de leurs propres bagages; on avait tout fait, en un mot, pour les effrayer, pour les décourager. Elles ne faiblirent pas : l'exemple de l'héroïque princesse Troubetzkoï avait enflammé leur émulation, et Mesdames Alexandre Mourawieff, Nikita Mourawieff, Naryschkine née Konovnitsyne, etc., accomplirent jusqu'au bout un acte de dévouement, qui semblait être au-dessus de leurs forces et qui devait entraîner après lui des an-

nées de captivité, de privations et de souffrances.

L'empereur avait fait venir la princesse Troubetzkoï pour la faire renoncer à son projet de départ; il n'y réussit pas. Il fut touché aux larmes de l'obstination inflexible de cette jeune femme.

— Eh bien! partez donc! lui dit-il enfin : je me souviendrai de vous!

L'impératrice était présente, qui essayait aussi de retenir la noble épouse du condamné.

— Vous avez bien raison de suivre votre mari! s'écria-t-elle tout à coup en l'embrassant et en pleurant avec elle : à votre place, je n'eusse pas, non plus, hésité à partir!

Elle lui promit de plaider sa cause en son absence.

— Qu'importe la Sibérie! lui dit la princesse dans son exaltation de piété conjugale : on se trouve bien partout auprès d'un époux que l'on aime et qui vous aime!

On rapporta plus tard à l'impératrice un mot admirable, que la mère de cette princesse avait adressé à sa fille, qui exprimait avec trop de pétulance et de joie son impatience de partir : « Catherine! si vous n'êtes pas sage, vous n'irez pas en Sibérie! »

L'impératrice dit alors à l'empereur :

— Sire, voilà qui me réconcilie avec le prince Troubetzkoï, si coupable qu'il puisse être vis-à-vis de Votre Majesté : un homme qui inspire de si beaux sentiments à sa femme ne saurait être un méchant homme.

Loin de faire peser aucune responsabilité sur les familles des condamnés, Nicolas, au contraire, leur témoigna une bienveillance et un intérêt particuliers. Il leur fit porter des secours et des consolations.

Le père de Pestel était dans une situation de fortune très-embarrassée : l'empereur lui envoya une somme de cinquante mille roubles et lui abandonna les arrérages d'une terre de la couronne, située dans le gouvernement de Pskoff, que ce vieil officier avait prise à ferme pour douze ans; bien plus, l'empereur ne craignit pas de rapprocher de sa personne, en le nommant son aide de camp, le propre frère de Pestel, colonel dans le régiment des chevaliers-gardes.

La veuve de Ryléïeff était devenue folle en apprenant la triste fin de son mari; elle croyait qu'il avait été passé par les armes, et elle ne retrouvait sa raison par intervalles, que pour gémir sur la perte qu'elle avait faite. L'empereur s'informa de ses nouvelles et lui fit offrir une pension; elle la re-

fusa, en disant qu'elle ne demandait qu'une grâce : celle d'être fusillée comme son époux, dont elle était complice, répétait-elle, et dont elle avait juré d'achever l'œuvre politique. L'empereur ordonna que cette pauvre femme ne fût pas inquiétée malgré ses paroles outrageantes, et qu'on prît soin d'elle et de ses enfants aux frais du Trésor.

Le procès des accusés du 26 décembre n'était pas encore complétement terminé, puisque celui des accusés polonais commençait seulement à s'instruire à Varsovie. Ce fut, il est vrai, un procès tout à fait nouveau, qui n'aboutit à un jugement définitif qu'après une année et demie de recherches et de poursuites. Mais il restait, en outre, à prononcer beaucoup de jugements partiels, que l'empereur s'était réservé de transformer en lettres de grâce.

Tous les accusés, dont les causes avaient été distraites, à la dernière heure, du procès général auquel elles semblaient appartenir, furent jugés souverainement par une commission militaire, et des ordres du jour qui les concernaient, publiés au nom de l'empereur, dans les derniers jours de juillet et les premiers d'août, ne portèrent pas même à la connaissance du public les décisions qui furent

prises à leur égard. Emprisonnement dans une forteresse durant quelques mois, translation du corps de la garde dans un des régiments de l'armée, envoi dans une garnison lointaine, sans perte de la noblesse ni d'aucuns droits acquis, telles furent les peines correctionnelles infligées aux coupables qui avaient mérité l'indulgence de l'empereur, sinon leur pardon absolu.

Ces ordres du jour, insérés dans la *Gazette du Sénat,* au mois d'août, décidèrent du sort de cent trente-huit prévenus, savoir : cinq colonels, trois lieutenants-colonels et beaucoup d'officiers d'un grade inférieur, parmi lesquels figuraient trois princes, un comte et plusieurs nobles, porteurs des plus grands noms de la Russie. Des condamnations capitales furent prononcées, mais aucune ne fut exécutée ; ceux qu'elles frappaient se virent seulement placés sous le gibet et ensuite dégradés, avant d'être envoyés en Sibérie.

Il y eut aussi un jugement supplémentaire, rendu, au mois d'août, par le département de l'auditoriat et promulgué par le Sénat de Moscou, contre quinze complices de Serge Mourawieff-Apostol, entre autres le capitaine d'état-major baron Solovieff, le capitaine Maïewsky, le prince Metschersky, etc. Ce jugement n'entraîna pas d'autres peines

que la dégradation, l'exil ou les travaux forcés.

Une décision du Sénat-dirigeant avait inventé, dit-on, une pénalité posthume à l'égard des rebelles qui avaient été tués près d'Oustinowka, en ordonnant qu'on placerait, sur leur sépulture, au lieu de croix et autres signes chrétiens, des potences peintes en rouge, avec leurs noms. Mais l'empereur s'opposa formellement à l'exécution de cette bizarre sentence.

L'empereur n'avait pas balancé à accorder aux prières du général Alexis Orloff, qui s'était montré si fidèle et si dévoué dans la journée du 26 décembre, la grâce entière de son frère Michel, qui ne s'était mêlé d'ailleurs aux menées des Sociétés secrètes,. disait-il, que pour répandre en Russie l'enseignement mutuel, dont il se montrait le partisan fanatique. Par un ordre du jour du 28 juillet, le général Michel Orloff avait donc été rendu à la liberté, en conservant son rang et ses décorations, mais sans pouvoir rentrer au service et sans avoir le droit d'habiter l'une ou l'autre des deux capitales de la Russie.

Enfin, d'autres personnages furent condamnés à des punitions légères, ou même tout à fait graciés, sans que la décision dont ils furent l'objet ait laissé la moindre trace.

— Dieu merci! dit l'empereur à un confident de ses pensées intimes, j'ai appris, en allant au fond de cette affaire ténébreuse, à connaître mes ennemis et mes amis.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XXXVII.

CHAPITRE XXXVIII.

CHAPITRE XXXIX.

CHAPITRE XL.

CHAPITRE XLI.

CHAPITRE XLII.

CHAPITRE XLVI.

CHAPITRE XLVII.

Nicolas s'occupe des réformes administratives. — Sages conseils que lui donne l'impératrice-mère. — Ses économies dans les dépenses de sa maison. — Il réduit aussi les dépenses de l'empire. — Son exemple trouve des imitateurs dans les administrations publiques. — Rescrit au prince Basile Dolgorouky, pour le féliciter des économies obtenues dans le service des écuries et des équipages de la cour.— L'empereur, frappé des lenteurs de la justice en Russie.— 2,850,000 causes pendantes devant les tribunaux.— 127,000 individus dans les prisons.—Travaux du Sénat dans le cours de 1825.— L'empereur ordonne d'expédier promptement et régulièrement les affaires en suspens. — En moins d'une année, l'arriéré judiciaire est mis à jour.—Un recueil officiel des lois russes n'existait pas encore.— Catherine II avait ordonné la rédaction d'un Code national. — La Commission, nommée à cet effet, fonctionnait toujours et n'avait rien achevé. —L'empereur adresse un rescrit au prince Lapoukhine (31 janv. 1826, calend. russe).— La section des lois réunie à la chancellerie impériale. — Michel Spéransky chargé de la direction du travail.— Causes des retards de ce grand ouvrage depuis dix-sept ans. — Difficultés d'une pareille œuvre. — M. le baron Modeste de Korff, savant collaborateur de Spéransky. — L'empereur s'efforce de combattre la vénalité et le vol parmi les fonctionnaires de l'État. — Ses visites et ses inspections dans les établissements publics.— Il envoie des commissaires examinateurs dans les chefs-lieux de gouvernement. — 2,749 ukases du Sénat non exécutés. — Délai d'un an, puis de trois mois, pour l'exécution de ces ukases. — État déplorable du gouvernement de Koursk.— Mission du sénateur prince Dolgorouky. — Le sénateur Pierre Poletika chargé d'une révision générale dans le gouvernement de Saint-Pétersbourg. — Vérification des caisses ; déficits énormes. – Poletika a le courage de dire la vérité à l'empereur. — Son différend avec le gouverneur civil de Moscou. — Il donne sa démission, sous prétexte de mauvaise santé.— Commission permanente, nommée pour mettre ordre à tous les abus.— Son président le sénateur Engel. — Elle propose à l'empereur d'impor-

CHAPITRE XLVIII.

CHAPITRE XLIX.

CHAPITRE LII.

CHAPITRE LV.

CHAPITRE LVI.

CHAPITRE LVII.

CHAPITRE LVIII.

CHAPITRE LIX.

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

